



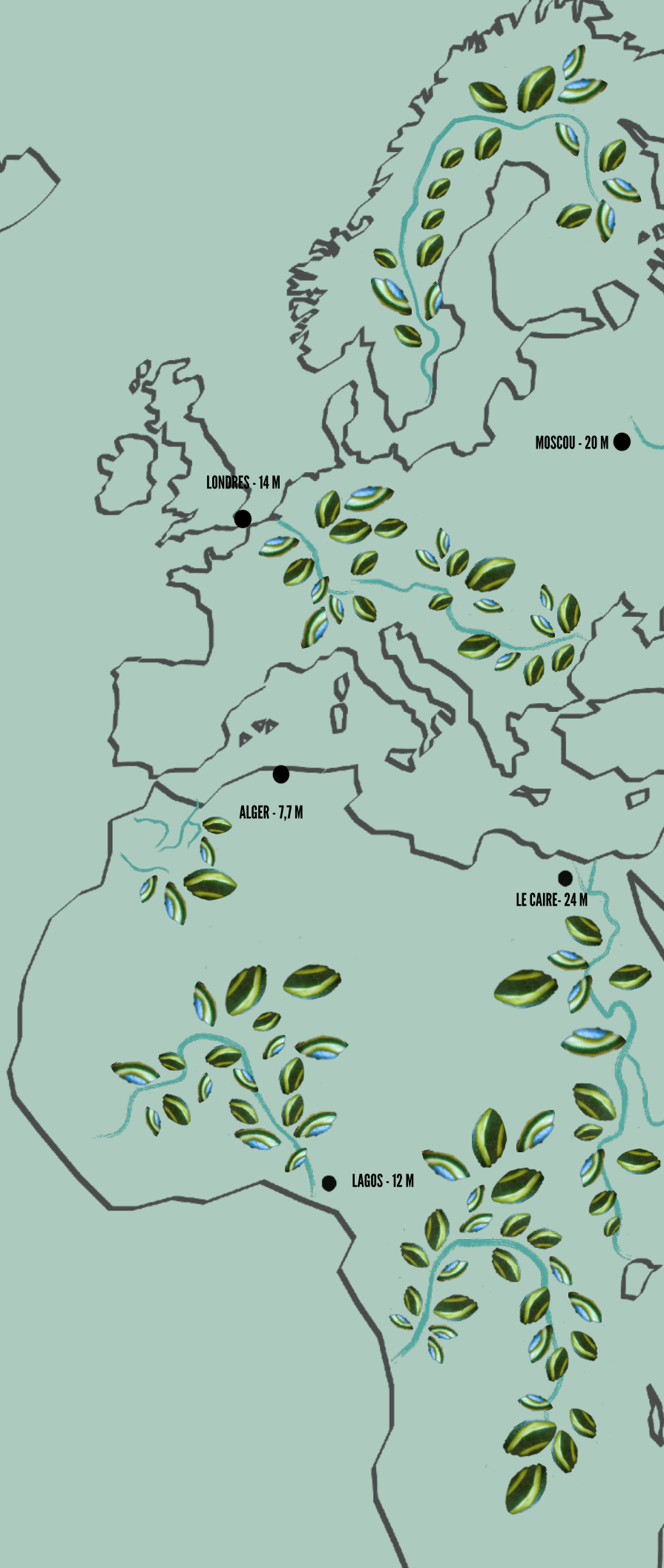
Let's Food
CITIES

TERRITOIRES RÉSILIENTS

**Pour un système
alimentaire durable
et équitable**

DURBAN

AFRIQUE DU SUD



LET'S FOOD

L'association Let's Food a été co-fondée en 2017 par Anna Faucher et Louison Lançon dans l'objectif d'accompagner les territoires à la construction de systèmes alimentaires durables et résilients en s'appuyant sur la coopération territoriale et l'échange de bonnes pratiques aux échelles locale, nationale et internationale.

Les axes d'intervention de l'association sont les suivants :

- Accompagner les dynamiques alimentaires des collectivités territoriales en France et dans le monde en capitalisant sur les expériences réussies issues d'autres territoires.
- Favoriser et opérationnaliser le partage de connaissances et d'initiatives auprès des différents acteurs du système alimentaire afin d'accélérer une transition agroécologique à l'échelle globale.
- Sensibiliser et former aux enjeux de l'alimentation durable afin de renforcer les compétences nécessaires à la mise en place de systèmes alimentaires durables.

Auteurs : Anna Faucher, Louison Lançon, Adèle Guen.

Illustrations et mise en page : Anna Faucher.

Publié par : Association Let's Food, 2022.

Ce document et l'ensemble des textes et des illustrations originales qu'il contient sont publiés par l'association Let's Food sous la licence CC BY-NC-SA 4.0 (Attribution - Non Commercial - Share Alike 4.0 International).



Citation recommandée : Let's Food, 2022. Territoires résilients - Pour un système alimentaire durable et équitable - Durban, Afrique du Sud. 153 pages.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier nos partenaires pour leur engagement à nos côtés ainsi que pour leur soutien financier : l'Agence de la Transition Écologique (ADEME), le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, l'association Risteco - La Ville qui Mange, le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, la Fondation Léa Nature, la Chaire UNESCO Alimentations du Monde, le Secrétariat du Pacte de Milan pour des Politiques Alimentaires Urbaines, la Ville de Marseille, Grenoble Alpes Métropole, le Grand Lyon, Bordeaux Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Paris et Nantes Métropole.

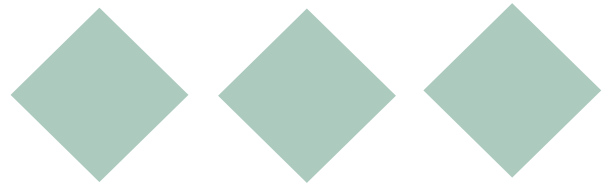
Merci également à nos interlocuteurs dans les villes et métropoles françaises partenaires, pour leur confiance et bienveillance, pour leur soutien, leur écoute et leur temps tout au long de ce projet et bien après : Morgane Scouarnec et Marie-Elisabeth Sapin (Bordeaux Métropole), Valérie De-Saint-Vaulry (Montpellier Méditerranée Métropole), Lilian Vargas (Grenoble Alpes Métropole), Fabien Chaufournier et Juliette Cantau (Grand Lyon), Jean-Charles Lardic (Ville de Marseille), Dominique Barreau (Nantes Métropole) et Patrick Koumarianos (Ville de Paris).

Merci aux universités et aux étudiants qui ont apporté leur pierre à l'édifice au cours de ces trois années. Aux enseignants et experts qui ont constitué notre comité scientifique : Nicolas Bricas, Maurizio Mariani, Damien Conaré, Thierry Giordano, Guido Santini, Cécile Michel, Nathalie Corade, Catherine André, Cécile Broutin, Yannick Sencébé, George-André Simon, Jennifer Buyck, Amélie Artis, Magali Talandier, Philippe Fleury, Laurence Rocher, Michel Basset, Muriel Maillefert, Xavier Giraud, Jean-Noël Consales, Sébastien Gadal, Christine Aubry, Marie Ben Othmen, Francis Willequet, Lauren Lecuyer, Jean-Jacques Gabas, Mohamed Merdji, Pilar Alejandra Jano Martinez, Carlos Huenchuelo, Jesus Hernandez Ruiz, Armando Rucoba Garcia, Abdessalam El Khanchoufi, Ali Bennasr.

Au cours des deux années de voyages et des 7 missions du projet Let's Food Cities, nous avons rencontré plus de 250 acteurs sur les territoires étudiés en France, au Mexique, au Chili, au Vietnam, en Iran, au Maroc, en Tunisie et en Afrique du Sud. Un grand merci et bravo à toutes ces belles âmes qui portent des initiatives inspirantes parfois au péril de leur vie. Partout nous avons été accueillies chaleureusement, nous avons échangé et grandi au fil de ces rencontres.

Enfin, merci merci merci à tous les bénévoles qui ont participé au développement de l'association au gré de petites et grandes missions : recherches, retranscriptions, rédaction, réflexions, traductions... et plus particulièrement sur le diagnostic de Durban : Clémence Rebourg, Laëtitia Giraud, Lisa Kamal, Louise Galipaud, Lucie Lecourt, Perrine Azière, Sarah Lachenal et Solène Renaudie.

NOTRE VISION



Le 8 août 2019 était rendu public le dernier rapport du GIEC : Comment assurer la sécurité alimentaire d'une population mondiale croissante malgré le réchauffement climatique ? Protéger les terres, restaurer la biodiversité, limiter la consommation de viande, réduire les émissions de gaz à effet de serre : les experts exhortent les États à agir de toute urgence et ce depuis de très nombreuses années.

Pourtant les États se sont montrés à ce jour incapables de prendre des mesures à la hauteur des enjeux, englués dans des objectifs à court terme de croissance économique et de concurrence internationale. Les villes, qui concentreront bientôt plus de 70 % des humains sur Terre, sont aujourd'hui sources d'innovations et de décisions bien plus radicales, se positionnant parfois dans l'illégalité vis-à-vis des lois nationales et internationales afin de mettre en place cette nécessaire transition agro-écologique.

Il faut dès maintenant construire de nouvelles gouvernances alimentaires à l'échelle locale : développer la résilience alimentaire et les coopérations entre espaces urbains et ruraux. Les collectivités possèdent les compétences pour limiter l'artificialisation des terres, développer une nouvelle agriculture, sensibiliser la population à une alimentation plus durable tout en réduisant les inégalités d'accès.

Tous les territoires doivent saisir cette opportunité et construire, au plus vite, avec l'ensemble des acteurs concernés, des systèmes alimentaires durables à l'échelle locale. Afin d'accélérer cette transition et de préserver ressources et biodiversité tant qu'il est encore temps, nous croyons à la coopération des territoires pour échanger de nouvelles pratiques, de nouvelles politiques publiques et pour faire émerger une nouvelle façon de vivre ensemble.

C'est dans ce sens que le projet Let's Food Cities sensibilise et accompagne les décideurs locaux dans le monde en travaillant tout particulièrement avec les universités et les jeunes professionnels de demain, afin qu'ils intègrent les enjeux alimentaires dans leurs futures responsabilités.

Nous espérons que ce diagnostic évaluant la durabilité et la résilience du système alimentaire du territoire de Durban participe à renforcer la place des enjeux alimentaires à l'agenda politique tout en inspirant élus, techniciens, entreprises et citoyens à s'engager toujours davantage pour assurer le bien-être de tous dans le respect de notre environnement.

Bonne lecture !

Comprendre le système alimentaire

7

Comprendre le territoire de Durban

9

1 SÉCURITÉ ALIMENTAIRE - Le système alimentaire de Durban permet-il l'accès à une nourriture suffisante et nutritive pour tous ?

Une transition alimentaire en cours responsable de sérieuses problématiques de santé publique

13

Une offre alimentaire dense représentée par la grande distribution et les commerces informels

15

De fortes inégalités économiques et un accès inégal à une alimentation de qualité

21

L'influence des facteurs sociaux et culturels sur les choix alimentaires

25

Autonomie alimentaire : une dynamique récente d'agriculture urbaine et périurbaine

31

2 DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE - Le système alimentaire de Durban protège-t-il l'environnement et la biodiversité sans épuiser les ressources non renouvelables et sans polluer ?

Une agriculture intensive dominante mais des systèmes agro-écologiques qui émergent

55

L'agroalimentaire dominée par l'industrie du sucre, source d'externalités négatives

59

La multiplication des supermarchés énergivores et sources de déchets

67

Des consommateurs peu sensibles aux enjeux environnementaux

71

3 DURABILITÉ ÉCONOMIQUE - Le système alimentaire de Durban s'appuie-t-il sur un système économique inclusif favorisant la création d'emplois et réduisant les inégalités de pouvoir entre acteurs ?

De fortes inégalités économiques et sociales entre deux modèles d'agriculture

91

La canne à sucre : une filière agroindustrielle oligopolistique

95

Une transformation industrielle mais des alternatives émergent

103

Un système de distribution qui profite peu aux petits producteurs

105

4 GOUVERNANCE ALIMENTAIRE - Le système alimentaire de Durban apporte-t-il l'information nécessaire pour permettre la cohésion sociale, la confiance et la participation des citoyens ?

L'héritage de l'apartheid pèse sur les modes de gouvernance

107

Des espaces de dialogues qui émergent lentement

125

Une coopération active sur les enjeux climatiques et alimentaires

127

Ce qu'il faut retenir

135

Annexes

137

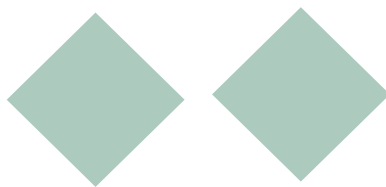
Bibliographie

143

145

148

À PROPOS



Le projet Let's Food Cities, porté par l'association Let's Food, vise à encourager les coopérations entre villes pour accélérer le partage d'expériences et la mise en place de systèmes alimentaires territoriaux durables partout dans le monde.

Ce projet pilote de 3 ans intègre 14 territoires d'études soit 7 duos comprenant une ville française signataire du Pacte de Milan (en 2017) et un territoire de coopération à l'étranger.

En s'appuyant sur des coopérations existantes, le projet Let's Food Cities propose de développer une nouvelle thématique de coopération : celle de l'alimentation durable à l'échelle des territoires.

Les 7 duos sont les suivants :

- Bordeaux Métropole et État de Guanajuato (Mexique)
- Le Grand Lyon et la Ville de Lyon et Hô Chi Minh Ville (Vietnam)
- La Ville de Marseille et Valparaíso (Chili)
- La Ville de Paris et Téhéran (Iran)
- Montpellier Méditerranée Métropole et Fès (Maroc)
- Grenoble Alpes Métropole et Ville de Grenoble et Sfax (Tunisie)
- Nantes Métropole et Durban (Afrique du Sud)

Dans le cadre de la coopération Nantes Métropole et Durban, officialisée en 2005 par la signature d'un accord de coopération, le projet Let's Food Cities a réalisé une étude de durabilité du système alimentaire de Durban avec pour périmètre initial le bassin de consommation (métropole de Durban) et le bassin de production formé par la province du KwaZulu-Natal.

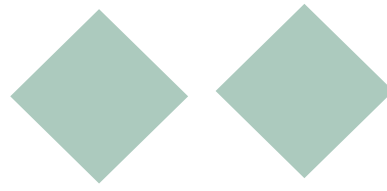
Toutes les étapes du système alimentaire sont analysées sous quatre angles, garants de sa durabilité : la sécurité alimentaire, l'usage des ressources et l'impact sur l'écosystème, la viabilité et l'équité du système économique, l'intégration sociale des parties prenantes et la gouvernance locale. Ce diagnostic identifie également les initiatives du territoire à impact positif, portés par des acteurs publics, associatifs et privés qui sont une partie des solutions à encourager, renforcer, répliquer.

Les principaux résultats ainsi que toutes les initiatives ont été partagés avec les institutions concernées, les acteurs rencontrés et le grand public afin de favoriser le passage à l'action en conscience et la concrétisation de nouveaux projets en faveur d'une alimentation de qualité pour tous.

À l'issue du projet, Durban bénéficie ainsi des livrables suivants :

- Un court métrage sur le système alimentaire de Durban
- Une étude de durabilité du système alimentaire de son territoire
- Un recensement des initiatives associatives, privées (entreprises) et publiques (politiques publiques) en lien avec l'alimentation sur son territoire centralisées sur la plateforme [Food Ideas](#)
- Un livret des solutions (issus des initiatives inspirantes des autres villes étudiées) : des propositions sur-mesure au vu des problématiques spécifiques identifiées sur le territoire.

MÉTHODOLOGIE



La méthodologie de l'étude de durabilité d'un système alimentaire a été co-construite avec le comité scientifique de l'association Let's Food composé d'experts internationaux et de chercheurs en géographie, agronomie, urbanisme, coopération internationale ou encore sciences sociales.

Cette méthodologie s'appuie avant tout sur la définition d'un système alimentaire durable local proposé par la FAO, l'IPES Food et Nicolas Bricas en 2015:

“Les systèmes alimentaires durables :

- protègent l'environnement et la biodiversité sans épuiser les ressources non renouvelables et la biodiversité et sans polluer ;
- permettent l'accès pour tous à une nourriture suffisante, saine, nutritive et culturellement acceptable
- s'appuient sur un système économique inclusif favorisant la création d'emplois pour tous et réduisant les inégalités de pouvoir entre entreprises et au sein des chaînes de valeur pour une répartition plus équitable des valeurs ajoutées ;
- favorisent la cohésion sociale et le respect de la diversité et de la dynamique des cultures
- restaurent la confiance dans le système et permettent la participation des citoyens à son évolution.”

La méthodologie consiste à analyser les différentes composantes du système alimentaire d'un territoire : de la production jusqu'à la consommation et la gestion de déchets, intégrant également des aspects de gouvernance à la lumière des composantes du développement durable.

Le cadre d'analyse est le même pour chacun des 14 territoires afin de permettre les comparaisons. Il s'appuie sur des données quantitatives issues d'études nationales et locales existantes et sur des entretiens d'acteurs réalisés sur place afin d'évaluer la situation au regard d'experts locaux.

Dans chacune des villes d'études, Let's Food a souhaité associer des universités dans la réalisation du diagnostic afin de bénéficier de l'expertise académique mais également de sensibiliser les étudiants à une approche systémique et au prisme alimentaire pour penser le développement durable d'un territoire.

Une première recherche bibliographique a été réalisée. À Durban, l'équipe Let's Food a par la suite mené **37 entretiens** avec les acteurs du système alimentaire afin de compléter l'analyse : ministères, chercheurs, syndicats agricoles, associations, agriculteurs ou encore porteurs d'initiatives à impact positif. L'ensemble de ces acteurs a ensuite été convié à un atelier de co-construction dans l'objectif de compléter et valider le diagnostic du système alimentaire local mais également d'imaginer collectivement les solutions à mettre en place localement.

Ce rapport propose un aperçu du fonctionnement du système alimentaire de Durban et des principaux défis auxquels le territoire fait face en terme de durabilité et de résilience. Loin d'être exhaustif c'est avant tout un diagnostic résolument tourné vers l'action, à la suite de chaque point d'information sont répertoriés les projets existants sur le territoire ainsi que des solutions mises en place en Afrique du Sud et ailleurs qui peuvent inspirer, ou certains projets à mettre en place et à adapter afin d'accélérer la transition alimentaire du territoire.

COMPRENDRE LE SYSTÈME ALIMENTAIRE

Une multitude d'acteurs aux intérêts et leviers divers

Des étapes de production agricole jusqu'à la consommation et la gestion des déchets, les acteurs publics, associatifs, privés, universitaires doivent se coordonner pour former un système alimentaire cohérent, durable et résilient, ce qui implique une redéfinition des rôles des acteurs au sein du territoire : les pouvoirs publics deviennent coordonnateurs, animateurs et déclencheurs du développement territorial ; les citoyens et les organisations deviennent force de proposition, porteurs potentiels, ressources-clefs qu'il faut pouvoir associer, coordonner et renforcer pour faire accompagner les dynamiques de transition des territoires (Ciedel, 2019).

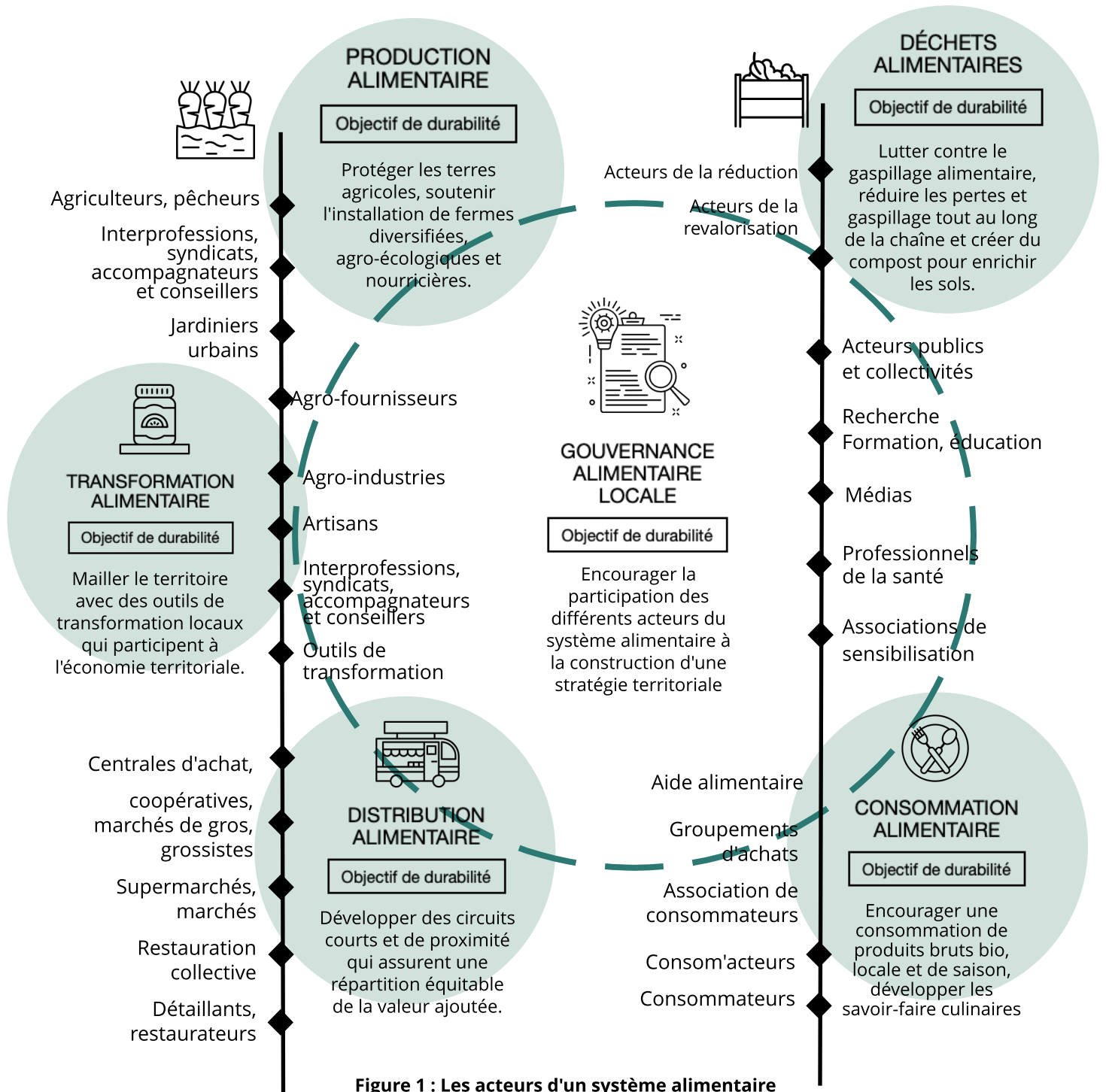


Figure 1 : Les acteurs d'un système alimentaire à l'échelle locale (Let's Food, 2020)

La répartition des compétences institutionnelles sur les enjeux agricoles et alimentaires

L'Afrique du Sud est devenue une République en 1961 et une démocratie en 1997 suite à l'entrée en vigueur de sa Constitution. Les premières élections de 1994 ont marqué la fin du régime de l'apartheid et la victoire de Nelson Mandela. La République d'Afrique du Sud est un régime parlementaire fédéral divisé en 9 provinces. Les provinces sont ainsi dotées d'une relative autonomie et disposent de leur propre pouvoir exécutif et législatif. À leur tour, chacune de ces provinces est divisée en municipalités (257 au total). L'Afrique du Sud est ainsi gouvernée selon 3 échelons : un niveau national (gouvernement central), un niveau provincial (provinces) et un niveau local (municipalités). Il y a trois types de municipalités en Afrique du Sud : les municipalités métropolitaines (8 métropoles), les districts municipaux (44 districts) et les municipalités locales (205). Les municipalités métropolitaines administrent les territoires d'Afrique du Sud les plus urbanisés (eThekweni (Durban) en est une). Elles disposent des compétences législatives et exécutives, incarnées par le Conseil Municipal pour gérer elles-mêmes les affaires du territoire.

La production agricole, les marchés et les filières de la province de KwaZulu-Natal sont en premier lieu sous la gestion du Ministère de l'agriculture de la province de KZN. Le département "DARD-KZN" assure la mise œuvre de la législation et des lignes directrices nationales mais se charge aussi des politiques provinciales. Son objectif principal est de soutenir les agriculteurs afin d'assurer un développement et une gestion durables des ressources agricoles de la province. La municipalité d'eThekweni a des marges de manœuvre par rapport au pouvoir central et aux provinces sur son territoire, ce qui lui permet de se positionner en faveur de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire. L'Afrique du Sud est également gouvernée par un système parallèle à l'État : la chefferie traditionnelle. Les chefs traditionnels dépendent du droit coutumier qui régie alors les communautés traditionnelles, essentiellement rurales. S'ils sont légitimés par la Constitution sud-africaine, les chefs coutumiers ne sont pas élus démocratiquement et la répartition des rôles entre la coutume et l'administration reste floue (car régie par des lois, souvent au cas par cas selon les régions et communautés). Les chefs coutumiers ont compétence sur la répartition des terres agricoles qui sont propriétés de la communauté dans les zones régies par le droit coutumier (Salcedo, 2014).

ÉTAT

- ◆ Politique agricole et alimentaire nationale
- ◆ Politique économique et sociale
- ◆ Plan national de Santé
- ◆ Système d'éducation



PROVINCE

- ◆ Politique agricole provinciale
- ◆ Protection du foncier agricole
- ◆ Développement économique (soutien à l'emploi, aux filières agricoles)
- ◆ Protection de l'environnement (pratiques agricoles et agroalimentaires)
- ◆ Protection sociale



MUNICIPALITÉ MÉTROPOLITAINES

- ◆ Développement agricole
- ◆ Abattoirs et marchés alimentaires
- ◆ Gestion des biodéchets
- ◆ Tourisme et valorisation du patrimoine local
- ◆ Parcs (agriculture urbaine et végétalisation)
- ◆ Service de santé municipal (cantines scolaires, sensibilisation, etc.)
- ◆ Protection du foncier agricole

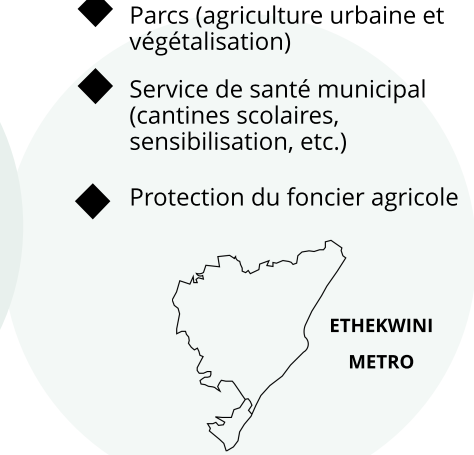


Figure 2 : Répartition institutionnelle des compétences liées à l'alimentation en Afrique du Sud (Let's Food, 2022, à partir Education Training Unit, 2019)

COMPRENDRE LE TERRITOIRE DE DURBAN

Située à l'extrémité Sud du continent africain, l'Afrique du Sud est l'un des pays les plus développés du continent. Durban est une ville côtière située sur la côte Est du pays dans la province du KwaZulu-Natal. Elle fait partie de la municipalité métropolitaine d'eThekweni qui est la troisième plus grande aire urbaine d'Afrique du Sud. Durban est une ville cosmopolite qui accueille une grande communauté indienne. Durban est particulièrement connue pour son port qui donne sur l'océan indien et qui est l'un des plus importants du monde, notamment en termes d'import et d'export de canne à sucre.

Population & urbanisation

L'Afrique du Sud compte 58,5 millions d'habitants (2019), dont 29,5 % a moins de 15 ans, ce qui en fait l'une des populations les plus jeunes du monde (à titre de comparaison en France, 18 % de la population a moins de 15 ans). Avec ses 11 millions d'habitants, la province de KwaZulu-Natal (KZN) est la seconde province la plus peuplée du pays mais est pourtant la troisième plus petite province en termes de superficie (7,7 % du territoire national). À l'image du pays, KZN est une province où la population est jeune, avec un taux de chômage important (25,9 % selon les taux de base mais il atteint 41,4 % selon le taux élargi) et le taux de chômage spécifiquement des jeunes s'élève à 35,6 % dans la région de KZN (Yes!Media, 2020).

Durban est la plus grande ville de la province et la troisième du pays avec ses 3,7 millions d'habitants. La croissance de la population urbaine est très forte : + 6,8 % entre 2007 et 2016. La ville s'est fortement urbanisée et continue de l'être sous l'effet de l'exode rural : dans l'espoir de trouver du travail, les habitants des zones rurales déménagent dans les espaces périurbains et les centres villes. 70 % de la population d'Afrique du Sud vit en zone urbaine (Von Bormann, 2019).

La majorité de la population est d'origine africaine, principalement Zoulou. La métropole étant cosmopolite, elle accueille notamment une large communauté indienne (James, 2020).

Niveau de vie

Durban est une métropole avec un niveau de qualité de vie relativement élevé même si plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté (Jones, 2020). EThekweni comprend sur son territoire de nombreux bidonvilles dont Umlazi et Kwamashu où vivent des milliers de personnes. Dans la métropole de Durban, 4,7 % de la population n'est pas allé à l'école et seulement 10,9 % a fait des études supérieures (Yes!Media, 2020).

État des ressources

Durban bénéficie d'un climat très tropical propice aux végétaux. Durban, avec ses nombreux espaces verts qui représentent 60 % de la ville, a ainsi été sacrée ville la plus verte du monde en 2019 par Husqvarna. (RFI, 2020). En termes de géographie, la métropole de Durban (eThekweni) est comparativement plus grande que les autres agglomérations du pays, c'est aussi la plus vallonnée avec ses nombreuses gorges et ravines (Yes!Media, 2020). Considérée comme "the Garden Province" (la province jardin) d'Afrique du Sud, KZN possède de vastes espaces naturels (savane, montagne) mais joue aussi un rôle important pour l'agriculture du pays (Yes!Media, 2020).

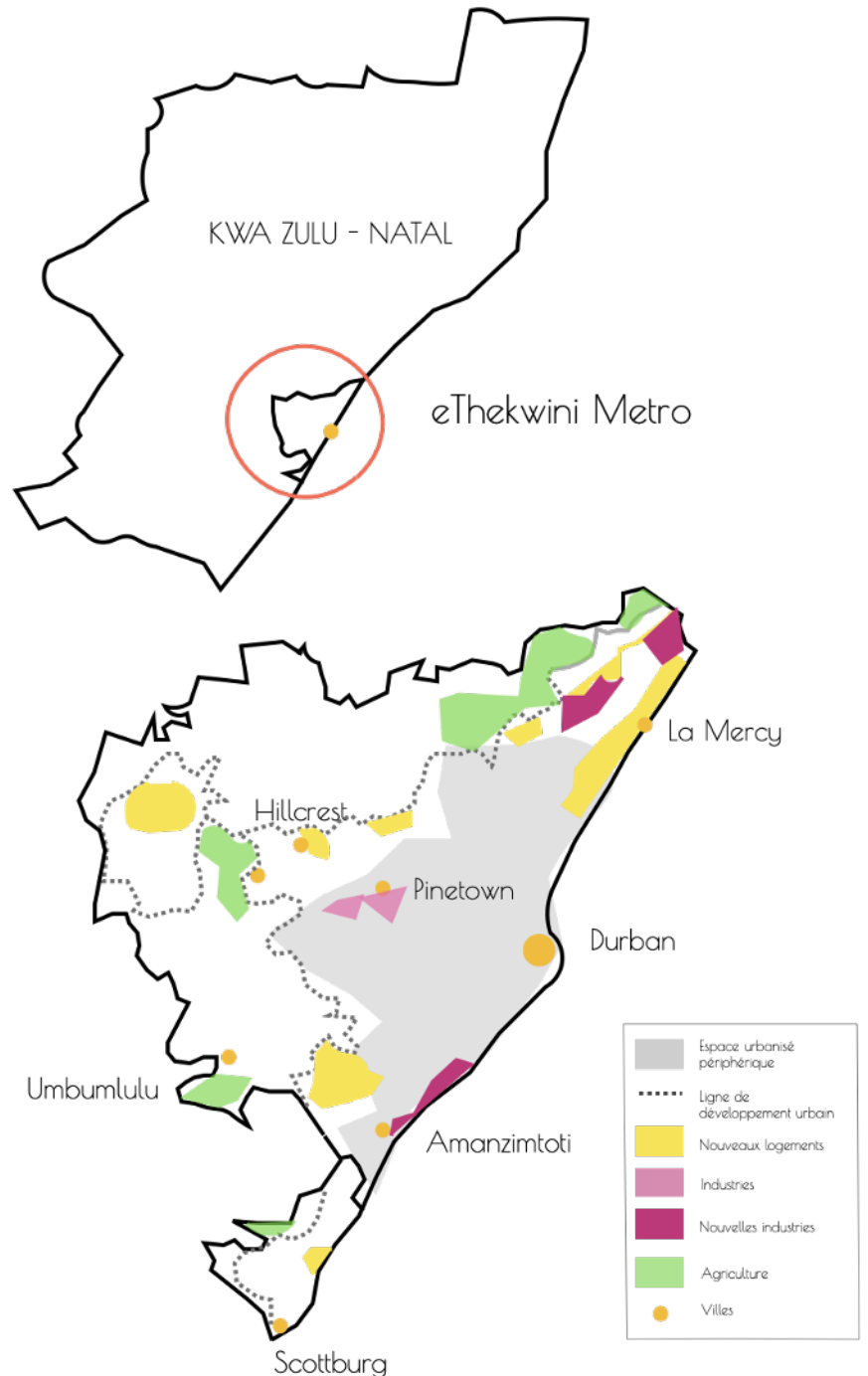
Moteurs économiques

L'Afrique du Sud est un pays émergent communément inclus dans les BRICS, les pays émergents les plus développés, avec le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. L'Afrique du Sud a mis en place une économie libérale et l'État joue un rôle important dans la régulation du marché.

À Durban, les principaux secteurs économiques sont la finance (22 %), l'industrie manufacturière (22 %), les services (18 %), le commerce (16 %), la construction (3 %) et l'électricité (2 %) (Yes!Media, 2020). La ville possède surtout le plus important port de commerce du pays. Le port de Durban, porte d'entrée de la région industrielle et du centre économique du pays - Petoria et ses alentours - accueille les plus gros porte-conteneurs du monde. D'importantes industries se sont développées, accompagnant le développement du port : raffineries de pétrole, raffinerie de sucre, usine de savon et de margarine, chantiers de construction navale, pneumatiques, fabriques de textiles, usines d'engrais, etc. Elles se localisent surtout au fond de la baie et dans la banlieue sud de la métropole (Huetz De Lemps, 2020).

Durban est également une ville touristique grâce à son climat subtropical, ses plages et son hospitalité. C'est l'une des principales destinations touristiques domestiques d'Afrique du Sud. Selon les estimations, le tourisme aurait rapporté en 2010/2011 9,95 millions de dollars, soit l'équivalent de 8 % de PIB de la province (Yes!Media, 2020).

Figure 3 : Occupation du sol sur la métropole de Durban (Zungu et al., 2020)



Agriculture

La province du KwaZulu-Natal et la métropole de Durban bénéficient d'un climat subtropical humide particulièrement propice à l'agriculture. Durban est une métropole principalement rurale et agricole. On y produit des légumes, du maïs et de la viande en petites quantités, destinés tout d'abord à leur consommation personnelle et dont les surplus sont vendus sur les marchés locaux. KZN produit 30 % de l'agriculture du pays. Entre 18 et 20 % des foyers de la province exercent des activités dans le secteur agricole (KZN DARD, 2020). Sur un total de 6,5 millions d'hectares de surface agricole, 82 % des terres sont propices à l'élevage extensif et 18 % sont des terres arables (KZN Top business, 2021).





Chapitre I

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le système alimentaire de Durban et sa province permettent-ils l'accès à une nourriture suffisante et nutritive pour tous ?



© Let's Food

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DU SUD

"La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, économique et social à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active".

(FAO, 2008)

//

Nous avons un nombre important de personnes obèses, même dans les communautés les plus pauvres. Selon moi, le plus gros défi de la sécurité alimentaire n'est pas tant celui de la disponibilité absolue des aliments que celui des revenus et des comportements alimentaires. Cela génère une véritable insécurité nutritionnelle menant à des problèmes de malnutrition, d'insuffisance pondérale et d'obésité."

Steve Worth,
Directeur du Centre africain pour la sécurité alimentaire



© Let's Food

L'Afrique du Sud est devenu en l'espace de deux décennies l'un des plus grands consommateurs de produits transformés au monde.

 **50 à 75 %**

de la population sud-africaine n'a pas accès à un régime sain et nutritif (FAO et al, 2020)



70 % des femmes

1/3 des hommes

sont en surpoids ou obèses

(Von Bormann, 2019).



14,9 % de la population en situation d'insécurité alimentaire

en 2020, contre 7 % en 2019. Cette augmentation rapide s'explique en partie par la crise sanitaire de la COVID-19, ayant entraîné une partie de la population dans la précarité (Statistics South Africa, 2020).



10^e pays

avec les perspectives les plus alarmantes sur l'obésité infantile, avec 13,3 % des enfants de moins de 5 ans en surpoids (World Obesity Federation, 2019) et Global Nutrition Report, 2020.)



UNE TRANSITION ALIMENTAIRE EN COURS RESPONSABLE DE SÉRIEUSES PROBLÉMATIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE

UNE ALIMENTATION TRADITIONNELLE DIVERSIFIÉE ET RICHE DANS LA PROVINCE DU KWAZULU-NATAL

Dans la région du KwaZulu-Natal, les principaux plats et produits consommés sont le maïs, les haricots rouges et les patates douces. La viande est également au centre des traditions culinaires (bœuf, porc, poulet, mais aussi viande sauvage comme l'autruche, l'antilope, etc.) et notamment du fameux braai (barbecue), moment convivial très apprécié des Durbanais.

Les plats et aliments traditionnels sont entre autres le Boerewors (saucisse épicée), le Biltong (viande séchée), le Pap (purée de millet), le Chakalaka (plat de crudités épicées), le Potjiekos (ragoût de viande), le Vetkoek (un petit pain garni sucré).

La cuisine locale est multi-culturelle. Elle est enrichie d'une diversité d'influences culturelles gastronomiques : indienne, asiatique, anglaise, portugaise, italienne. Le métissage de la population de la province du KZN où 7,4 % de la population est d'origine indienne, 86,8 % est noire, 4,2 % est blanche, 1,4 % est métisse, se ressent dans la cuisine où de nombreuses options végétariennes notamment de currys se sont développées.

Le Bunny Chow est le plat le plus représentatif de l'influence indienne sur la culture alimentaire de Durban. Il s'agit d'un sandwich épicé qui a été popularisé par les ouvriers indiens et la communauté noire africaine lors des années 1940. Lors de l'apartheid, les personnes de couleur ne pouvaient pas entrer dans les cafés et restaurants. Ce sandwich était alors servi dans les rues de Durban et permettait aux travailleurs de se restaurer rapidement et sans couverts, le pain servant de plat au curry.

Ce plat, aujourd'hui proposé dans les meilleurs restaurants, est devenu un emblème de la gastronomie locale.

L'alimentation locale bénéficie également du climat subtropical de la province qui permet de cultiver localement de nombreux fruits tropicaux comme les avocats, les bananes, les mangues, etc. Le large littoral de la province offre aussi de nombreux poissons et produits de la mer comme les crevettes, huîtres, calamars, moules, crabes et écrevisses (KZN Top business, 2021).



Chakalaka © AmandineCooking



Durban, comme Shaka Zulu disait, est l'endroit où le paradis rencontre la terre. Durban est une ville magnifique, avec son incroyable diversité de personnes et de cultures, sa mer, sa plage, son climat, sa nourriture locale, etc. Nous avons une fabuleuse diversité de plats qui ne peut se trouver ailleurs en Afrique du Sud car ici le mélange communautaire et culturel est unique."

Rosemary Rodriguez, coordinatrice du groupe de femmes WAVE (Women Adding Value to the Economy)



© Let's Food





“ Le Bunny Chow est très connu dans la cuisine de Durban et il y a beaucoup de folklore qui entoure ce plat traditionnel. Il renvoie aux origines de Durban, à l'histoire de l'apartheid et à la façon dont les saveurs indiennes se sont adaptées aux saveurs africaines.”

Delwyn Pilay, activiste pour le mouvement Slow Food



© Let's Food

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE RESTE UN PROBLÈME MAJEUR MALGRÉ UNE NETTE DIMINUTION DEPUIS LES ANNÉES 90

L'Afrique du Sud est l'un des 5 pays d'Afrique Sub-Saharienne les plus développés et l'un des pays de la région avec la meilleure sécurité alimentaire. Pourtant, plus de la moitié de la population est en situation d'insécurité alimentaire, c'est-à-dire en difficulté pour se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive. En 2016, l'insécurité alimentaire sévère touchait encore 18 % de la population tandis que 42,9 % étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée (FAO et al, 2020).

L'accès à l'alimentation reste ainsi encore un défi majeur pour l'Afrique du Sud. Il s'agit pourtant d'un droit fondamental inscrit à l'article 27 de la Constitution qui garantit le droit d'accès à l'alimentation et à l'eau, et en fait une responsabilité de l'État (FAO, 2019). Certaines initiatives gouvernementales telles que le National School Nutrition Programme (NSNP) ou les aides à destination des personnes âgées ont permis de maintenir la prévalence de la sous-alimentation sous les 5 % de la population depuis les années 1990.

Cependant, depuis 2011, ce taux est à la hausse. Le pays est passé de 3,5 % de sa population en situation de sous-nutrition à 5,7 % en 2019 (Global Nutrition Report, 2020). La quantité de personnes sous-alimentées a ainsi doublé en une dizaine d'années et atteint aujourd'hui 3,3 millions de personnes (FAO et al, 2020). La crise sanitaire de la COVID-19 a contribué à l'accélération du processus : alors que 7 % de la population se trouvait en situation d'insécurité alimentaire sévère en 2019, ce chiffre atteint 14,9 % en 2020 (Statistics South Africa, 2020).

Dans la province de KwaZulu-Natal, l'enjeu de la sécurité alimentaire est particulièrement préoccupant. Selon la dernière étude nationale sur la santé et la nutrition publiée en 2013, 37,3 % de la population de la province KZN est en situation de sécurité alimentaire (45,6 % au niveau national) (Shisana et al, 2013). Après Eastern Cape, KwaZulu-Natal est la province qui compte le plus de personnes en situation d'insécurité alimentaire. La métropole a mis en place plusieurs initiatives pour assurer l'accès à tous à une alimentation saine, nutritive et de qualité comme l'agriculture urbaine, le projet One Home One Garden, le soutien aux agriculteurs, etc. La municipalité travaille sur l'accès aux terres agricoles disponibles pour cultiver ou encore la lutte contre le chômage pour augmenter le pouvoir d'achat (eThekweni Municipality, 2012).

DE LA SOUS-NUTRITION À LA MAL-NUTRITION : LA DOUBLE CHARGE NUTRITIONNELLE

Outre la sous-nutrition, l'Afrique du Sud fait également face au défi croissant de l'obésité et du surpoids. En moyenne, 28,3 % de la population sud-africaine est obèse (FAO et al, 2020). Les femmes sont particulièrement touchées par cette problématique puisque au total, en moyenne, 70 % des femmes sont obèses ou en surpoids contre 1/3 des hommes. (Von Bormann, 2019).

Le pourcentage de la population atteinte d'obésité a doublé en une quinzaine d'années. En 2000, 30,2 % des femmes et 7,6 % des hommes étaient obèses tandis qu'en 2016, le taux d'obésité atteignait 41 % chez les femmes et 15,4 % chez les hommes. Cette tendance est également observée chez les jeunes. Sur la même période, le taux de surpoids des jeunes (entre 5 et 19 ans) a été multiplié par 3 et le taux d'obésité a été multiplié par 7 pour les filles et les garçons. Aujourd'hui, presque 1/3 des jeunes filles et 1/5 des jeunes hommes sont en surpoids. (Global Nutrition Report, 2020). Les plus jeunes sont aussi touchés par le fléau de la malnutrition. 13,3 % des enfants de moins de 5 ans sont en surpoids. La combinaison de la sous-nutrition et de la malnutrition ont des répercussions conséquentes sur le développement des enfants : 27,4 % des enfants en 2016 étaient atteints par des retards de croissance.

En Afrique du Sud, le diabète est la 5^e cause de mortalité

Bien que ce taux ait diminué depuis les années 90, il stagne depuis 2008 (Global Nutrition Report, 2020). Selon les projections de la fédération mondiale d'obésité, l'Afrique du Sud est le dixième pays du monde à avoir les perspectives les plus alarmantes sur l'obésité infantile. On estime que d'ici 2030, 4 146 329 jeunes âgées entre 5 et 19 ans seront obèses (contre par exemple 1 368 893 en France) (World Obesity Federation, 2019). Au total en Afrique du Sud, 43 % des décès sont causés par des maladies non transmissibles liées aux régimes alimentaires (cancers, maladies cardiovasculaires, maladies respiratoires chroniques, diabète) (Von Bormann, 2019). Le diabète est la cinquième cause de mortalité du pays (WHO, 2018).

“ Dans la province de KZN, il y a beaucoup d'opérations pour soigner le diabète. Nous avons vraiment un problème de santé majeur associé à notre système alimentaire.”

Vanessa Black, Coordinatrice de recherche et de plaidoyer à Biowatch



LA MONDIALISATION TRANSFORME LES PRATIQUES ALIMENTAIRES

Avec le phénomène de mondialisation, les systèmes alimentaires en Afrique du Sud et à travers le monde ont connu de grandes transformations en particulier dans les années 90 et 2000, avec la globalisation de l'industrie alimentaire, l'urbanisation, la hausse des revenus, le développement de compagnies agroalimentaires transnationales, etc. (FAO et al, 2020).

Cinq tendances influencent aujourd'hui les pratiques alimentaires dans les régions africaines les plus développées comme l'Afrique du Sud :

- De la transformation à domicile et la préparation des repas à l'achat d'aliments transformés et préparés ;
- De l'achat d'aliments non emballés à des aliments emballés ;
- Des aliments traditionnels à des aliments non traditionnels et transformés (du sorgho au blé ou aux nouilles)* ;
- Des achats uniquement chez les petits détaillants locaux aux achats dans les supermarchés urbains
- De la quasi inexistence des collations/snacks à une consommation plus fréquente et plus répandue.

*Par exemple, alors que la base du régime alimentaire africain est traditionnellement constituée de millet, sorgho, maïs ou tubercules, elle a été remplacée par le riz blanc asiatique et le blé, avec en particulier du blé ultra-transformé (pain, nouilles, pâtisseries) (Reardon et al, 2020).

Les déterminantes de ces nouvelles tendances résident notamment dans les modes de vie des Sud-Africains qui se sont transformés avec l'entrée massive du pays dans la mondialisation et la modernisation économique.

L'augmentation du travail et l'accélération des rythmes de vie a provoqué une baisse du temps disponible pour la préparation de repas à domicile, notamment par les femmes, qui se traduit souvent par un recours aux plats préparés, aux fast-food et aux repas pris hors domicile (Rodriguez, 2020 et Worth, 2020). Le stress, l'anxiété et l'inactivité sont aussi des facteurs aggravant des problèmes de malnutrition (surpoids et obésité).

La consommation de produits ultra-transformés et emballés a augmenté de 50 % depuis 1994.



La consommation de viande transformée a augmenté de 45,8 % depuis 1994.

”

Les femmes ne sont plus seulement des femmes au foyer, ce sont des femmes d'affaires, des académiciennes, des étudiantes, etc. Elles ne trouvent plus suffisamment de temps pour cuisiner sainement. Manger sainement suppose de cuisiner des plats sains, or nous n'avons plus le temps et subissons trop de pression pour cela.”

Rosemary Rodriguez, coordinatrice du groupe de femmes WAVE (Women Adding Value to the Economy)



UNE OFFRE ALIMENTAIRE DENSE REPRÉSENTÉE PAR LA GRANDE DISTRIBUTION ET LES COMMERCES INFORMELS

À Durban, les canaux de distribution de l'offre alimentaire les plus répandus sont les supermarchés, les petits commerces, les "Spaza Shop" (commerces informels), les marchés de producteurs, les vendeurs de rue, etc.

LE DÉVELOPPEMENT RAPIDE DES SUPERMARCHÉS QUI DÉTIENNENT L'ESSENTIEL DES PARTS DE MARCHÉ, NOTAMMENT EN MILIEU URBAIN

La mondialisation a donné lieu à ce qu'on appelle "la révolution des supermarchés" qui a été particulièrement prononcée en Afrique du Sud. L'expansion fulgurante des supermarchés à partir des années 90 a largement participé à l'augmentation des achats de produits ultra-transformés et rapides à préparer (FAO et al, 2020). Avec l'augmentation générale des revenus, les foyers sud-africains recherchent davantage de variété et d'exotisme dans leur nourriture, ce qu'ils peuvent plus facilement trouver dans les supermarchés.

En outre, une partie importante des aliments se révèle même être plus accessible économiquement dans les supermarchés. Grâce à un management et un système d'approvisionnement efficient, les supermarchés bénéficient d'économies d'échelle et peuvent ainsi vendre les produits alimentaires à un prix relativement bas. En Afrique du Sud, dans les petites villes, des chercheurs ont observé que les supermarchés pouvaient par exemple vendre la farine de maïs 17 % moins cher que dans les commerces traditionnels grâce à leurs économies d'échelle (D'Haese et Van Huylbroeck, 2005). Si cet essor des supermarchés a permis d'améliorer l'accès à l'alimentation en termes de prix, de quantité et de variété, il incite fortement à la sur-consommation de produits transformés, souvent peu qualitatifs d'un point de vue nutritionnel.

“ Les supermarchés sont le principal facteur d'accès à la nourriture. C'est via ce canal que la plupart des gens accèdent à leurs aliments. Les supermarchés sont généralement basés dans des centres commerciaux qui poussent à la consommation.”

Vuyo Jayiya, Directeur adjoint du service agro-business, Municipalité d'eThekweni



© Let's Food

L'OFFRE DE PRODUITS ULTRA-TRANSFORMÉS OMNIPRÉSENTE

Les produits ultra-transformés sont largement proposés par les supermarchés mais ils sont aussi vendus dans les commerces traditionnels. Les supermarchés ont une plus grande variété par catégorie de produits que les petits commerces, mais les deux vendent les mêmes types de produits riches en sucre, sel, gras et ultra-transformés (farine de blé, cookie, cakes, nouilles, jus de fruits, sodas, etc.) (Reardon et al, 2020). Il semble que la véritable augmentation de l'offre de ce type d'aliments provient des petits commerces, qui sont largement répandus et présents dans les quartiers plus pauvres et les petites villes rurales.

Contrairement aux idées reçues, la demande pour des produits ultra-transformés est omniprésente. L'augmentation de la consommation de produits transformés n'est pas limitée aux classes moyennes en milieu urbain mais se développe au contraire aussi dans les zones rurales et parmi les classes sociales les plus pauvres (Reardon et al, 2020).

Pour des raisons de coût – le paquet industriel des produits ultra-transformés sont moins chers que les produits traditionnels – et de goût, ces aliments occupent une place croissante dans les régimes alimentaires en Afrique Sub-Saharienne, avec des conséquences sanitaires concomitantes.



UNE OFFRE ALIMENTAIRE QUI VARIE EN FONCTION DES QUARTIERS

Dans les quartiers populaires, l'offre de produits alimentaires est moins diversifiée en termes d'alternatives saines et de qualité que dans les quartiers aisés. Des chaînes de magasins comme Woolworths ou Checkers ont tendance à proposer des rayons de produits bio, locaux ou sains plus denses et variés dans les quartiers où la population a les moyens d'acheter ces produits (Rodriguez, 2020).



“ *Les commerces locaux des bidonvilles de Durban comme les Spaza Shop (commerce informel) proposent très peu de fruits et légumes. Ils vendent principalement des produits secs. Pour se procurer des fruits et légumes, les habitants doivent aller dans les malls ou en ville. L'accès aux fruits et légumes est donc compliqué dans les quartiers défavorisés de Durban.”*

Xolile Mkhize, nutritionniste à Mangosuthu University of Technology

LE RÔLE DES MARCHÉS ET VENDEURS INFORMELS DANS L'ACCÈS À LA NOURRITURE

La vente de rue, que ce soit de plats cuisinés (le street food) ou de produits alimentaires divers, est très répandue à Durban. Beaucoup de vendeurs de rue sont dans une situation informelle car ils ne sont pas déclarés et le gouvernement sud-africain tente de réguler cette économie.



“ *Les vendeurs de rue jouent un rôle vital”*

Richard Dobson, cofondateur de l'association Asiye eTafuleni

En étant présents dans les quartiers populaires et dans les lieux stratégiques (le long des axes routiers), ils garantissent pourtant un accès quantitatif à l'alimentation. Ils représentent aussi une facilité et praticité d'approvisionnement car ils sont ouverts très tôt le matin et tard le soir et leurs prix sont accessibles.

DE PLUS EN PLUS DE REPAS PRIS HORS DU DOMICILE : L'ESSOR DE LA JUNK FOOD

L'évolution des rythmes de vie s'accompagne d'une évolution des pratiques alimentaires : de plus en plus de repas sont consommés hors domicile, auprès des vendeurs de rue, des étals et des restaurants (Reardon et al, 2020). Ces pratiques concernent désormais toutes les classes sociales. Par manque de temps, les sud-africains ont l'habitude de consommer le matin et le midi des kota (un sandwich typique) et le soir du poulet frit ou du poisson frit.

”

Personne ne voudrait acheter des épinards sur le trajet du travail.”

Richard Dobson, cofondateur de l'association Asiye eTafuleni



© Let's Food

Devant les écoles, des petits commerces et vendeurs de rue sont aussi présents et vendent des chips, des tartes, des boissons sucrées, des snacks qui sont des aliments très caloriques et à faible valeur nutritionnelle (Worth, 2020). L'offre alimentaire incite et habitue la population à consommer des produits gras, sucrés, salés et ultra-transformés qui sont en plus addictifs et qui contribuent très probablement à l'obésité et d'autres maladies non-transmissibles.

DE FORTES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ET UN ACCÈS INÉGAL À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ

La faim est toujours une réalité pour une partie conséquente de la population, principalement pour des raisons économiques. L'Afrique du Sud est le pays comptant le plus haut niveau d'inégalités économiques du monde (indice de GINI de 63 en 2018). 38 % de la population vit sous le seuil de pauvreté avec moins de 3,20 dollars par jour et 19,3 % de la population vit sous le seuil d'extrême pauvreté (Global Nutrition Report, 2020).

DE FORTES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES AU SEIN DE LA MUNICIPALITÉ D'ETHEKWINI

La métropole de Durban, à l'image de l'Afrique du Sud, présente des niveaux de pauvreté et d'inégalités économiques importants. Une petite minorité concentre la grande majorité de ces richesses (Worth, 2020). Les ménages à faibles revenus sont plus vulnérables à l'insécurité alimentaire : la problématique alimentaire n'est pas tant la disponibilité alimentaire que le pouvoir d'achat (Kasavel et al, 2014).

La ville attire notamment des populations rurales vulnérables, qui, touchées par le fléau du chômage particulièrement élevé de la province KZN (35,6 % chez les jeunes) rejoignent les aires urbaines à la recherche d'un emploi. Ceci explique en partie la pauvreté urbaine et les inégalités économiques croissantes à Durban : avec un indice de GINI de 0,63 en 2016, Durban est la 4^e ville la plus inégalitaire d'Afrique du Sud.



Nous avons l'un des facteurs d'inégalités (indice de GINI) les plus élevés au monde et il s'aggrave. L'écart entre les riches et les pauvres se creuse. Cela se répercute directement sur la sécurité alimentaire”.

Steve Worth, directeur du Centre africain pour la sécurité alimentaire

Le taux de chômage des jeunes atteint 35,6 % dans la Région de KwaZulu-Natal.

UMLAZI, LE DEUXIÈME BIDONVILLE DU PAYS EN TERMES DE TAILLE

La pauvreté se concentre particulièrement dans les 17 bidonvilles ("Township") de la municipalité d'eThekweni (Jayiya,, 2020). eThekweni compte le 2^e plus grand township du pays, le township d'Umlazi, dont la population officielle est de 500 000 habitants mais la population réelle est estimée à 2,5 millions d'habitants. Une part importante des habitants de la métropole vit dans ces bidonvilles, à l'extérieur du centre urbain et donc des opportunités économiques (James, 2020).

Les bidonvilles sont des espaces non régulés, où les personnes auto-organisent la construction de leur logement, l'accès aux ressources, la circulation, etc. (Jayiya,, 2020 et Hlongwa, 2020).

Ils sont l'héritage de l'apartheid où les communautés étaient séparées. Alors que les personnes blanches se sont établies dans les quartiers pré-existants avec les infrastructures construites lors de la colonisation, les personnes de couleur ont été assignés à résidence dans la périphérie de la ville, dans des espaces non urbanisés qu'ils ont dû construire avec des ressources limitées, ce qui explique les très petites maisons et le manque d'infrastructures (Dobson, 2020). Dans le bidonville de Umlazi, 60 à 70 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté et les taux de chômage atteignent environ 40 % de la population active (Jayiya, 2020).



©Umlazi township/Let's Food

LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES EXACERBÉES PAR LES INÉGALITÉS RACIALES

Héritage de l'apartheid, les inégalités économiques sud-africaines se doublent d'inégalités raciales. Les personnes issues de la communauté noire ont 17 % de chances en moins de trouver un emploi que les personnes issues des communautés blanches selon une étude de la Banque mondiale. Selon cette même étude, la population noire sud-africaine montre les taux de pauvreté les plus élevés du pays : en 2015, 47 % des ménages dont le chef de foyer est noir vivaient sous le seuil de pauvreté contre moins d'1 % des ménages dont le chef de foyer est blanc (The World Bank, 2018). Les salaires varient aussi selon les communautés. Le salaire mensuel médian est de 10 000 rands (environ 627 euros) parmi la minorité blanche, contre 2 800 rands (175 euros) parmi la majorité noire, selon l'Institut sud-africain des relations raciales (Barbier, 2019).

LA CRISE ÉCONOMIQUE LIÉE À L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19 AGGRAVE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE DES HABITANTS

Déjà importants avant la pandémie de Covid-19 en 2020, les taux de chômage sont exacerbés par la crise économique qui résulte du confinement et du ralentissement de l'activité économique. Les derniers chiffres du service de statistique national (Stats SA) révèlent que 44,4 % des Sud-Africains sont sans emploi et que cette situation est encore plus dramatique pour les jeunes puisque 64,4 % des personnes âgées de 15 à 24 sont au chômage (Stats SA, Quarterly Labour Force Survey Q2 2021). Dans la province de KwaZulu-Natal, à l'exception de la municipalité d'eThekweni où le chômage est moindre, on recense des taux de chômage parmi les plus importants du pays avec 47,1 % de la population sans emploi (Stats SA, Quarterly Labour Force Survey Q2 2021). Ces niveaux élevés de chômage ont des répercussions sur les revenus des ménages et sur leur capacité à accéder à une alimentation saine, nutritive et suffisante.

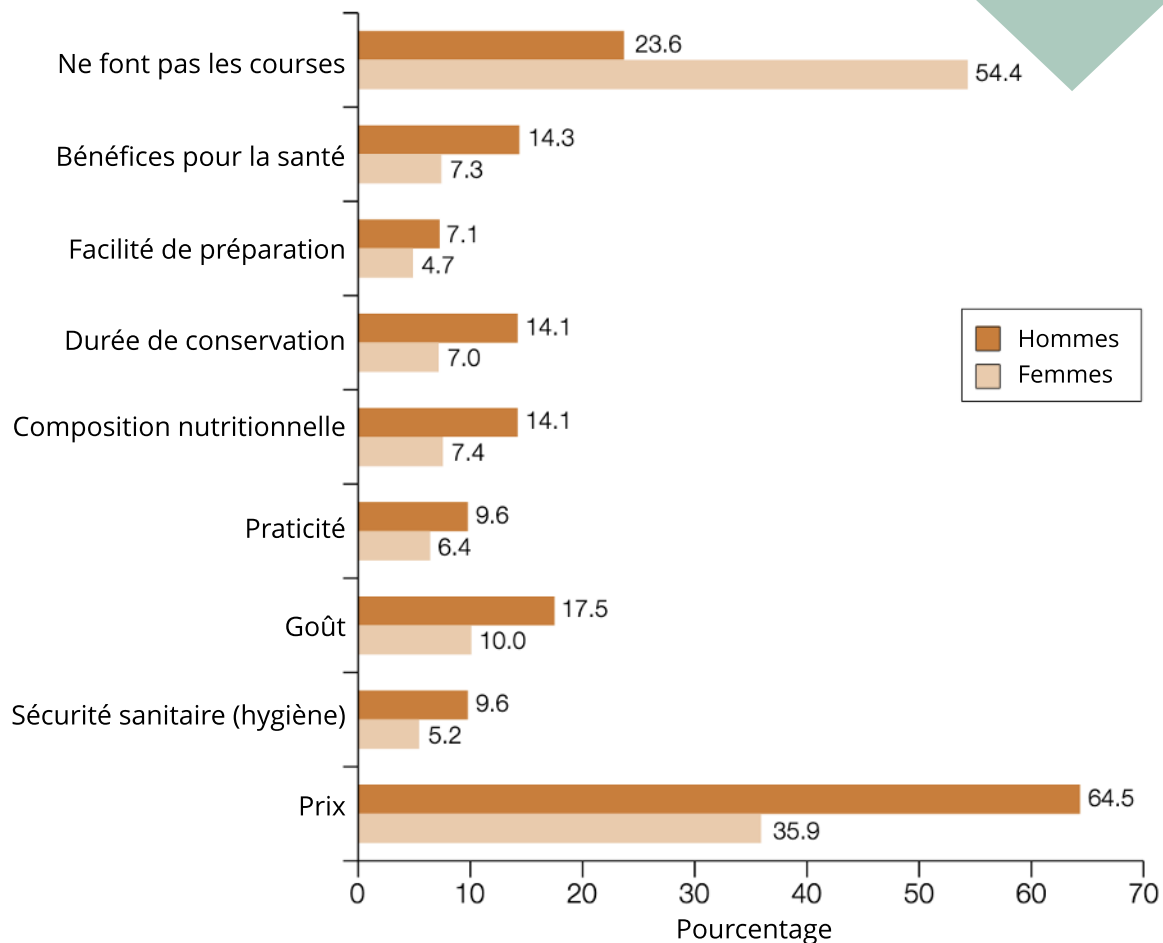
LA PRÉCARITÉ LIMITE L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ

En Afrique du Sud, certains revenus sont très faibles et ne garantissent pas l'accès à l'alimentation. Une étude menée par la municipalité d'eThekweni en 2014 montre que beaucoup d'habitants "sans emploi" travaillent dans l'économie informelle, par exemple en tant que commerçants de rue ("street traders") mais obtiennent des revenus très faibles. Avec en moyenne 2000 rands par mois qui doivent souvent subvenir aux besoins d'un foyer de 4 personnes en moyenne, soit l'équivalent de 107 € ou 135 \$ US, la majorité des commerçants de rue et leurs familles sont en situation d'insécurité alimentaire à Durban. Or, ces faibles revenus compromettent la qualité nutritionnelle de la nourriture qu'ils se procurent, d'où le fait que 59,2 % souffrent de maladies liées au mode de vie (Kasavel et al, 2014).

Pour remédier aux salaires trop faibles, le gouvernement a mis en place depuis 2019 un salaire minimum de 3 500 rands par mois, soit l'équivalent de 190 € et 235 \$ US, mais cela reste peu face aux prix alimentaires en augmentation (La tribune, 2019). En effet, le prix d'un panier de biens alimentaires de base était de 973,53 rands en novembre 2020. Tous les mois, le NAMC, "the National Agricultural Marketing Council" publie les prix du panier de biens alimentaire urbain pour 28 produits et permet de comparer l'évolution des prix dans le temps. On remarque ainsi que l'année précédente, en 2019, le prix de ce même panier alimentaire était de 872,76 rands. Il a donc augmenté de 11,6 % en un an. Cette augmentation des prix aggrave donc la sécurité des ménages déjà vulnérables (NAMC, 2020).

35 % du revenu des personnes ayant les niveaux de vie les plus bas du pays (catégories 1 à 3 de l'indicateur LSM) est dédié à leur alimentation (Von Bormann, 2019). Dès lors, le choix des produits alimentaires est en grande partie dicté par leurs moyens économiques.

Figure 4 : Facteurs influençant les choix d'achats alimentaires par sexe en Afrique du Sud (HSRC, 2012)



“ Selon moi, l’insécurité alimentaire est d’abord un problème de revenu. Lorsque vous disposez d’un faible revenu, vous achetez des produits alimentaires peu chers qui sont généralement riches en calories et nourrissants mais qui ne sont pas nécessairement nutritifs.”

Steve Worth, Directeur du Centre africain pour la sécurité alimentaire



70 % de l'approvisionnement alimentaire des ménages se fait sur le marché informel (Von Bornmann, 2019).

LA VENTE DE RUE, UNE ALIMENTATION PEU CHÈRE DONT DÉPEND UNE GRANDE PARTIE DE LA POPULATION PRÉCAIRE POUR SE NOURRIR

Les ménages pauvres se tournent vers des produits secs (riz, etc.) ou ultra transformés (conserves, sauces, etc.) car ils manquent de moyens et d'infrastructures de stockage pour s'approvisionner en produits frais. Les habitants des bidonvilles consomment moins de produits frais car ils ne possèdent pas de réfrigérateur pour conserver les aliments. (Jayiya, 2020).

Cela incite également les habitants à avoir recours quotidiennement aux commerces de rue pour s'approvisionner (Dobson, 2020). Le street food, c'est-à-dire la vente dans la rue de plats cuisinés, est surtout opérée dans le cadre de l'économie informelle : des vendeurs de rue préparent des plats qu'ils proposent à de faibles prix. S'ils ne sont pas chers, ces plats sont rarement sains (chips, frites, burgers, tartes, etc.). Un des plats emblématiques est l'Amagwinya, soit un donut cuit dans l'huile qui se mange nature ou avec du jambon, du beurre, du fromage, du curry, etc. C'est un plat particulièrement affectionné des étudiants et des familles à faibles revenus car c'est un plat rapide, calorique, peu cher, disponible facilement et considéré comme bon gustativement (Hlongwa, 2020).

LES ÉTUDIANTS EN PROIE À LA MALNUTRITION PAR MANQUE DE MOYENS

En Afrique du Sud, près de $\frac{3}{4}$ des étudiants sont en situation de précarité économique et bénéficient des bourses de l'État pour subvenir à leurs besoins. Leur manque de moyens économiques est aussi affecté par la mauvaise gestion de leur budget et le transfert d'argent à leurs familles. Certains étudiants issus de familles précaires envoient une partie de leurs bourses, censées leur permettre de subvenir convenablement à leurs besoins alimentaires, à leurs familles qui sont dans des situations économiques vulnérables (Kwazini, 2020). Le manque de moyens économiques ne leur permet pas de privilégier des aliments sains et de bonne qualité nutritionnelle.

En outre, les habitudes alimentaires des étudiants sont peu saines : beaucoup sautent des repas, prennent des snacks, la plupart du temps riches en gras, sucres, sels et calories, consomment des produits ultra-transformés, des aliments frits, etc. Or, cet éventail d'aliments hautement transformés est accessible (bien plus que les snacks "healthy"). De plus, il s'agit d'aliments qui donnent rapidement une sensation de satiété et qui se consomment rapidement, sans avoir à cuisiner ni à faire ses courses (Mkhize, 2020). Une part non négligeable des étudiants privilégie ainsi l'achat de plats préparés ou l'achat de repas dans la rue ("street food") car c'est plus rapide et facile, bien que cela puisse revenir plus cher que de cuisiner soi-même (Worth, 2020).



L'INFLUENCE DES FACTEURS SOCIAUX ET CULTURELS SUR LES CHOIX ALIMENTAIRES



“ Malheureusement, nous avons une culture alimentaire occidentale ici en Afrique du Sud, en particulier au sein des classes moyennes. Il ne s'agit pas d'une question raciale ou de communauté mais de revenus. Nous avons une nourriture très occidentale et les gens aiment leurs marques, leur KFC et leurs plats à emporter. Les gens affluent vers les centres commerciaux et achètent, ils attendent leur McDonald's en voiture le samedi”

Paul James, directeur de LUMEC

Les tendances alimentaires actuelles comme la préférence pour des produits ultra-transformés sont influencées par des facteurs économiques et sociodémographiques ancrés dans la société et pas seulement par l'importation d'une nouvelle culture alimentaire (Reardon et al, 2020).

UN MANQUE DE SENSIBILISATION SUR L'ALIMENTATION SAIN, ÉQUILBRÉE ET DURABLE

Le modèle de consommation occidentale, consumériste, riche en produits ultra-transformés, gras, sucrés, salés et caloriques est adopté par une grande partie des Sud-Africains (Von Bormann, 2019). L'arrivée du système alimentaire industriel s'est accompagnée de campagnes de publicité, de films, de la télévision encourageant la consommation d'aliments transformés et de junk-food. La définition du bonheur est fortement influencée par le modèle occidental (Worth, 2020).



“ Il y a beaucoup de travail à faire sur l'éducation des consommateurs comme par exemple leur apprendre à cuisiner et préparer des repas sains, développer un savoir pour tous les types de céréales et créer davantage d'intérêts autour de la nourriture plus saine.”

Vanessa Black, Coordinatrice de recherche et de plaidoyer à Biowatch

La définition du bonheur est fortement influencée par le modèle occidental (Worth, 2020).

“BIG IS BEAUTIFUL” OU LA VALORISATION DES CORPS EN SURPOIDS

Socialement et culturellement, la population sud-africaine a tendance à valoriser des corps voluptueux et à rejeter les corps minces. En 2010, des chercheurs ont interrogé des femmes noires atteintes de maladies chroniques (72 % étaient en particulier atteintes de diabète mellitus) dans un centre hospitalier de Durban, une zone où le taux de malades du SIDA est élevé. 90 % des femmes étaient en surpoids ou obèses et pourtant elles percevaient leur corps comme plus mince que la réalité. En outre, 99 % ont répondu associer des silhouettes minces avec l'infection au SIDA (Devanathan et al, 2013). La perception du corps par les femmes noires vivant dans les zones où le SIDA touche beaucoup de personnes est tronquée et tend à favoriser la grosseur, ce qui peut être une barrière à la perte de poids, et à l'adoption de pratiques alimentaires et physiques limitant les facteurs de risques aux maladies chroniques comme le diabète.

“ Je pense que les femmes africaines sont très à l'aise d'être voluptueuses et spécialement les femmes noires et de couleur qui ne sont pas attachées à devenir minces car les hommes ne préfèrent pas les corps minces. Il n'y a aucun problème à être une femme ronde.”

Rosemary Rodriguez, coordinatrice du groupe de femmes WAVE (Women Adding Value to the Economy)

“ Il y a une tendance autour du concept "big is beautiful", selon lequel il est possible d'être en surpoids et beau en même temps.”

Steve Worth, Directeur du Centre africain pour la sécurité alimentaire

Avoir des rondeurs ou un corps en surpoids, que ce soit pour les hommes mais surtout pour les femmes, est un signe de désirabilité. De même, les Sud-Africains préfèrent les bébés ronds et potelés, signe de bonne santé. Ce facteur culturel explique en partie le nombre élevé d'enfants en surpoids dans le pays (Mkhize, 2020).

L'Afrique du Sud a adopté le modèle alimentaire occidental qui valorise la junk-food et les supermarchés mais pas les injonctions de minceur de l'occident. La culture sud-africaine valorise au contraire les rondeurs et rejette la minceur (Worth, 2020).



©Let's Food

LE DÉFI D'UNE ÉDUCATION ALIMENTAIRE DÉPASSANT LES CONSTRUCTIONS SOCIALES

Il existe un besoin d'éducation de la population pour déconstruire les fausses croyances et favoriser l'adoption de meilleures pratiques alimentaires pour limiter les problèmes de santé associés au surpoids (Rodriguez, 2020).

Le défi est aussi de rendre attractif l'alimentation saine et équilibrée, mais aussi durable et locale. Ce n'est pas encore valorisé socialement de s'approvisionner localement ou de produire sa propre nourriture. Par exemple, se promener avec un sac plastique issu d'un supermarché comme Woolworths, qui est reconnu, est un facteur de richesse sociale qui est particulièrement valorisé dans les quartiers défavorisés et bidonvilles (Hlongwa, 2020). De même, porter un sac d'oranges est bien moins valorisé que de porter un carton de pizza, notamment chez les jeunes (Mkhize, 2020).

Connecter l'identité locale à celle de l'alimentation bio, c'est l'objectif notamment du projet Green Camp Gallery qui s'appuie pour cela sur des graffitis, des festivals de musique, etc. (Nilsson, 2020).

DES PROGRAMMES ET POLITIQUES DE GESTION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE À COURT TERME MAIS PEU DE RÉFLEXION SUR LE LONG TERME

Le droit à l'alimentation est ancré dans la Constitution sud-africaine. Le Plan National de Développement ("National Development Plan") identifie la sécurité alimentaire et la nutrition comme une double conséquence de pauvreté et d'inégalités. En 2013, le gouvernement a lancé une stratégie nationale, la "National Policy on Food and Nutrition Security" dont le but est d'assurer la disponibilité et l'accessibilité à une nourriture sûre et nutritionnelle au niveau national et des ménages.

Le pays a par exemple rejoint la liste des 44 États ayant mis en place une taxe sur les boissons sucrées, devenant ainsi en 2018 le premier pays du continent à mettre en place cette loi. Ce prélèvement est à charge des industries agroalimentaires et doit permettre de limiter la consommation de produits transformés (Stacey et al, 2019 et Reardon et al, 2020).

L'Afrique du Sud semble donc prendre acte des enjeux de sécurité alimentaire et œuvrer dans ce sens. Cependant, l'Afrique du Sud n'a pas mis en place de stratégie pour concrétiser le droit d'accès à l'alimentation inscrit dans sa Constitution. Il n'existe pas non plus d'organe coordinateur entre les ministères et les acteurs socio-économiques, les experts, les associations et la société civile. Néanmoins des mesures de protection sociale existent et contribuent de façon importante à atténuer l'insécurité alimentaire (aides familiales, aides aux personnes âgées, etc.). Pour gagner en cohérence et en efficacité, le gouvernement et ses partenaires sociaux cherchent à améliorer la mise en œuvre du plan national de sécurité alimentaire (National Food and Nutrition Security Plan) de manière plus intégrée. (South Africa, 2019).

GROW

~ ORGANICALLY

because nothing

BEST

Homegrow

RENFORCER L'ACCÈS POUR TOUS À UNE ALIMENTATION SAIN - LES SOLUTIONS LOCALES

Faciliter l'accès à un régime alimentaire sain pour tous

FOODFORWARD SA - LUTTE CONTRE LES PERTES ALIMENTAIRES ET REDISTRIBUTION SOCIALE

Partant du constat qu'un tiers de la nourriture produite en Afrique du Sud est jetée alors que 14 millions de personnes souffrent de la faim, FoodForward SA a été créée en 2009 afin de connecter les acteurs de la chaîne alimentaire avec les organisations qui œuvrent en faveur des personnes défavorisées. L'organisation récupère des surplus auprès de fermiers, d'industriels et de magasins afin d'en faire bénéficier les 1 005 organisations, réparties au sein des 9 provinces. Les principales organisations bénéficiaires sont des crèches, des écoles mais aussi des centres d'accueil pour personnes précaires, ou encore des établissements pour personnes handicapées. Près de 500 000 personnes sont ainsi directement servies chaque jour (1,5 million indirectement). Au-delà des banques alimentaires, FoodForward SA a également créé une plateforme digitale afin de mettre directement en relation les acteurs de la chaîne d'approvisionnement avec les organisations bénéficiaires et a mis en place un stage pour permettre aux jeunes de mieux s'insérer dans le secteur de l'approvisionnement alimentaire.

NATIONAL SCHOOL NUTRITION PROGRAM - GARANTIR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES ENFANTS

Le programme national de nutrition scolaire fournit actuellement des repas à plus de 9 millions d'enfants en Afrique du Sud et 428 000 à eThekweni. Grâce à ce programme, les élèves de primaire et de secondaire des quartiers populaires peuvent bénéficier d'un repas sain, complet et diversifié par jour. Permettre à ces élèves de bien manger lorsqu'ils sont à l'école c'est s'assurer de fournir une partie des apports nutritifs recommandés pour être en bonne santé et capables de suivre les enseignements dans de bonnes conditions ; c'est ainsi renforcer l'équité entre des élèves défavorisés qui n'ont pas les mêmes ressources que les autres. La santé, le bien-être mais aussi l'assiduité, la concentration, la réussite scolaire ont ainsi été améliorés.

UKZN - FOOD SECURITY PROGRAMME

L'université de KwaZulu-Natal (UKZN) est située à Durban et compte environ 50 % d'élèves qui viennent de familles défavorisées. En 2012, l'université a lancé le Food Security Programme (FSP) afin d'aider les étudiants en situation d'insécurité alimentaire. Les étudiants identifiés par l'équipe de l'université se voient offrir des coupons ou des paniers alimentaires à récupérer à la cafétéria de l'université. Ils peuvent ainsi bénéficier d'un repas complet et équilibré par jour. Outre le fait que cette initiative permette l'accès à une alimentation suffisante pour les étudiants, le Food Security Programme permet également de lever le voile sur l'insécurité alimentaire et les nombreux autres problèmes que cela engendre chez les étudiants (échec scolaire, abandon du cursus en cours et difficultés à entrer sur le marché du travail, perte de confiance en soi, etc.). L'université réfléchit désormais à d'autres formes de soutien, qui seraient encore plus efficaces et moins stigmatisantes pour les étudiants.

MUNICIPALITÉ D'ETHEKWINI - SOUTIEN AUX SOUPES POPULAIRES

La municipalité d'eThekweni s'est engagée pour réduire la pauvreté et améliorer la qualité de vie de ses habitants. Constatant les résultats des soupes populaires, la municipalité a mis en place un système de financement de ces initiatives. Depuis son instauration, le fonds de soutien ne cesse de s'élargir à d'autres initiatives de soupes populaires dans les quartiers de la ville. Ces soupes populaires quotidiennes sont réparties dans les quartiers les plus défavorisés de la ville. Il existe à ce jour une centaine de soupes populaires et plus de 16 000 bénéficiaires par jour. La collectivité s'est engagée à davantage soutenir les soupes populaires et à garantir la présence d'une soupe populaire par quartier défavorisé (Jayiya, 2020).



© Let's Food

CARROT & PEAS - UNE SOUPE POPULAIRE CITOYENNE

"Carrots & Peas" est une soupe populaire à l'initiative d'un groupe de femmes vivant dans un quartier de la municipalité d'eThekweni pour aider les gens dans le besoin. Cette initiative a émergé en 2009, menée par Zandile Ntaka, sans support extérieur, afin de venir en aide aux personnes vulnérables qui ne peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires, sans emploi et sans domicile et dont beaucoup sont aussi malades (tuberculose, VIH, diabète, hypertension, etc.). "Carrots & Peas" distribue un repas cuisiné 3 fois par jour et ce 3 fois par semaine (mardi, mercredi et jeudi) à la communauté. Cette soupe populaire attire des habitants des quartiers alentours, ce qui représente près de 75 personnes par jour.

Sensibiliser pour une alimentation saine et durable

NATIONAL SCHOOL NUTRITION PROGRAM - SCHOOL GARDENS

Le second pilier du programme national de nutrition scolaire est axé autour de jardins potagers et de projets de production de fruits et légumes au sein des écoles. En 2014, 45 % des écoles où est implanté le programme avaient un jardin potager où elles produisent des fruits et des légumes pour les repas des élèves. L'objectif est multiple : produire sur place des fruits et légumes pour les élèves, mais aussi assurer une source de revenu avec la vente à l'extérieur, utiliser le potager comme source et support d'enseignements pour les élèves mais aussi les professeurs et les parents d'élèves, ou encore améliorer l'environnement de l'école. La présence d'un potager à l'école permet aux enfants d'améliorer leurs connaissances mais aussi et surtout d'augmenter leur consommation de fruits et légumes, qui contribuent à un régime alimentaire sain.

ÉTAT - UNE TAXE SUR LES BOISSONS SUCRÉES

Afin de limiter la consommation de produits transformés et peu sains, l'Afrique du Sud a mis en place une taxe sur les boissons sucrées : South Africa's Health Promotion Levy on SSBs. Mise en œuvre en avril 2018, cette taxe s'élève à 0,021 rand (soit environ 0,15 centimes de dollars US) pour chaque gramme de sucre passé le seuil initial de 4 g/100 mL. Les produits concernés coûtent ainsi 20 % plus cher par gramme de sucre supplémentaire. Ce nouveau prélèvement à la charge des entreprises productrices de boissons sucrées vise directement à limiter le diabète, l'obésité et les autres maladies non transmissibles liées à l'alimentation (Stacey et al, 2019). L'Afrique du Sud fait ainsi partie des 44 pays ayant mis en place une taxe sur les boissons sucrées (SSB) et c'est le premier pays du continent à l'avoir mise en place (Reardon et al, 2020).



HEAR FONDATION - SENSIBILISATION À UNE ALIMENTATION SAINES CONTRE L'OBÉSITÉ DES JEUNES

La Heart Foundation lutte contre les maladies cardiovasculaires, deuxième cause de décès en Afrique du Sud après le sida. Au moins 80 % de ces maladies pourraient être évitées grâce à un régime alimentaire sain, un exercice physique régulier et la non-consommation de tabac. La fondation opère différentes actions de sensibilisation, mais aussi de la recherche ou des levées de fonds. Parmi les actions de sensibilisation, la "Schools' Health Promotion initiative" a été lancée en tant que programme pilote en 2017 dans des écoles de quartiers défavorisés, afin de lutter contre l'obésité des jeunes. Deux objectifs sont visés : sensibiliser les jeunes sud-africains aux bénéfices d'un mode de vie sain et permettre aux équipes scolaires de connaître leur état de santé en passant une évaluation des risques. Le nombre d'écoles visées a été progressivement augmenté et le programme se poursuit.

HEALA - UNE ONG PROMOUVANT L'ALIMENTATION SAINES CONTRE L'OBÉSITÉ

Healthy Living Alliance (HEALA) est une alliance d'organisations non gouvernementales ayant pour mission d'améliorer la santé de la population. L'organisation plaide en faveur de politiques et de réglementations qui permettent aux Sud-Africains d'accéder à des régimes alimentaires et à des modes de vie sains afin de prévenir les maladies non transmissibles, comme le diabète, qui est la deuxième cause de mortalité dans le pays après la tuberculose (VitalStrategies, 2019). En outre, leurs principaux objectifs sont de combattre l'hégémonie des grandes entreprises alimentaires sur le système alimentaire, de promouvoir l'accès à l'eau potable et à une alimentation saine, de mieux sensibiliser les citoyens, décideurs politiques et acteurs de la santé sur les maladies non transmissibles liées à l'alimentation, et de lutter contre les campagnes publicitaires sur la malbouffe auprès des enfants. Actuellement, l'ONG mène des campagnes de sensibilisation pour promouvoir l'affichage d'étiquettes d'avertissement sur le devant des emballages et mène des actions pour limiter la consommation de boissons sucrées. L'implication active d'HEALA entre 2016 et 2018 pour l'instauration d'une taxe sur les boissons sucrées a notamment abouti à l'adoption d'un projet de loi visant à faire du pays le premier en Afrique à mettre en place une taxe sur les boissons sucrées. Face à ce succès, Lawrence Mbalati, en charge de la direction du programme à Healthy Living Alliance, affirmait "*La taxe pour la promotion de la santé prouve qu'il est possible de remporter des victoires politiques qui protègent la santé de nos populations si la société civile, les chercheurs et les autres parties prenantes se mobilisent avec ténacité et engagement*".

©Let's Food



AUTONOMIE ALIMENTAIRE : UNE DYNAMIQUE RÉCENTE D'AGRICULTURE URBAINE ET PÉRIURBAINE

LA PROVINCE DU KWAZULU-NATAL : UN PÔLE NATIONAL DE PRODUCTION AGRICOLE DIVERSIFIÉE

La province de KwaZulu-Natal bénéficie d'un climat subtropical humide particulièrement propice à l'agriculture. L'agriculture est un secteur stratégique clef qui contribue à hauteur de 4 % de l'économie régionale (KZN DARD, 2020). Grâce à sa topographie, son climat, ses sols et ses ressources naturelles, l'agriculture dans la province est très diversifiée. KwaZulu-Natal dispose de pluies abondantes et de ressources en eau pour le moment suffisantes contrairement à d'autres provinces du pays en proie au stress hydrique (Pilay 2020).

Sur un total de 6,5 millions d'hectares de surface agricole, 82 % des terres sont propices à l'élevage extensif et 18 % sont des terres arables (KZN Top business, 2021). On y élève des bovins, ovins, cochons et volailles. Les productions agricoles sont principalement représentées par la canne à sucre, produite de manière industrielle pour le marché national et l'export (Afrique et Asie). Le soja et le maïs sont également des productions locales importantes ainsi que quelques fruits tropicaux (bananes, mangues, ananas, cacahuètes).



©Let's Food

“
Les principales productions dans la province de KZN sont le maïs, la canne à sucre, le soja, les légumes et quelques cultures spécifiques comme les avocats ou la macadamia.”

Walter Coughlan, directeur et cofondateur de la Fair Food Company

KwaZulu-Natal fournit près de 30 % de la production agricole nationale (KZN DARD, 2020)

UNE AGRICULTURE LOCALE ESSENTIELLEMENT DESTINÉE À L'EXPORT ET DES IMPORTATIONS POUR NOURRIR LA POPULATION LOCALE

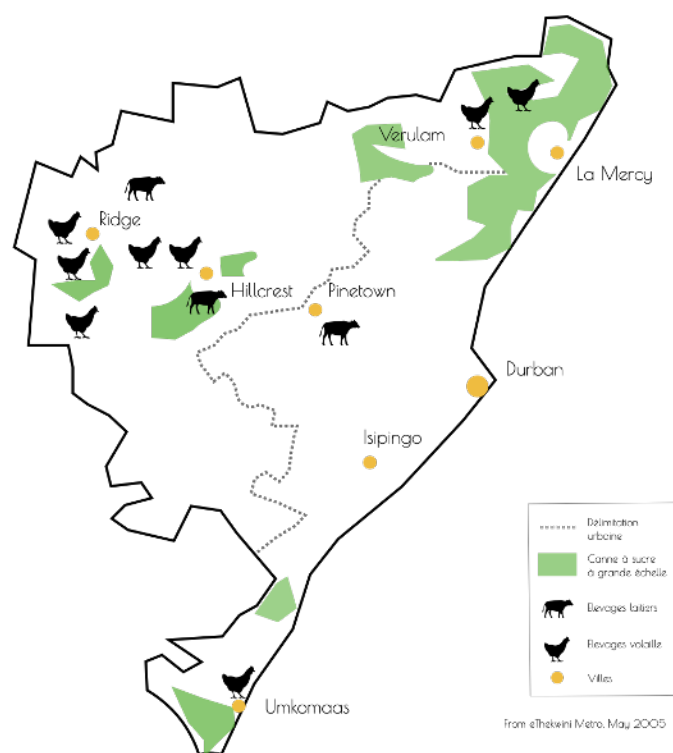
KwaZulu-Natal contribue de façon importante à la balance commerciale du pays grâce à ses productions agricoles qui sont exportées. Il s'agit en particulier de la canne à sucre, du bois, de la viande et de la macadamia. La région constitue la zone de production de canne à sucre la plus importante du pays avec environ 200 000 hectares qui lui sont dédiés (FAO, CIAT et AfDB, 2020)

L'agriculture locale étant principalement destinée à l'export, la métropole de Durban importe une grande partie des produits consommés localement afin de répondre aux besoins de sa population urbaine grandissante. La majorité des produits frais proviennent d'autres provinces comme Free State, et arrivent en ville via les marchés de produits frais (Jaiya, 2020). Près de 80 % des légumes et fruits proviennent d'autres provinces (Mpumalanga, Limpopo and Free State) voire de l'étranger (Europe, Argentine). Les céréales sont essentiellement importées d'une province voisine (Free State), mais aussi de l'étranger comme le riz. Ces produits transitent généralement par le bulk market dans le port de Durban avant d'être redistribués sur les marchés de la métropole.

La viande est quant à elle davantage produite localement dans la zone centrale de KZN (Midlands) où les ateliers de production sont nombreux. La population consomme beaucoup de viande et a une préférence pour la viande fraîche, c'est-à-dire provenant notamment des boucheries (Jaiya, 2020).

La Région du
KwaZulu-Natal est la
première productrice de
canne à sucre avec plus
de 200 000 hectares

Figure 5 : Représentation schématique de l'agriculture sur le territoire métropolitain d'eThekweni (eThekweni Métropole, 2008)



“

Durban est surtout une ville côtière qui dessert le pays via son port et ses infrastructures. Nous sommes un point d'entrée dans le pays et dans le reste du continent mais également un point de sortie. (...) La plupart du riz est importé. Nous ne cultivons presque pas de riz dans le pays alors que nous sommes de grands consommateurs. ”

Vuyo Jaiya, Directeur adjoint du service agro-business, Municipalité d'eThekweni



UNE URBANISATION RAPIDE QUI MENACE LES TERRES AGRICOLES DE DURBAN

Les pressions sur les terres de la métropole sont nombreuses et menacent l'agriculture périurbaine : résidences, industries, etc. Par ailleurs, 55 % de la surface rurale au sein d'eThekweni est sous l'autorité des chefs traditionnels qui proposent des baux précaires aux agriculteurs, ce qui limite l'accès à la terre et les investissements.

L'agriculture urbaine qui était auparavant présente à Durban a déjà beaucoup diminué depuis des décennies. Traditionnellement, les habitants et en particulier les communautés d'origine indienne, cultivaient des lopins de terre le long de la rivière à Durban. Mais le développement de la ville et des activités économiques mené notamment par les britanniques et les grosses industries a progressivement occupé ces espaces plats pour y installer leurs activités (Black, 2020). Les terres disponibles ont donc diminué sous l'effet de l'artificialisation.

**55 % de la surface rurale
d'eThekweni est sous
l'autorité des chefs
traditionnels**

LA MUNICIPALITÉ D'ETHEKWINI SOUHAITE RENFORCER LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE LOCALE

Environ 40 % du territoire de la municipalité d'eThekwini est considéré comme rural. Afin de favoriser l'agriculture locale et de préserver les terres agricoles dans l'espace périurbain, la municipalité mobilise ses outils d'aménagement du territoire. Au travers de son "Spatial Distribution Framework", qui permet d'identifier les terres cultivables, la municipalité d'eThekwini a bloqué l'usage de certaines terres pour l'agriculture dans ses documents de planification du territoire. Ainsi, une entreprise ne pourra pas construire d'usine sur les terres déclarées comme agricoles (Jayiya, 2020).

La municipalité a aussi planifié son système alimentaire au travers du "Agribusiness Masterplan" afin de comprendre d'où provient la nourriture consommée localement. Ce diagnostic lui permet de mieux identifier les pistes et modalités d'actions pour répondre localement aux besoins alimentaires de la population (Jayiya, 2020).

Cependant, concernant la distribution et l'utilisation des terres agricoles, la municipalité de Durban n'a d'autorité que sur une certaine zone. En dehors de cette zone, ce sont les chefs traditionnels (qui répondent du Roi Zulu) qui décident la répartition des terres (certains services publics tels que l'eau courante ou l'électricité y sont alors absents). Cette zone représente plus de 55 % du territoire de la municipalité. Il est parfois difficile de limiter le morcellement et de protéger les terres agricoles car lorsque les producteurs se voient octroyer une terre, ils ne la possèdent pas et peuvent être délogés à tout moment, ce qui limite les possibilités d'accès à des prêts (Jayiya, 2020). La municipalité doit maintenir une gouvernance ouverte et permanente avec les chefs traditionnels afin de préserver au mieux les espaces agricoles.

LE DÉVELOPPEMENT RAPIDE DE L'AGRICULTURE URBAINE À DURBAN

L'agriculture urbaine est une réponse qui a fait ses preuves pour limiter l'insécurité alimentaire et sensibiliser les consommateurs à une alimentation plus saine.

Les études à ce sujet ont démontré que l'agriculture urbaine domestique était une source de revenus (vente de légumes), d'économies (moins de dépenses alimentaires) et d'alimentation de meilleure qualité en fournissant une nourriture plus variée et riche en nutriments (légumes, fruits, viande). La production alimentaire des ménages pauvres peut subvenir entre 20 % et 60 % de leurs besoins alimentaires (Van Der Merwe, 2011 et Bikombo, 2014). Depuis plusieurs années, la municipalité d'eThekwini cherche ainsi à encourager l'agriculture urbaine et périurbaine dans le but de contribuer aussi à la réduction de la pauvreté dans ces zones plus urbanisées (Shezi et Ngcoya, 2016).

”

L'agriculture urbaine est définitivement un outil contre la pauvreté car en produisant soi-même sa nourriture, on a pas besoin d'en acheter, on peut se dégager un revenu en vendant une partie des récoltes et faire des économies. C'est donc vraiment important d'avoir son propre espace, son propre jardin.”

**Thobile Ngcobo, Cheffe de projet
du programme de régénération et
de gestion urbaine du centre-ville
d'eThekwini, municipalité
d'eThekwini**

Durban est une métropole précurseur en matière d'agriculture urbaine (Khan, 2018). L'agriculture urbaine compte de l'élevage de bétail (12,8 %), de volailles (20,9 %) et du maraîchage (39,6 %). Le reste est dédié à d'autres cultures (12,3 %) voir d'autres ateliers de production (15,4 %). Selon un sondage réalisé en 1992 et publié dans le Urban Agriculture Magazine par Smith et d'autres, près de 25 % des foyers d'eThekweni étaient engagés activement dans des formes d'agriculture urbaine (Shezi et Ngcoya, 2016). Si on ne comptait en 2011 que 105 567 foyers sur la métropole d'eThekweni engagés dans des formes d'agriculture urbaine sur les 956 713 foyers recensés sur le territoire, une véritable dynamique est en place pour revaloriser cette pratique historiquement ancrée dans la culture durbanaise (Shezi et Ngcoya, 2016).

Durban se distingue de par ses nombreux projets d'agriculture urbaine portés par des acteurs divers : municipalité, organisations étudiantes, associations, communautés, églises et parfois individus.

Des espaces publics ont notamment été réhabilités en jardins comestibles, des toits ont été aménagés pour cultiver, la ville a elle-même créé des jardins sur les toits de ses bâtiments, les initiatives agro-écologiques sont encouragées, le programme One Home One Garden est développé pour encourager la production alimentaire dans tous les foyers, des ententes sont créées avec les différentes communautés... (Jayiya, 2020).

Aujourd'hui, l'agriculture à Durban génère seulement 1 % de PIB mais l'agriculture urbaine semble être de plus en plus ancrée dans la ville et faire partie de la vie des habitants (Bikombo, 2014). Pour autant le suivi et l'accompagnement des projets sur le long terme sont parfois difficiles faute de fonds et d'une mobilisation régulière des bénéficiaires et volontaires.





LE CHANGEMENT CLIMATIQUE MENACE LES CAPACITÉS DE PRODUCTION DU TERRITOIRE

En Afrique du Sud, les principaux effets attendus du changement climatique sont l'augmentation des températures, l'augmentation de la variabilité des pluies, la montée du niveau des mers et des événements extrêmes plus fréquents comme les sécheresses (WHO, 2016). Le changement climatique va avoir un impact négatif sur la productivité agricole du fait par exemple d'un stress thermique, de l'augmentation de l'incidence des maladies ou encore de l'érosion des sols. Selon le département de l'agriculture et du développement rural de la province de KZN, la production agricole a diminué de plus de 7 % en 2019 du fait de la sécheresse continue qui a sévi dans la région comme dans le reste du pays. Ce déclin va avoir un impact direct sur la sécurité alimentaire de la population.

Le département alloue ainsi un budget pour assister les agriculteurs particulièrement affectés par la sécheresse (160 millions de rands en 2019) (SABC, 2019).

“ Les catastrophes vont s'accélérer dans les 50 prochaines années et ce sera bien plus difficile d'avoir une agriculture productive. À moins que nous nous organisions et travaillions collectivement pour trouver des solutions : je crois que nous avons les capacités et le pouvoir collectif de trouver des solutions.”

**Walter Coughlan, Directeur et
cofondateur de la Fair Food
Company**

ASSURER LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE DU TERRITOIRE - LES SOLUTIONS LOCALES

Développer l'agriculture urbaine et protéger les terres agricoles

MUNICIPALITÉ D'ETHEKWINI - PROTECTION DES TERRES POUR L'AGRICULTURE

La municipalité d'eThekweni, au travers de son plan d'aménagement urbain appelé "Spatial Distribution Framework" et de sa politique d'aménagement des terres, a bloqué l'usage de certaines terres pour l'agriculture. La collectivité cherche ainsi à protéger l'usage agricole des terres de son territoire mais cela nécessite de négocier avec les chefs traditionnels qui sont propriétaires des terres.

GREEN CAMP GALLERY - AGRICULTURE URBAINE

Green Camp Gallery est un lieu situé sur la route Umbilo à l'objectif triple : hub de biodiversité et agriculture urbaine, musée et galerie d'art. En ramenant la nature et l'agriculture dans la ville, Green Camp souhaite renouer le lien entre zones rurales et urbaines, et sensibiliser à la production alimentaire en ville. Leur ferme urbaine est basée sur les principes de recyclage et réutilisation d'outils et supports de culture originaux. Afin de sensibiliser la population à l'agriculture durable, y sont organisés des ateliers sur l'agriculture biologique, le jardinage, mais l'ONG intègre également les thématiques de l'antiracisme et de l'intégration culturelle. L'ONG livre maintenant une fois par semaine des paniers de légumes et autres produits provenant de paysans locaux en agriculture biologique. Les activités proposées réunissent habitants et visiteurs, formant maintenant une vraie communauté dont Green Camp Gallery est le point de repère.

MUNICIPALITÉ D'ETHEKWINI - JARDIN SUR LES TOITS DE LA MUNICIPALITÉ

En 2010, la municipalité d'eThekweni décide d'aménager le toit plat d'un de ses bureaux en plein centre-ville pour le transformer en jardin urbain agro-écologique et pédagogique. L'objectif du jardin est de montrer qu'il est possible de produire en grande quantité dans l'espace urbain, permettant ainsi de créer des îlots de fraîcheur, des lieux de détente en plein centre-ville et de produire des aliments frais pour une consommation directe. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de végétalisation de la ville et de soutien à l'agriculture locale. Le jardin de 1300 m² se compose de 3 grands espaces : succulentes et herbes aromatiques ; tunnels pour la production de légumes ; espace composé de bancs et tables pour les événements festifs et l'accueil des visiteurs. Le jardin accueille de nombreux groupes d'enfants pour des journées de découverte et d'initiation à l'agriculture. L'ensemble des légumes produits sur le toit est distribué dans les maisons de retraite du centre-ville et aux banques alimentaires gérées par la municipalité. La mise en place de ce jardin a permis la création de 6 emplois à temps plein et d'un service dédié à la municipalité.

©Let's Food



PROVINCE DE KZN - ONE HOME ONE GARDEN

Le gouvernement de KwaZulu-Natal a lancé en lancé au printemps 2020 le programme "One home one garden" ("Une maison un jardin") dont l'objectif est d'améliorer la résilience alimentaire de la province, tout en aidant les personnes les plus affectées par la Covid-19. Le programme vise à encourager les personnes vulnérables qui ont été le plus touchées par la crise sanitaire à cultiver un bout de jardin. Grâce à la distribution de kits comprenant des semences, du compost et des équipements de jardinage, mais aussi l'aménagement de jardins, le programme donne les moyens aux familles de cultiver leur propre nourriture. Cela leur permet non seulement de subvenir à une partie de leurs besoins alimentaires mais également de vendre leurs surplus, entraînant alors une source de revenus (Times Live, 2020 et KwaZulu-Natal province, 2020).

ENACTUS UKZN - DES SACS POTAGERS URBAINS

Le réseau Enactus de l'Université de KwaZulu-Natal (UKZN) regroupe des étudiants, professeurs et acteurs économiques dans le but d'encourager l'entrepreneuriat social chez les jeunes et de soutenir les communautés locales. Des étudiants du réseau Enactus UKZN se sont mobilisés face aux enjeux d'insécurité alimentaire et aux difficultés socio-économiques des communautés locales, en mettant en place des projets d'agriculture durable pour les communautés rurales et urbaines locales. Leur projet "SackSpace" est un système innovant de sacs potagers qui permet de cultiver verticalement des plantes comestibles sur des espaces très restreints, sans charge de travail et en économisant l'eau (près de 60 % d'eau en moins par rapport à l'agriculture conventionnelle). Ce projet permet aux urbains de cultiver des plantes pour répondre à leurs besoins alimentaires, mais aussi pour générer un revenu en vendant leurs produits. Véritable initiative écologique, sociale et solidaire, "Sack Space" donne de l'espoir aux populations pauvres et précaires.



© Let's Food



©Let's Food

SLOW FOOD - JARDINS PARTAGÉS

Slow Food est un réseau et une fondation engagée dans la création de jardins partagés à travers le continent africain. Les jardins Slow Food ont été mis en place suite au projet "10 000 jardins en Afrique" créé en 2010 par la fondation Slow Food. Il existe en 2021 déjà 3 420 jardins répartis dans toute l'Afrique, dont 62 en Afrique du Sud.

Dans le cadre de son programme de jardins partagés en Afrique, Slow Food a le rôle d'incubateur pour faire émerger des jardins partagés conçus par et pour les communautés. Slow Food finance, coordonne et accompagne les projets de jardins. La plupart des jardins sont gérés par des communautés et servent à alimenter les habitants ainsi qu'à générer des revenus supplémentaires. $\frac{1}{3}$ des jardins concernent aussi des écoles, avec une visée pédagogique primordiale en plus de leur fonction de production de produits frais et sains. La création de jardins partagés permet non seulement de sensibiliser les jeunes générations à l'importance d'un régime alimentaire diversifié avec des produits frais et locaux, mais aussi de constituer un réseau de personnes engagées pour valoriser leurs terres et leur culture pour engager une transition vers davantage de durabilité.

THE VALLEY TRUST - ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS RURALES

The Valley Trust (TWT) est une ONG située à KwaZulu-Natal, créée dans les années 50 par un médecin, Halley Scott, pour venir en aide aux nombreuses personnes atteintes de la tuberculose en milieu rural. L'objectif de TWT est d'assurer la bonne santé, et de fait la sécurité alimentaire, des habitants des communautés rurales de la région. L'ONG a en effet une vision holistique de la santé qui la conduit à prendre en compte dans ses actions tout autant la nutrition, l'agriculture durable, la préservation de l'eau, les revenus, etc. Elle aide les communautés locales à travers la construction d'infrastructures telles que des routes, des terrains de sport, des jardins, l'eau courante et des centres de santé afin de rendre les soins et l'alimentation saine accessibles aux populations des villages excentrés.

TWT a notamment créé un centre de formation pour les métiers de la santé, du social, de l'agriculture et d'autres disciplines, afin de donner les moyens aux habitants d'acquérir des savoirs et une expertise nécessaire à leur progression professionnelle. TWT a en particulier développé des programmes à destination des jeunes qui sont sujets à des problèmes de nutrition entraînant des retards de croissance et qui sont peu stimulés cognitivement, en particulier du fait de leur manque d'accès aux outils numériques. Elle cherche par ses actions et programmes à améliorer leur développement et à leur donner l'accès à davantage d'opportunités professionnelles.

LES SOLUTIONS SONT-ELLES À LA HAUTEUR DES ENJEUX ?

LA MALNUTRITION ET L'URBANISATION MENACENT LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES HABITANTS

L'entrée de l'Afrique du Sud dans la mondialisation dans les années 90 a marqué une véritable rupture dans l'alimentation des Sud-Africains. Les nouvelles tendances alimentaires : surconsommation d'aliments transformés, repas hors domicile ou encore augmentation des collations tout au long de la journée, se sont traduits par des carences en micronutriments et une prise de poids importante des populations. Alors que le principal enjeu du pays était jusqu'alors celui de la sous-nutrition, l'Afrique du Sud doit dorénavant aussi faire face à celui de la sur-nutrition.

Le surpoids et l'obésité qui touchent plus de 50 % de la population mais aussi les carences nutritionnelles, conduisent à une dégradation de l'état de santé des habitants qui sont davantage exposés aux risques de maladies non transmissibles (diabète, hypertension, maladies cardiovasculaires, etc.). L'état nutritionnel de la population est alarmant et continue de s'aggraver, notamment celui des enfants qui subissent des retards de croissance importants. Bien que l'Afrique du Sud soit l'un des pays les plus inégalitaires au monde, le fléau de la malnutrition concerne toutes les strates socio-économiques du pays.

Les aliments transformés, préparés et issus de supermarchés se révèlent plus attirants culturellement et plus accessibles que les produits frais et locaux. Résoudre la malnutrition suppose de sensibiliser la population à une alimentation saine et durable, mais aussi de donner les moyens à tous de s'approvisionner en produits de qualité et en quantité suffisante. Quelques initiatives travaillent dans ce sens, mais la priorité reste l'accès à tous à une nourriture suffisante. Les soupes populaires ou les programmes de nutrition dans les cantines scolaires, visent avant tout à pallier l'urgence et ne considèrent pas systématiquement la qualité.

Si les politiques publiques nationales restent largement insuffisantes, les pouvoirs publics de la métropole de Durban se mobilisent en faveur de l'agriculture urbaine pour améliorer la sécurité alimentaire des habitants. L'agriculture urbaine permet également de sensibiliser les habitants à la consommation de produits frais et locaux, et de réduire la pauvreté en assurant une partie de l'alimentation ainsi qu'un revenu aux ménages vendant une partie de leurs récoltes. Réintroduire l'agriculture en ville et protéger les terres agricoles est le défi d'une métropole qui ne cesse de s'étendre et dont la population augmente de façon exponentielle (+ 6,8 % entre 2007 et 2016). La municipalité montre l'exemple en transformant les toits de ses bâtiments en jardins agroécologiques et pédagogiques. Des mouvements citoyens comme les étudiants d'ENACTUS encouragent aussi l'auto-production alimentaire au moyen de techniques alternatives comme la culture dans des sacs pour permettre aux habitants des bidonvilles de cultiver leur propre nourriture malgré le manque de terre.



S'INSPIRER D'AILLEURS

VILLE DE NANTES - SOUTIEN AUX JARDINS PARTAGÉS ET CHARTE DU JARDINIER DE RUE

Nantes, France

Afin de répondre à la forte demande des habitants, la Ville de Nantes a assuré la création de 200 parcelles supplémentaires de jardins partagés pour la période 2014-2020. Gérés par une cinquantaine d'associations avec l'appui des jardiniers municipaux du service des espaces verts et de l'environnement, les jardins collectifs sont ouverts à tous les Nantais à condition qu'ils disposent moins de 100 m² de jardin. La politique continue en 2021 : chaque nantais souhaitant cultiver un jardin peut en faire la demande sur le site de la métropole. Afin d'encadrer le fonctionnement des jardins partagés qui se développent sur des espaces publics mis à disposition des habitants, les collectivités du territoire nantais ont mis en place la "Charte du jardinier de rue". Cette charte engage notamment les jardiniers à choisir des végétaux adaptés à l'environnement local et à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement : interdiction des engrais minéraux, désherbage manuel, choix de plantes adaptées au sol et au climat, pratiques d'arrosage économe...

SCOPÉLI, LE SUPERMARCHÉ COOPÉRATIF

Nantes, France

Scopéli est un projet de supermarché coopératif nantais, né au printemps 2019, financé et porté par les adhérents. La participation de ses coopérateurs, c'est-à-dire les adhérents et co-organisateur du supermarché, permet de leur proposer une alimentation de qualité à prix réduit, en donnant la priorité aux producteurs locaux, au vrac, aux circuits courts et aux produits de saison. Les coopérateurs sont parties prenantes des organes de gouvernance et de décision. En fonction du temps dont ils disposent, ils s'investissent de manière différente dans le projet.

VERS UN RÉSEAU D'ACHAT EN COMMUN

France

L'association VRAC favorise le développement de groupements d'achats de produits de qualité (biologiques, locaux et écologiques), notamment dans les quartiers prioritaires de la métropole bordelaise. Le projet de VRAC vise à lutter contre les inégalités de consommation : il permet à des ménages modestes un accès à des produits bio et locaux à des prix accessibles ; il lutte contre l'isolement par une forte implication des habitants dans le fonctionnement de l'association et participe à la lutte contre les maladies liées à la malnutrition. VRAC ne réalise aucune marge sur les produits, achète en grande quantité et limite les intermédiaires et les emballages superflus afin de proposer des produits sains et responsables à des prix abordables.

SMERRA & CROUS- CONCOURS DE CUISINE POUR SENSIBILISER À L'ALIMENTATION SAIN ET DURABLE

Grenoble, Lyon, Clermont-Ferrand, Chambéry, France

À l'occasion du mois de l'équilibre alimentaire, la SMERRA (mutuelle étudiante) organise, en partenariat avec le CROUS (restaurant universitaire), un concours de cuisine qui propose aux étudiants de montrer leurs savoir-faire culinaires, dans l'objectif de sensibiliser à une l'alimentation saine. L'étudiant envoie sa recette équilibrée et à moindre coût sur le site de la SMERRA. Le jury constitué de professionnels de la santé publique et de la restauration ainsi que certains personnels de la SMERRA sélectionne 4 finalistes par ville. Ceux-ci s'affrontent lors d'une épreuve de cuisine dans un restaurant universitaire ou une résidence universitaire du CROUS.

LES PETITES CANTINES

Lyon, France

Les Petites Cantines est un réseau de cantines de quartier, ouvert à tous, dont l'objectif est de développer les liens de proximité (intergénérationnel et multiculturel) et de promouvoir l'alimentation durable à travers la préparation d'un repas. Cette initiative propose aux habitants et aux salariés d'un quartier de préparer un repas et de manger ensemble. Chaque convive est invité à adhérer à l'association à prix libre afin de profiter des repas. Certains repas sont organisés autour d'une thématique : un pays, un produit, une initiative anti gaspillage, etc.

MINISTÈRE CHILIEN DE LA SANTÉ - LOI SUR L'ÉTIQUETAGE ET LA PUBLICITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Chili

En 2016, le Chili a voté une nouvelle législation qui vise à faciliter la compréhension des contenus nutritionnels des produits transformés, favoriser l'éducation nutritionnelle des plus jeunes et contrôler les produits auxquels ces enfants ont accès. La législation adoptée par le Ministère de la Santé se décline en plusieurs composantes :

1. Étiquetage des produits alimentaires riches en calories, sucres, sel et graisses saturées sous forme de logo octogone sur fond noir comportant les termes "alto en" (riche en) suivi de "grasas saturadas", "sodio", "azúcares" ou "calorías" (graisses saturées, sodium, sucres, calories).
2. Contrôle des publicités à destination des enfants et des jeunes : toute publicité contenant personnages infantiles et animations ont dû être retirées lorsqu'elles encourageaient la commercialisation de produits riches en sucres, graisses saturées, sel et calories.
3. Intégration de modules éducatifs à une alimentation saine et à la pratique d'une activité physique dans les établissements scolaires.
4. Retrait du marché de certains produits : interdiction d'utiliser des outils promotionnels infantiles dans la commercialisation de produits dont la composition dépasse les seuils établis.

MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AIDE À L'INSTALLATION DE NOUVEAUX PRODUCTEURS MÉTROPOLITAINS

Montpellier, France

La métropole souhaite reconquérir les terres aujourd'hui inexploitées afin d'accompagner l'installation de nouveaux producteurs. Pour cela, différents outils sont mobilisés :

- La création d'associations foncières agricoles autorisées, afin de faciliter l'identification et la revalorisation de foncier agricole inexploité. Il en existe aujourd'hui deux : au Nord (Prades-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Clapiers, Jacou) et à l'Ouest (Grabels, Juvignac, St Georges d'Orques, Lavérune, Pignan, Murviel-lès-Montpellier) ;
- La mobilisation des terres irrigables pour l'agriculture sur la plaine Ouest ;
- La mobilisation de foncier agricole public et l'aide à l'installation de nouveaux producteurs. 2 projets déjà lancés peuvent être cités à titre d'exemple : les domaines de Viviers et de Condamine (M3M, 2018).

VILLE DE NANTES, LA CANTINE CENTRALE

Nantes, France

Grâce à sa cuisine centrale, la ville de Nantes assure chaque jour la production de 16 000 repas livrés dans les 87 cantines des écoles nantaises. La restauration scolaire fonctionne en liaison froide. Les repas sont confectionnés dans la cuisine centrale, puis refroidis rapidement et stockés à basse température. Le jour de leur consommation, les barquettes sont livrées aux écoles en camion réfrigéré puis réchauffées dans les écoles pour une consommation immédiate.

Des produits issus de l'agriculture biologique (yaourt, fromage, pomme, carottes râpées, etc.) entrent dans la composition des repas. La ville favorise aussi les circuits courts ou de proximité : gros sel de Guérande, tomme de Campbon, yaourt de Saint-Omer de Blain, poulet fermier d'Ancenis, etc. La commune de Nantes compte développer la part des produits bio et sous signe de qualité proposés à la cantine. La part de produits bio était déjà passée de 6 % à 18 % depuis 2010 mais la ville souhaite atteindre 50 % de produits sous signe de qualité, dont 40 % de bio d'ici 2022.

AGORAÉ - ÉPICERIE SOLIDAIRE POUR LES ÉTUDIANTS

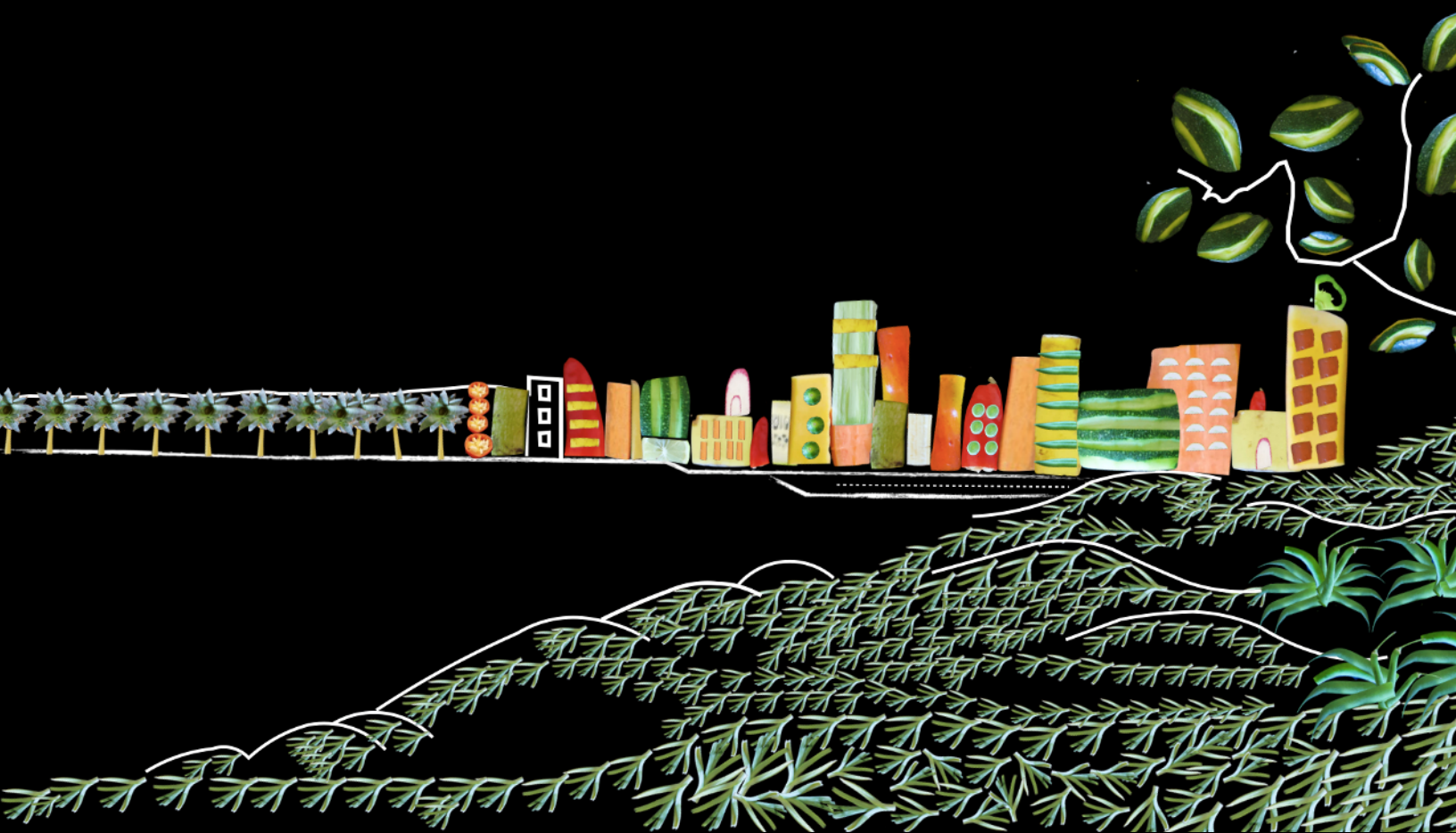
Marseille, Grenoble, Lyon, Nantes, Paris, France

L'AGORAÉ est un espace d'échanges et de solidarité imaginé par et pour les étudiants. Présente à Grenoble depuis début 2020, l'AGORAÉ propose aux étudiants dans le besoin (après étude et acceptation des dossiers) l'accès à une épicerie avec des produits variés et de qualité, moyennant une faible participation financière : autour de 20 % du prix usuel. L'association Inter-asso qui porte le projet sur le campus de Saint-Martin-d'Hères, propose aussi un accompagnement des étudiants dans leurs projets. De nombreuses animations sont proposées : ateliers, sorties, soirées, activités sportives, petits déjeuners solidaires, etc. Ce foyer est aussi un lieu convivial pour déjeuner, travailler, se détendre, lire, s'informer, discuter, se rencontrer, etc.

Chapitre II

DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Le système alimentaire de Durban et sa province protège-t-il l'environnement et la biodiversité sans épuiser les ressources non renouvelables et sans polluer ?



LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

Un système alimentaire est dit durable d'un point de vue environnemental lorsque les processus de production, transport, transformation, distribution et consommation agricoles et alimentaires vertueux limitent la pollution des eaux, de l'air, l'épuisement des sols, de la biodiversité et des réserves aquifères.

Le système agricole et alimentaire est aujourd'hui responsable de 19 à 29 % des émissions de GES totale à l'échelle mondiale (CGIAR, 2012). Il est le premier secteur consommateur d'eau et première source de pollution des eaux via le ruissellement des nitrates et pesticides dans les eaux de surface et l'infiltration dans les nappes phréatiques (UFC Que Choisir, 2012). Alors que les systèmes agricoles constituent initialement des puits de biodiversité, la spécialisation et l'artificialisation de l'agriculture ont contribué à leur affaiblissement. Les externalités positives de l'agriculture ne compensent plus les négatives.

PRODUCTION

LES PRINCIPALES PRODUCTIONS SUD-AFRICAINES

- 13 % de la surface du pays est constituée de terres arables. Les principales productions en volume par année sont la canne à sucre (17 millions de tonnes), le maïs (12 millions de tonnes), les pommes de terre (2,3 millions de tonnes), le raisin (1,9 million de tonnes) et le blé (1,7 million de tonnes).
- Le maïs joue un rôle déterminant pour la sécurité alimentaire du pays : il constitue la base de l'alimentation pour près de 40 % de la population (maïs blanc). Il est également un élément essentiel de l'alimentation animale (maïs jaune). Par ailleurs, il s'agit d'une culture créatrice de richesse pour le pays : 14 % de la production est exportée.
- Dans la province de KwaZulu-Natal, c'est en premier lieu la canne à sucre qui domine la production agricole avec environ 200 000 hectares qui lui sont dédiés (FAO, CIAT et AfDB, 2020)

AGRICULTURE, EAU ET CLIMAT

- L'Afrique du Sud, qui occupe le 29^e rang des pays les plus secs de la planète selon une enquête de l'UNESCO (2006), est un pays pauvre en eau avec des précipitations imprévisibles et inégalement réparties.

- Certaines régions reçoivent moins de 100 mm de pluie par an. Le secteur agricole consomme 60 % des ressources en eau disponibles du pays ce qui en fait le principal poste de consommation d'eau. Les sécheresses qui sévissent à l'ouest du pays ont des répercussions sur la production agricole et menacent la sécurité alimentaire, en particulier des petits fermiers.
- Le changement climatique vient exacerber la vulnérabilité du pays et le stress hydrique, ce qui rend les récoltes incertaines et complique la gestion des troupeaux. 90 % des productions de légumes, fruits et vin dépendent de l'irrigation et 12 % de la surface en blé est irriguée (Von Bornmann, 2019 et FAO, CIAT et AfDB, 2020).

ÉROSION DES SOLS, ÉPUISEMENT DES RESSOURCES

- Alors que 80 % des terres d'Afrique du Sud sont propices à l'élevage extensif, le surpâturage du bétail sur des terres en proie à l'érosion conduit à une dégradation des sols et réduit de fait le stockage du carbone dans les sols. Plus de 70 % de l'Afrique du Sud est affectée par l'érosion des sols (Von Bornmann, 2019).

L'AGRICULTURE DE FIRME SUD-AFRICAINE DÉGRADE L'ENVIRONNEMENT

Les pratiques agricoles des grandes exploitations spécialisées de la région ont des impacts environnementaux importants. L'agriculture de firme s'appuie sur un labour intensif des terres, des monocultures, des aliments concentrés pour les animaux et requiert un lourd matériel mécanique, de l'irrigation à grande échelle, des ressources en pétrole, des produits chimiques, des semences et de l'alimentation pour les animaux, etc. La taille des plus grandes exploitations ainsi que les stratégies de marketing des entreprises phytosanitaires incitent à une plus grande utilisation des produits chimiques, pharmaceutiques et de fertilisants de synthèse pour la production (Von Bornmann, 2019).

L'AGRICULTURE BIO TRÈS MINORITAIRE

L'agriculture biologique certifiée est en plein essor au niveau mondial mais peine à se mettre en place en Afrique du Sud. 0,04 % de la surface agricole nationale est recensée en agriculture biologique par la fédération internationale des mouvements de la bio (IFOAM), soit 41 377 hectares et 281 producteurs (FiBL & IFOAM, 2019).

TRANSFORMATION

L'activité consistant à transformer des produits bruts destinés à l'alimentation est appelée l'agroalimentaire. Le secteur agroalimentaire comprend des entreprises de toutes tailles, du grand groupe international à l'artisan, en passant par l'agriculteur transformant lui-même sa production (Ritzenthaler, 2016).

DES PETITES ENTREPRISES DE TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

80 % des aliments transformés sont produits par des petites et moyennes entreprises locales en Afrique Sub-Saharienne selon les estimations. Autrement dit, ces pays n'importent pas directement des aliments transformés mais importent les matières premières pour ensuite les transformer (blé, huile, sucre, etc.).

Les petites et moyennes entreprises spécialisées dans la transformation alimentaire de pain ou de nouilles se sont multipliées ces dernières années. Grâce à des investissements extérieurs, par exemple de Tanzanie ou d'Indonésie, des industries d'aliments ultra-transformés et de snack émergent également (Reardon et al, 2020).

DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE IMPORTANTES

Plus un aliment a subi des étapes de transformation, plus il a nécessité de l'énergie et donc plus il a émis de GES (Les cahiers du développement durable, 2019). Parmi les postes de consommation énergétique et d'émission de GES : combustion de gaz dans les procédés de chauffe (fours et chaudières), combustion de pétrole pour alimenter les véhicules et les groupes électrogènes, procédés de traitement de la fin de vie des produits, éclairage des entrepôts et maintien de la chaîne du froid (ADEME, 2011).

DISTRIBUTION

Le système alimentaire d'Afrique du Sud, de la production à la consommation, est également très énergivore - en particulier de charbon extrait des mines du pays - ce qui augmente l'empreinte carbone du système alimentaire (Von Bormann, 2019).

LE DÉVELOPPEMENT DE LA GRANDE DISTRIBUTION, PLUS POLLUANTE

- Les produits en rayon des supermarchés sont presque exclusivement issus de l'agriculture conventionnelle. Certaines marques bio disponibles en magasin ont également un impact négatif du fait de leur provenance lointaine (Arning et al., 2008).
- Une large partie de la gamme de produits proposés est importée d'autres régions et transite via les transports routiers. La majorité des enseignes s'approvisionnent auprès de leurs centrales d'achat ne privilégiant que très peu l'approvisionnement local.

- Avec l'éclairage, la climatisation et la réfrigération, on estime qu'en moyenne, une grande surface alimentaire consomme 800 à 900 kWh au m². (ADEME, 2018)
- La GMS produit des déchets : les emballages représentent 52 % des déchets produits par une grande surface (ADEME, 2018).

LES MARCHÉS DE DÉTAILS ET VENDEURS DE RUE PROPOSENT DES PRODUITS FRAIS MAIS PAS TOUJOURS LOCAUX

De nombreux marchés sont principalement composés de revendeurs s'approvisionnant au marché de gros dont les produits ne sont pas toujours locaux (et très peu bio). Les vendeurs de rue, très présents en Afrique du Sud, vendent des produits frais, parfois directement issus de l'agriculture locale, mais aussi des plats cuisinés et des produits ultra-transformés qui ne sont pas produits localement (achetés sur le marché de gros).

DES CIRCUITS COURTS À L'IMPACT À PRIORI LIMITÉ

Si les circuits courts sont vecteurs de nombreuses externalités positives, leurs bénéfices pour l'environnement est difficile à évaluer. La diminution du nombre d'intermédiaires n'est pas synonyme de moins de kilomètres (déplacement du producteur pour de petites quantités car manque de mutualisation et déplacement du consommateur). Néanmoins, l'écoulement des marchandises se fait généralement rapidement après la production, ce qui limite les surfaces de stockages et donc l'énergie consommée en particulier pour les vendeurs de rue qui sont nombreux en Afrique du Sud. Les produits non calibrés sont aussi mieux valorisés ce qui limite le gaspillage.

CONSOMMATION

UNE TRANSFORMATION RAPIDE DES RÉGIMES ALIMENTAIRES SOURCES D'EXTERNALITÉS NÉGATIVES

La croissance économique, jumelée à l'urbanisation

rapide, a entraîné un changement dans les préférences alimentaires vers des aliments de base constitués de céréales raffinées et vers des options de restauration rapide, de plats préparés et sur-emballés. Ces tendances ont *de facto* contribué à l'augmentation des déchets et des émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'à la surconsommation de ressources naturelles et énergétiques non-renouvelables. Ce que nous mangeons a des répercussions directes sur le système alimentaire ; de la façon dont nous cultivons cette nourriture à la façon dont nous la transformons et la distribuons. En l'occurrence, la demande des consommateurs sud-africains a contribué aussi, aux côtés des influences du modèle économique néo-libéral, à encourager l'industrialisation du système alimentaire avec ses répercussions sur l'eau, l'énergie et l'environnement (Von Bornmann, 2019)

LA CONSOMMATION DE VIANDE ET DE PLATS PRÉPARÉS PRINCIPALES SOURCES DE POLLUTION

Si les émissions de GES associées aux aliments peuvent différer d'un pays à l'autre en fonction des modes de production, elles restent relativement comparables : les produits carnés sont à l'origine d'émissions de GES beaucoup plus importantes que les produits issus du maraîchage ou de la céréaliculture (MTES, 2017). L'élevage est aussi très consommateur d'eau. À titre indicatif, il faut 50 à 70 L d'eau pour produire un kilogramme de poids vif en élevage de bovins viande (Massabie et al., 2013).

DÉCHETS ALIMENTAIRES

En Afrique du Sud, sur la totalité des produits destinés à la consommation humaine, c'est près de 34 % qui est gaspillé, en majorité des fruits et légumes. Cela correspond environ à 210 kg de nourriture par personne et par an. Près de 95 % de ce gaspillage alimentaire intervient avant la consommation, c'est-à-dire au niveau de la production, de la transformation, de la logistique et de la distribution (FAO et al, 2020 et Von Bornmann, 2019)

UNE AGRICULTURE INTENSIVE DOMINANTE MAIS DES SYSTÈMES AGRO-ÉCOLOGIQUES QUI ÉMERGENT

KWAZULU-NATAL, UNE IMPORTANTE RÉGION AGRICOLE

L'agriculture est une composante majeure de la vie économique dans la province de KwaZulu-Natal. Elle génère 30 % de la production agricole du pays et entre 18 % et 20 % des foyers de la province exercent une activité dans le secteur agricole (KZN DARD, 2020). KZN est une grande région agricole avec ses 6,5 millions d'hectares de surface agricole ainsi qu'avec son climat et ses ressources en eau favorables à l'agriculture. Parmi ces vastes espaces agricoles, 82 % sont propices à l'élevage extensif et 18 % sont constitués des terres arables riches propices aux cultures. Les plantations de cannes à sucre le long de la zone côtière sont le pilier de l'économie agricole de la province. Sur la ceinture agricole littorale on retrouve également des plantations de fruits tropicaux et d'agrumes tandis que l'agriculture à l'intérieur des terres est davantage concentrée autour de l'élevage, des productions légumières et des produits laitiers (Yes! Media, 2020).

UN MANQUE DE DONNÉES AGRICOLES DANS LA PROVINCE DE KWAZULU-NATAL

KwaZulu-Natal manque de données précises et actuelles sur l'agriculture de son territoire. Il y a très peu de statistiques agricoles récentes sur les tendances de l'agriculture dans la région. L'accès à des données fiables devient un enjeu clef pour le gouvernement de KwaZulu-Natal afin de mettre en place des politiques et des stratégies adaptées.

UNE AGRICULTURE COMMERCIALE DE RENTE CONSOMMATRICE D'INTRANTS CHIMIQUE

Secteur économique et stratégique clef, l'agriculture dans la région de KwaZulu-Natal est façonnée en grande partie par le modèle hyper productiviste. Avec 5 % de la production de maïs du pays et environ 80 % de la production de cannes à sucre, qui sont principalement destinés à être exportés, les producteurs ont comme objectif premier la maximisation de leurs rendements (KZN DADR, 2020).

“ De manière générale mais en particulier en Afrique du Sud, l'agriculture est dominée par un système agricole industriel. Le système agricole se caractérise par des exploitations toujours plus grandes avec beaucoup de mécanisation et beaucoup d'intrants comme les semences, les fertilisants et les produits phytosanitaires ainsi que par quelques très grandes entreprises qui dominant.”

Vanessa Black, Coordinatrice de recherche et de plaidoyer à Biowatch



Afin de maintenir leurs niveaux de productivité, les producteurs doivent en particulier porter attention aux ravageurs, aux maladies et aux adventices qui peuvent détruire une partie des cultures. Pour les grands producteurs, le moyen le plus direct et simple est de recourir aux produits phytosanitaires.

Le recours aux produits phytosanitaires reste généralement la méthode la plus utilisée pour protéger les cultures car c'est la solution la plus rentable pour les producteurs. Ils ont notamment recours à ces intrants pour éradiquer la *Seriphium Plumosum*, une plante endémique et pionnière qui colonise les sols et met en péril les prairies dans la région de KwaZulu-Natal (KZN DARD, 2018).



La production de cannes à sucre est largement dominante autour de Durban. Le problème, c'est que cette monoculture mobilise beaucoup de terres agricoles, beaucoup d'eau, beaucoup de fertilisants et ainsi de suite. C'est donc un type de production très intensif."

Delwyn Pilay, activiste pour le mouvement Slow Food

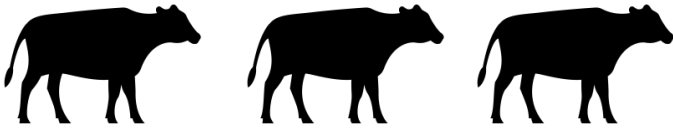


©Let's Food



Si je pouvais me débarrasser des pesticides, je le ferais mais malheureusement nous sommes ancrés dans un modèle qui nous oblige à être très productifs, donc on utilise des produits chimiques."

Jeremy Cole, Producteur de canne à sucre, de bois et de macadamia



L'ÉLEVAGE INTENSIF DANS LA PROVINCE DE KZN POUR RÉPONDRE À UNE DEMANDE GRANDISSANTE

Bien que les espaces agricoles dédiés à l'élevage soient vastes, le cheptel grandissant provoque des problèmes de surpâturage, conduisant à une dégradation des terres. KwaZulu-Natal est une des provinces sud-africaines les plus impactées par ce phénomène. En 2017, on estimait qu'il y avait 2 496 millions de bovins, 692 millions de moutons, 712 millions de chèvres et 147 millions de cochons élevés dans la province de KwaZulu-Natal. Selon les données statistiques gouvernementales, il y a en moyenne 9 à 19 têtes de bétail par foyer dans la région de KwaZulu-Natal (KZN DARD, 2018). Le nombre d'animaux varie de 1 000 pour les grosses fermes à 50 pour les petites fermes avec peu d'animaux.

Les nouvelles tendances d'élevage contribuent aussi à la concentration des bêtes. En effet, de plus en plus d'éleveurs de bovins de KwaZulu-Natal nourrissent leurs animaux dans des parcs d'engraissement avant de les vendre. À l'échelle du pays, 60 % du bétail serait engrainé aux céréales et autres aliments nutritifs avant de partir dans les ateliers de transformation afin de maximiser leur poids et leur volume (KZN Top business, 2021).

Cette forte concentration d'animaux d'élevage sur le territoire et dans les parcs d'engraissement induit *de facto* une accélération de l'érosion des sols mais aussi de plus grands besoins en terres, en eau, en gestion des effluents d'élevage et en cultures céréalières (maïs, soja) pour compléter la ration alimentaire des animaux. L'augmentation de la demande en viande des habitants et le modèle industriel qui se développe contribuent à accroître la production animale et à aggraver de surcroît les impacts environnementaux avec des méthodes moins durables.



La majorité de la viande est élevée dans des fermes intensives. La plupart des animaux sont élevés dans des parcs d'engraissement parce que la demande en viande de la population est forte et que la population augmente."

Vuyo Jayiya, Directeur adjoint du service agro-business, Municipalité d'eThekweni

L'AGRICULTURE LOCALE MENACE LA RESSOURCE EN EAU

L'Afrique du Sud est un pays qui dépend fortement des pluies pour son agriculture. Le changement climatique avec son lot de sécheresses compromet l'agriculture, en particulier les cultures les plus dépendantes aux ressources en eau. Pour assurer les niveaux de production de ces cultures, les agriculteurs ont recours à l'irrigation. Ainsi 90 % des productions de légumes, fruits et vin dépendent de l'irrigation et 12 % de la surface en blé est irriguée. À ce jour, 1,5 millions d'hectares sont irrigués 1,5 % de la surface agricole nationale mais 30 % des récoltes nationales. La raréfaction des précipitations contraint à recourir plus massivement à l'irrigation or cela provoque des problèmes environnementaux majeurs : gaspillage d'eau, acidification des sols, salinisation, destruction d'écosystèmes naturels, etc. (Von Bornmann, 2019 et FAO, CIAT et AfDB, 2020).

Durban est pour le moment épargnée comparativement à l'ouest du pays où les sécheresses sont plus importantes. Le département en charge de la gestion des eaux de la municipalité d'eThekweni a renforcé le recyclage des eaux grises mais il reste encore du travail pour améliorer l'efficacité des systèmes d'irrigation ainsi que la qualité de l'eau qui supposent de coûteux investissements (Jayiya, 2020).

Outre les problématiques de quantités, l'agriculture locale affecte également la qualité des eaux. Les produits phytosanitaires et des fertilisants nécessaires aux monocultures intensives de canne à sucre et d'agrumes de la région s'infiltrant dans les cours d'eau et dans les sols, polluant les ressources du territoire et les écosystèmes.

UNE DIVERSITÉ DE VARIÉTÉS CULTURALES INDIGÈNES À KZN À PROTÉGER

La majeure partie de notre alimentation provient d'une agriculture commerciale productiviste s'appuyant sur un très petit nombre d'espèces végétales. Comme le souligne un récent rapport de la FAO, sur les quelques 6 000 espèces de plantes cultivées à des fins alimentaires, moins d'une trentaine fournissent 90 % des calories consommées et en particulier le trio céréalier blé/riz/maïs (FAO, 2019). L'homogénéisation des variétés cultivées génère une perte de diversité agro-biodiversité mais aussi des risques face au changement climatique car les variétés hyper productives et génétiquement modifiées cultivées actuellement sont moins résistantes aux ravageurs, nuisibles, adventices et aléas climatiques.

Les variétés indigènes d'Afrique du Sud sont néanmoins encore utilisées par 60 % des ménages selon une enquête réalisée en 2013. Elles se révèlent d'une riche diversité et nécessitent des modes de culture plus durables car moins riches en intrants. Les plus connues sont le millet, le sorgho, l'amarante. Les habitants de KwaZulu-Natal utilisent en particulier les "cowpeas" (une légumineuse), les cacahuètes, le melon africain, le potiron et les courges (Bikombo, 2014).

Malgré leur valeur nutritionnelle et économique, les variétés végétales indigènes sont principalement cultivées par les petits producteurs et commercialisées de façon informelle dans les communautés.

Le secteur agricole consomme 60 % des ressources en eau disponibles du pays ce qui en fait le principal poste de consommation d'eau. (FAO, CIAT et AfDB, 2020)

Le problème est que ce savoir sur les plantes indigènes et traditionnelles se perd et s'accompagne d'une diminution de leur consommation. Néanmoins, la mise en évidence de leur rôle dans l'adaptation au changement climatique et pour la sécurité alimentaire du pays, conduit les acteurs publics et privés à y porter une attention croissante.

”

Nous avons besoin d'une nouvelle approche du système alimentaire qui favorise la diversité des semences et des productions, la production de produits de base et produits localement et qui impulse des cultures alimentaires diverses et le retour des aliments traditionnels.”

Vanessa Black, Coordinatrice de recherche et de plaidoyer à Biowatch

L'AGRICULTURE URBAINE DE DURBAN MOINS IMPACTANTE POUR L'ENVIRONNEMENT

Les agriculteurs utilisent peu de produits chimiques à Durban - moins que dans les autres régions du pays - car la zone périurbaine est connue pour ses élevages bovins, sources de fertilisants organiques. La majorité des producteurs ont ainsi accès à moindre coût à des matières organiques d'origine animale pour fertiliser leurs cultures. Le recours aux produits chimiques comme les pesticides, herbicides et fongicides s'est néanmoins développé puisque c'est le moyen le plus rentable en termes de coûts-bénéfices pour protéger les récoltes dont les variétés plantées sont de moins en moins robustes. Cependant, le coût très élevé des produits phytosanitaires limite leur usage par les petits producteurs. Une enquête réalisée en 2009 a mis en évidence que seulement 30 % des agriculteurs urbains et périurbains de Durban avaient recours aux pesticides (Shackleton et al, 2009).

L'AGRICULTURE CERTIFIÉE BIOLOGIQUE RESTE MINORITAIRE CAR LE MARCHÉ EST LIMITÉ

L'agriculture biologique certifiée est en plein essor au niveau mondial, mais elle peine à se mettre en place en Afrique du Sud. L'IFOAM, la fédération internationale des mouvements de la bio, recense 41 377 hectares de surface agricole bio en Afrique du Sud, soit 0,04 % de la surface agricole nationale. L'agriculture bio concerne seulement 281 producteurs (FiBL & IFOAM, 2019). Pourtant, le pays repose en grande partie sur les petits producteurs et sur l'agriculture de subsistance, dont les pratiques agricoles sont généralement respectueuses de l'environnement et sans produits chimiques. Cette situation s'explique par le système de certification de l'agriculture biologique.

La définition de l'agriculture biologique en Afrique du Sud n'est pas associée à un système de certification commun, ce qui rend cette notion confuse et parfois mal comprise par la population sud-africaine. L'agriculture biologique s'entend comme un système de production qui maintient la santé du sol, des écosystèmes et des populations. Elle repose sur des processus écologiques, la biodiversité et l'adaptation aux conditions locales plutôt que sur l'usage

d'intrants comme c'est le cas pour les systèmes dits conventionnels. La dénomination "organic" c'est-à-dire "bio" en Afrique du Sud n'est pas limitée qu'aux produits certifiés, ce qui entraîne des confusions. Seulement une faible partie de la production biologique est certifiée, c'est-à-dire les produits qui sont attestés conformes aux standards déterminés des critères nationaux du bio (SASO, 2019).

Ainsi, beaucoup de fermiers pratiquent de fait l'agriculture biologique mais ne sont pas certifiés. Ces producteurs n'utilisent pas ou très peu de pesticides et de fertilisants chimiques dont les prix sont trop importants. Ils vendent principalement leur production sur les marchés locaux mais ne les valorisent pas en tant que tels.



Nous adorerions être en mesure d'opérer une transition en faveur de l'agriculture biologique mais la certification est chère et le marché bio est encore trop limité."

Walter Coughlan, directeur et cofondateur de la Fair Food Company

41 377 hectares de surface agricole bio en Afrique du Sud, soit 0,04 % de la surface agricole nationale. L'agriculture bio concerne seulement 281 producteurs (FiBL & IFOAM, 2019)

L'autre enjeu de la production bio est le manque de structuration des débouchés et la faible demande. Les filières biologiques sont peu développées mais le marché du bio existe néanmoins. Il a été développé par quelques producteurs précurseurs qui se sont lancés dans la production biologique et ont su la certifier pour mieux la valoriser. Aujourd'hui, le bio est un marché de niche mais qui a du potentiel grâce à l'intérêt croissant des classes moyennes pour la nourriture saine et locale (Black, 2020).

Des projets de productions maraîchères biologiques voient aussi le jour sur la municipalité d'eThekweni avec notamment le soutien du programme pour la sécurité alimentaire de l'université de KwaZulu-Natal comme ce fut le cas sur le territoire d'Umbundulu au début des années 2000. Mais globalement, l'agriculture biologique est encore très peu présente sur le territoire de même qu'au niveau national.

ZOOM SUR LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE

L'Afrique du Sud ne dispose pas de système de certification national. La certification repose sur des critères internationaux - ceux de l'IFOAM, qui fédère à l'échelle internationale le secteur de l'agriculture biologique et sur des organismes tiers, souvent des entreprises internationales. La certification bio officielle requiert de réaliser une procédure avec un organisme certificateur tiers comme SGS ou CERES. L'organisme certificateur accrédité audite le producteur pour évaluer ses pratiques et leur conformité aux standards et normes de l'agriculture biologique. Si tout est conforme, le producteur reçoit une certification associée à un label valide pour 1 an. Cette certification est en particulier nécessaire pour les filières longues et les exportations (SAOSO, 2018). Mais ce marché n'est accessible qu'aux productions dont les volumes sont importants et à forte valeur ajoutée. Les petits producteurs sont de fait exclus de ce marché de niche de l'exportation du bio (Black, 2020).

Outre cette possibilité, les petits producteurs peuvent avoir recours à un système participatif de garantie (SPG). Ce système d'auto-certification est collectif car il est mis en place par un groupe de producteurs, consommateurs et opérateurs de marchés, parfois assistés par des experts et se base sur les critères nationaux du SAOSO pour la définition de l'agriculture biologique. Chaque producteur est évalué par le groupe annuellement, sans intermédiaire ni membre extérieur au système participatif. En Afrique du Sud, ce système est garanti par le "Participatory Guarantee Systems - South Africa" (PGS-SA) qui est un organisme national gouverné par des membres volontaires, élus et qui œuvre sous la tutelle du SAOSO. Ces alternatives concernent encore très peu de producteurs. En 2019, l'IFOAM a identifié seulement 4 SPG opérationnels, 5 en développement et au total 271 producteurs certifiés par un SPG (contre 981 pour la France) et 371 engagés dans la démarche (FiBL & IFOAM, 2019).

Face à ce modèle de certification reposant principalement sur le secteur privé, certains plaident en faveur de l'établissement de la réglementation des produits biologiques directement par l'État, une accréditation par l'État des organismes de certification privés et le suivi par l'État des exploitations biologiques en collaboration avec le secteur privé. Un cadre réglementaire légal établi par l'État pourrait permettre un meilleur développement de l'agriculture biologique en Afrique du Sud (Lim Tung, 2016).

À L'ÉCHELLE NATIONALE, UNE STRATÉGIE DE SOUTIEN DE L'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRO-ÉCOLOGIE FAIBLE ET INADAPTÉE

Le faible développement de l'agriculture biologique et plus globalement des pratiques agro-écologiques est également lié au faible soutien de l'État. Le gouvernement reconnaît les faiblesses du système alimentaire actuel et commence à s'engager vers des alternatives plus vertueuses comme l'agro-écologie. Cependant, malgré les budgets alloués en faveur de la transition, la mise en œuvre des politiques et leurs effets ne se matérialisent pas sur le terrain. Cela est dû au manque d'expertises concernant les petits producteurs, leur système et leurs besoins, en particulier ceux ayant des systèmes de production alternatifs mais aussi par la fragmentation du mouvement agro-écologique sud-africain qui limite la portée de ses actions (ACN, 2015). Par ailleurs, le soutien de l'État à l'agriculture industrielle reste prédominant (Black, 2020).

Le gouvernement a commencé à s'intéresser à la mise en œuvre d'une stratégie agro-écologique (présentée en 2012) mais celle-ci reste anecdotique. L'ébauche de stratégie agro-écologique du Plan Stratégique 2013/2018 a été fortement critiquée par un certain nombre d'associations et d'ONG comme Biowatch.

” *Plutôt que de prendre des mesures audacieuses pour intégrer l'agro-écologie en tant qu'approche clé du développement rural, la stratégie a fait de l'agriculture agro-écologique un secteur de niche pour certains marchés; et le gouvernement continue de soutenir l'agro-industrie.”*

Vanessa Black, Coordinatrice de recherche et de plaidoyer à Biowatch

Ce plan avait le mérite de mettre en avant l'agro-écologie mais il limitait sa définition à celle de l'agriculture de conservation, n'envisageait pas de moyens suffisants ni de cadre réglementaire pour la mise en œuvre des solutions, ne prenait pas en compte les questions de genres, ne remettait pas en question le fonctionnement du système alimentaire industriel, etc. (Alitamit, 2013). La DAFF (Ministère de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche) dit s'être engagée aux côtés de la FAO pour développer une approche globale de l'agro-écologie pour l'agriculture du pays mais les travaux semblent encore en cours (DAFF, 2013).

L'ÉMERGENCE DE L'AGRO-ÉCOLOGIE SUR LA MÉTROPOLÉ D'ETHEKWINI

La municipalité d'eThekweni a créé un service dédié à l'agro-écologie qui participe à sa stratégie d'approvisionnement local des cantines notamment au travers de la formation de néo-paysans. Grâce à cette politique, la métropole offre un marché stable aux producteurs locaux ainsi qu'une alimentation locale et durable aux enfants.



©Let's Food

DES PRODUCTEURS S'ENGAGENT DANS DES STRATÉGIES D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE PLUS DURABLES

KwaZulu-Natal s'avère être l'une des régions d'Afrique du Sud les plus vulnérables aux effets du changement climatique et des moins bien classées en termes de stratégies d'adaptation. Face à ce constat, certaines alternatives de la part des producteurs émergent. En particulier à cause de la grande vulnérabilité des monocultures aux effets du changements climatiques (sécheresses, ravageurs, intempéries, etc.) certains fermiers tendent à diversifier leurs productions. De fait, des grands producteurs ont mis en place d'autres activités économiques sur leur ferme comme le tourisme ou d'autres activités outdoors. D'autres ont par exemple réintroduit de l'élevage en plus de leurs plantations de canne à sucre. L'adaptation aux risques climatiques passe aussi par la diversification des variétés végétales cultivées. Certaines variétés de canne à sucre sont par exemple plus résistantes aux sécheresses, ravageurs et maladies. Enfin, il convient d'adopter des pratiques agricoles plus durables. Des producteurs de canne à sucre ont ainsi abandonné la technique du brûlage des récoltes dont les effets sur le sol sont désastreux, au profit d'une technique manuelle qui est à l'inverse bénéfique pour la réduction de l'érosion des sols et pour l'écoulement de l'eau (Shezi et Ngcoya, 2016).



BIOWATCH

Biowatch est une ONG sud-africaine qui dénonce les ravages du système alimentaire industrialisé et prône l'agro-écologie en tant qu'alternative écologiquement durable qui protège et renforce la biodiversité, renforce le pouvoir des agriculteurs et promeut la souveraineté alimentaire c'est-à-dire le contrôle par les communautés locales de leurs aliments et la façon dont ils sont produits.

Biowatch travaille avec des petits agriculteurs (principalement des femmes) dans cinq communautés du nord du KwaZulu-Natal pour développer des pratiques agro-écologiques durables. Depuis le début de ses actions, la sécurité alimentaire des ménages a augmenté, les variétés de semences traditionnelles ont été réintroduites et sont de plus en plus adoptées par les communautés locales et la terre, l'eau et les autres ressources naturelles sont gérées de façon durable.

L'AGROALIMENTAIRE DOMINÉE PAR L'INDUSTRIE DU SUCRE, SOURCE D'EXTERNALITÉS NÉGATIVES

“ La plupart des aliments transformés sont produits par des multinationales. Nous avons à Durban Unilever qui fournit une grande partie de ce que vous trouvez dans le panier alimentaire et certains de leurs produits sont importés. Il y a aussi d'autres entreprises nationales comme Pioneer Foods ou Tiger Brands qui sont des entreprises sud-africaines de produits transformés et emballés qui se sont largement développées dans le pays et dans le reste du continent ainsi que dans certaines parties du monde.”

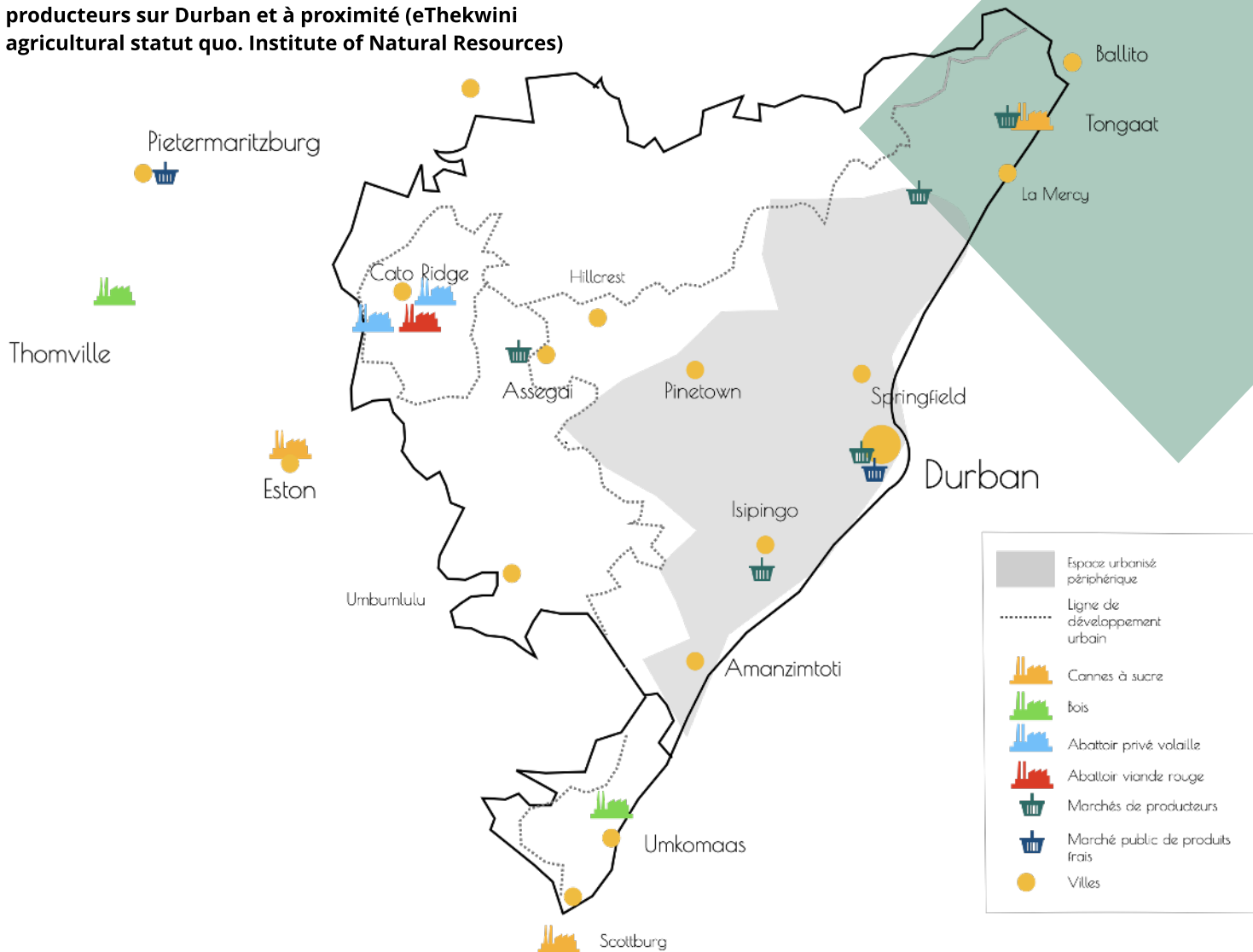
**Vuyo Jayiya, Directeur adjoint du service agro-business,
Municipalité d'eThekweni**

DE GRANDES ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES DOMINENT LE MARCHÉ

Depuis quelques années, des petites et moyennes entreprises spécialisées dans la transformation alimentaire comme le pain et les nouilles mais aussi de plus en plus les snacks et aliments ultra-transformés se développent dans le pays comme dans l'ensemble du sous-continent. En Afrique du Sud, de grandes entreprises agroalimentaires sont déjà bien établies. Parmi les 10 plus grosses firmes agroalimentaires productrices de nourriture et de boissons en Afrique Subsaharienne, 8 sont sud-africaines : Tiger Brands, RCL Foods, Distell Group, Pioneer Foods Group, Tongaat Hulett, AVI, Astral Foods, et Novo Sugar (Reardon et al, 2020).

Certains de ces groupes agroalimentaires disposent d'unités de production situées à Durban comme Unilever, Tongaat Hulett, Coca Cola, Nestlé, Kerry Food, etc. Elles produisent par exemple des nouilles, de la farine, de la mayonnaise, des yaourts, des boissons sucrées, du pain de mie, des biscuits, des compotes, etc. Il s'agit essentiellement de produits emballés dans des plastiques conduisant à des problèmes de gestion des déchets. Elles s'approvisionnent dans l'ensemble du pays mais aussi à l'international et dépendent d'un large réseau de fournisseurs et de distributeurs.

Figure 6 : Outils de transformation agricole et marchés de producteurs sur Durban et à proximité (eThekweni agricultural statut quo. Institute of Natural Resources)



UNE TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE ESSENTIELLEMENT TOURNÉE VERS LA PRODUCTION DE SUCRE ET LA DÉCOUPE ET TRANSFORMATION DE LA VIANDE

La région de KwaZulu-Natal est spécialisée dans la filière de la canne à sucre. Elle possède ainsi un important écosystème tourné vers la transformation de la matière première en sucre et d'autres co-produits comme les sirops, les sucres spéciaux et une grande variété de sous-produits dont de l'éthanol et le biogaz. La majorité de ces produits industriels sont commercialisés au sein de chaînes d'approvisionnement longues destinées au marché national et international.

Le territoire possède également d'importantes unités de transformation laitières avec des laiteries appartenant notamment au groupe Nestlé ou Clover Industries.

On y produit de manière industrielle du lait, des fromages et des yaourts à destination des marchés agroalimentaires nationaux et mondiaux. Il existe aussi de petites unités de transformation laitière qui commercialisent à l'inverse principalement leur produits localement, sur le marché informel, ce qui suppose un moindre impact environnemental que les méthodes industrielles des gros groupes.

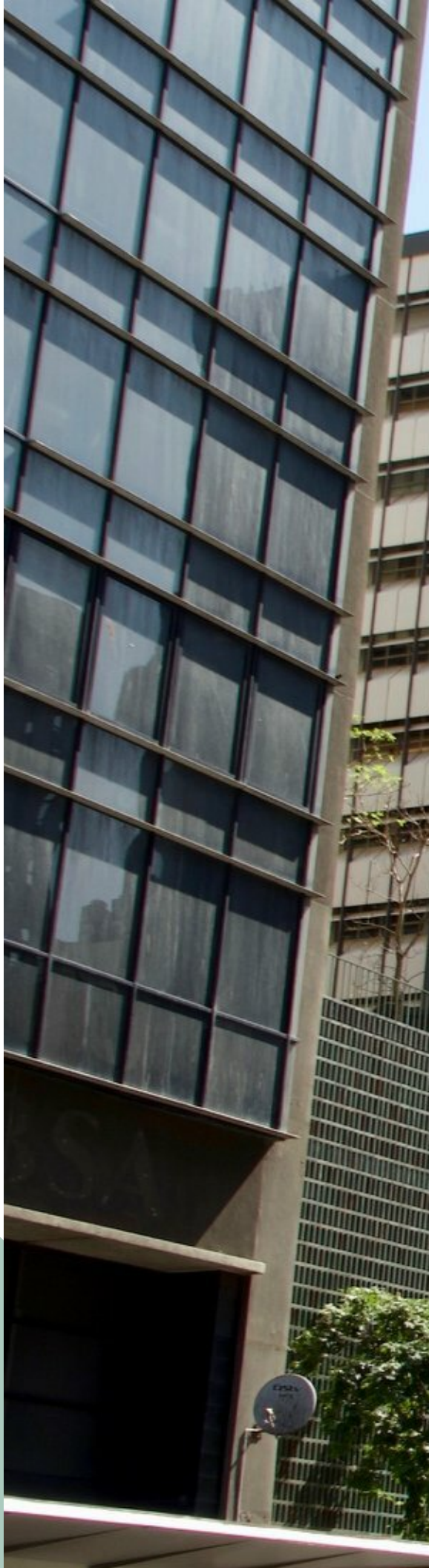
Durban est aussi et surtout spécialisé dans la production de viande : poulets de chair, bovins, cochons et ovins. On recense environ cinq abattoirs sur le territoire. Des petits abattoirs existent comme Kia Ora pour les volailles et les lapins, qui embauche une dizaine de personnes. Néanmoins, la plupart sont des unités de très grande taille comme Crafcor Abattoir à Cato Ridge (EThekweni municipality, 2004).

LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE : DES EFFETS CERTAINS SUR L'ENVIRONNEMENT MAIS ENCORE MAL IDENTIFIÉS

De facto, le fonctionnement des chaînes de transformation longues et industrielles induisent des effets sur l'environnement certains mais encore mal identifiés et étudiés. La transformation agroindustrielle est par exemple fortement consommatrice de ressources (eau, énergie pour les machines, carburant pour l'acheminement des matières premières, etc.) et la concentration de ces unités de transformation implique une production de déchets importante (emballages pour le conditionnement et la vente, pertes et gaspillage, etc.) mais aussi des rejets polluants dans l'environnement (gaz à effet de serre, substances chimiques, etc.).

Des études ont montré que la production d'aliments ultra-transformés requiert énormément d'énergie provenant de ressources majoritairement non-renouvelables (charbon, pétrole, gaz et électricité). Parmi les aliments transformés et ultra-transformés, ceux dont les besoins énergétiques les plus élevés ont été observés sont le chocolat, le sucre, les céréales pour petit-déjeuner, le café instantané, la viande de bœuf, le porc fumé et cuit et les spiritueux distillés. En outre, les process agroindustriels comme le fractionnement des aliments de base en quantités massives d'ingrédients pour produire différents aliments ultra-transformés sont très exigeants en énergie (Fradet et Rock, 2020).

Vraisemblablement, la production de sucre et la production de viande ainsi que de produits laitiers sur le territoire de Durban impliquent des externalités négatives pour le territoire. Cependant, les agroindustriels sont peu transparents sur l'impact environnemental de leurs activités et très peu d'études sont menées à ce sujet, encore moins localement.





David M. Kemp

Anton Lembede
Law, P.C.

LA MULTIPLICATION DES SUPERMARCHÉS ÉNERGIVORES ET SOURCES DE DÉCHETS

LA GRANDE DISTRIBUTION, MAJORITAIRE À DURBAN, SOURCE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

Les supermarchés se partagent désormais au moins 50 % à 60 % des ventes de produits alimentaires en Afrique du Sud, la majorité de cette croissance ayant eu lieu après 1994 (D'Haese et Van Huylenbroeck, 2005).

Traditionnellement, les populations les plus pauvres se nourrissaient de ce qu'elles produisaient mais dorénavant en moyenne 40 % des aliments de leur régime alimentaire proviennent des supermarchés (Deloitte, 2016). En effet, les supermarchés, bien que davantage implantés dans les zones urbaines, attirent autant les populations urbaines que rurales (Drysdale et al, 2019). Deux chercheurs belges ont montré dans une étude scientifique que la majorité des habitants des communautés rurales et pauvres du Transkei dans la province de KZN achètent une partie importante de leurs produits alimentaires dans les supermarchés plutôt qu'auprès des commerces et agriculteurs locaux (D'Haese et Van Huylenbroeck, 2005).

Si cet essor des supermarchés a permis d'améliorer l'accès à l'alimentation en termes de prix, de quantité et de variété - dont la qualité nutritionnelle est contestable, les effets sur l'environnement sont conséquents. Cela a conduit à une plus forte consommation de produits emballés, ultra-transformés et importés dont l'empreinte carbone est bien plus élevée que les produits frais, locaux et traditionnels vendus par les petits producteurs et commerçants locaux. En outre, ce système génère des quantités très importantes de déchets plastiques et de pertes et gaspillages alimentaires qui sont à ce jour très peu valorisés.

UN MODÈLE DE DISTRIBUTION MAJORITAIRE SOURCE DE GASPILLAGE

95 % du gaspillage alimentaire en Afrique du Sud a lieu lors du transport, du stockage, de la transformation et de la distribution. Les principaux aliments gaspillés ou jetés sont pour 44 % des fruits et légumes, 26 % des céréales, 15 % de la viande et des produits laitiers et 13 % des racines et des huiles (WWF, 2017). L'étape de la distribution est la plus impactante en termes de gaspillage puisqu'on estime qu'elle est responsable de 20 % des pertes de nourriture. En comparaison, en France, les pertes durant la distribution représentent 14 % du total des pertes. Les principales raisons mises en avant sont notamment la gestion des rayons, les prévisions de vente et le manque de circuits de valorisation (ADEME, 2016).

Les fast-food et les coffee shop durbanais sont majoritairement des grandes chaînes américaines (KFC, McDonald's, Burger King, Starbucks, Subway, Domino's Pizza, Pizza Hut, etc.) à l'exception de Hungry Lion, qui est une chaîne d'Afrique du Sud et qui possède 17 restaurants dans la province KZN (Reardon et al., 2020). Tout comme les supermarchés, les fast-food sont une source de déchets et de gaspillage alimentaire.

LES COMMERCEs TRADITIONNELS, FORMELS ET INFORMELS MOINS IMPACTANTS

Les petits commerces de rue qu'ils soient formels ou informels qu'on appelle "Spaza Shop" sont très nombreux à Durban et jouent un rôle majeur dans la distribution alimentaire. Leur taille réduite limite leurs impacts environnementaux car ils sont moins consommateurs d'énergie (ils ne sont pas climatisés par exemple) et ils ne génèrent pas spécifiquement de flux routiers importants.

En revanche, ils commercialisent très peu de denrées locales et ne favorisent pas spécialement les circuits de proximité. L'essentiel de leur offre provient des chaînes alimentaires agroindustrielles qui consiste en des produits secs et des produits ultra-transformés et sur-emballés : farine de blé, cookies, chips, snack, cakes, tartes, nouilles, jus de fruits, sodas, etc.) (Reardon et al, 2020).

Les vendeurs de plats cuisinés dans la rue proposent des aliments plus frais et cuisinés mais ils ne sont pas pour autant moins emballés car ils utilisent des boîtes et sacs plastiques jetables. La vente en vrac sur les étals des marchés, notamment de fruits et légumes, est effectivement plus durable d'un point de vue environnemental, à condition que les consommateurs utilisent leurs propres emballages réutilisables.

À l'inverse des fast food et des supermarchés, les vendeurs de rue ne produisent que peu de déchets. D'une part, les quantités qu'ils mobilisent sont beaucoup moins importantes que celles des grandes enseignes. D'autre part, comme le souligne Richard Dobson, cofondateur de l'association Asiye eTafuleni, le fait que les repas soient préparés en fonction de la demande n'induit qu'un taux minime de gaspillage car les vendeurs "ne peuvent pas se permettre" de gaspiller des aliments (Dobson, 2020).

DES PRODUITS BIO PRINCIPALEMENT DISPONIBLES DANS LES SUPERMARCHÉS ET SOUVENT IMPORTÉS

La distribution de produits bio est encore très anecdotique en Afrique du Sud (FiBL & IFOAM, 2019). Si des produits biologiques sont proposés dans la plupart des petites, moyennes et grandes surfaces sud-africaines,

ils sont en partie importés de l'étranger. Cependant, les données sur la distribution du bio dans le pays et en particulier dans la province de KwaZulu-Natal sont difficiles à identifier. Il est notamment très difficile d'estimer le nombre de magasins biologiques spécialisés. À proximité de Durban, la présence de magasins Wellness Warehouse est à noter, une enseigne créée en 2007 qui compte 34 magasins dans le pays et dont l'offre est composée de produits bio certifiés SAOSO issus de petits producteurs. Les supermarchés Woolworths et Pick n Pay proposent aussi des produits bio tout comme d'autres petites épiceries. Par ailleurs, des marchés de produits bio et locaux tendent à se développer mais principalement dans les quartiers riches de la métropole comme le marché hebdomadaire de l'Institut Français ou le Shongweni Framer's Market.



ZOOM - LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DU SUD

En Afrique du Sud, environ 1/3 de la production annuelle du pays finit à la poubelle (Consumer goods council, 2019).

Sur la totalité des produits destinés à la consommation humaine, ce sont près de 34 % qui sont gaspillés, en majorité des fruits et légumes (FAO et al, 2020 et Von Bornmann, 2019), principalement avant l'étape de la consommation alimentaire dans les ménages.

Réduire le gaspillage alimentaire pourrait contribuer à améliorer la sécurité alimentaire du pays mais aussi à limiter l'empreinte carbone du système alimentaire où les aliments gaspillés représentent en moyenne 3,3 milliards de tonnes de CO₂ par an. En outre, le gaspillage alimentaire est une perte en termes de croissance économique, d'économie circulaire et de ressources en argent, en eau et en énergie qui sont nécessaires pour éliminer les déchets alimentaires. La métropole d'eThekweni accueille le deuxième plus grand township du pays avec une population estimée à près de 2,5 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire qui chaque jour doivent composer avec la difficulté à accéder à de la nourriture et encore plus à des produits sains. Malgré l'importance du gaspillage au niveau du système alimentaire et les enjeux de sécurité alimentaire, peu d'actions sont mises en œuvre.

Pourtant, les études et rapports se multiplient pour démontrer l'impact que la réduction du gaspillage alimentaire pourrait avoir non seulement pour améliorer le système alimentaire de manière globale, mais aussi en matière de sécurité alimentaire, de développement de l'économie agricole, ou encore d'emplois. La prévention des pertes post-récolte constitue par exemple une opportunité remarquable d'accroître la sécurité alimentaire nationale, de développer l'économie agricole et de maximiser l'efficacité de l'utilisation des ressources (FAO et al, 2020).

TRÈS PEU D' ACTIONS DE LA PART DES AGROINDUSTRIELS ET DES DISTRIBUTEURS

L'ONG WWF a réalisé une étude auprès des principaux industriels et distributeurs agroalimentaires d'Afrique du Sud, les résultats indiquent que la majorité se sent concernée par le gaspillage et reconnaît qu'il s'agit d'un problème majeur au sein de leur compagnie. 86 % des répondants disent fixer des objectifs et avoir des politiques actives pour la réduction du gaspillage alimentaire. Cependant, ce sondage a également mis en lumière de nombreux problèmes : manque d'informations sur le sujet au sein de la compagnie par manque de collecte de données, exigences des grands distributeurs mais aussi des consommateurs envers des produits conformes et "beaux" (WWF, 2017). Certaines enseignes se sont néanmoins engagées vers une meilleure durabilité environnementale comme le groupe sud-africain Massmart qui a mis en place des actions de réduction et de recyclage de ses déchets mais aussi de redistribution des surplus de nourriture pour limiter le gaspillage alimentaire.

UNE MISE À L'AGENDA POLITIQUE MAIS ENCORE PEU D' ACTIONS CONTRAIGNANTES

Si le pays commence à afficher dans son agenda politique la problématique du gaspillage alimentaire (l'Objectif du Développement Durable (ODD) des Nations Unies vise à réduire le gaspillage alimentaire de 50 % d'ici 2030), peu d'actions contraignantes sont mises en œuvre. Des accords volontaires ont été conclus entre les différentes parties prenantes (fermiers, distributeurs et commerçants) et l'État a mis en place un programme incitatif pour la réduction du gaspillage alimentaire dont les effets sont peu significatifs (James, 2020). À l'échelle de la métropole d'eThekweni, très peu de projets concernant cet enjeu existent, illustrant le décalage entre les objectifs fixés et les activités réelles sur le terrain.

DES ACCORDS VOLONTAIRES POUR RÉDUIRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

En octobre 2019, l'Afrique du Sud a organisé un atelier multi-acteurs visant à encourager la collaboration entre le gouvernement, les ONG, les organisations à but non lucratif ainsi que les agroindustriels à lutter contre le gaspillage alimentaire. Cette démarche a abouti à un accord volontaire en 2020 dont l'ambition est de tenir les ODD pour lesquels s'est engagée l'Afrique du Sud, dont la réduction de la moitié du gaspillage alimentaire d'ici 2030. Cet accord permet d'agir à plusieurs niveaux concernant le gaspillage alimentaire : cartographier les zones sensibles en Afrique du Sud, la mise en place d'un rapport de suivi pour les signataires de l'accord et le développement d'un pôle sud-africain de connaissances sur le gaspillage alimentaire. De plus, le gouvernement a approuvé en 2020 une nouvelle stratégie nationale pour la gestion des déchets 2020 (National Waste Management Strategy 2020). Cette stratégie devrait permettre de mieux orienter les décisions et actions du gouvernement en faveur de l'économie circulaire (South African Government, 2020).

LE TRI DES DÉCHETS, ABSENT DES POLITIQUES PUBLIQUES

Il n'existe à ce jour pas de tri organisé des déchets et la majorité des déchets organiques (restes alimentaires, etc.) qui pourraient être valorisés en compost ou en biogaz sont aujourd'hui stockés en déchetterie. Quelques initiatives isolées tentent de revaloriser les déchets agroalimentaires, notamment aux étapes de distribution et consommation. Le secteur informel est également actif dans la récupération des invendus auprès des distributeurs notamment. Ses travailleurs de l'économie informelle appelés "biffin" ou "waste picker" collectent les déchets destinés à être jetés pour les réutiliser ou les recycler avant de les revendre. Certaines initiatives à la marge tentent de les intégrer au marché formel de l'emploi en développant de nouvelles relations équitables pourvoyant un salaire décent. En revanche, les autorités publiques n'ont pas mis en place de réelle stratégie pour favoriser le tri des déchets et leur recyclage.

PEU DE REVALORISATION DES DÉCHETS ORGANIQUES À DURBAN

À Durban, un projet de tri à la source avait émergé pour les déchets plastiques et papiers mais a échoué du fait de problèmes de corruption qui ont fait scandale dans la presse. Il n'existe pas non plus de véritables politiques et initiatives favorisant le compostage (James, 2020). S'il existe des initiatives privées de compostage en Afrique du Sud comme la société Ywaste, Earth Probiotic ou Oricol, il ne semble pas y avoir de projets de recyclage ou de compostage à Durban et aux alentours.

DES CONSOMMATEURS PEU SENSIBLES AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

La consommation de viande transformée a augmenté de 45,8 % depuis 1994 (Von Bornmann, 2019).

DES CHOIX DE CONSOMMATION DE MOINS EN MOINS DURABLES

Traditionnellement, le maïs est crucial pour l'économie sud-africaine et la sécurité alimentaire des habitants en constituant la forme la plus importante de glucides pour l'alimentation humaine et animale. Depuis les années 70, la consommation de maïs est pourtant en diminution constante au profit d'aliments carnés, importés et ultra-transformés.

En effet, la consommation de poulet, de bœuf, d'agneau et de porc augmente. Cette évolution a des répercussions sur l'environnement puisque les protéines animales nécessitent beaucoup plus de terres et de ressources en eau pour être produites et sont également associées à des émissions de GES plus élevées. De même, la demande pour les aliments transformés s'accroît alors que leur production nécessite plus d'énergie et d'eau que les céréales complètes, les fruits et les légumes pourtant plus riches d'un point de vue nutritionnel (Von Bornmann, 2019).

LES PRODUITS BIO, UN MARCHÉ DE NICHE RÉSERVÉ AUX MÉNAGES AISÉS ET INFORMÉS

Un panier de bien alimentaire sain peut coûter près de 65 % plus cher que la malbouffe (Von Bormann, 2019). Peu de consommateurs sud-africains ont les moyens de consommer des produits sains, locaux, bio et plus généralement de qualité (Von Bormann, 2019). Une offre alimentaire plus saine d'un point de vue nutritionnel, sanitaire et environnemental existe mais elle s'adresse à un public averti et aisé financièrement.

D'autre part, les consommateurs de Durban sont peu sensibilisés à l'importance d'acheter des produits bio et locaux pour l'environnement mais aussi pour la société (Rodriguez, 2020).



Nous n'avons pas suffisamment de marchés ni de marchés de producteurs locaux à Durban. Les gens ne comprennent pas les bienfaits de l'agriculture biologique et de son mode de culture sans pesticides ni fertilisants chimiques. Il nous reste encore beaucoup d'éducation à faire auprès de la population".

Rosemary Rodriguez, coordinatrice du groupe de femmes WAVE (Women Adding Value to the Economy)

UNE CONSOMMATION DE VIANDE IMPORTANTE ANCRÉE DANS LES TRADITIONS CULINAIRES DU PAYS MAIS CONCURRENCÉE PAR LA VIANDE INDUSTRIELLE

Les Sud-Africains sont en général friands de viande bouchère que l'on retrouve dans la plupart de la culture culinaire locale comme l'illustre bien le Braai (un barbecue). Tous les plats emblématiques du territoire sont à base de viande : Boerewors (saucisse épicée), le Biltong (viande séchée), le Pap (purée de millet), le Chakalaka (plat de crudités épicées), le Potjiekos (ragoût de viande), le Vetkoek (un petit pain garni sucré), Bunny Chow (sandwich au curry et viande), etc.

Dans la province de KwaZulu-Natal, il existe un réseau important de production, transformation et distribution de viande. Cependant, avec l'arrivée massive des aliments ultra-transformés, la viande bouchère est beaucoup moins compétitive face aux bas prix de la viande industrielle. Les ménages aux faibles revenus qui n'ont souvent pas les moyens de se procurer de la viande de qualité mais ont les moyens de consommer la viande industrielle qui est plus abordable (Jaiya, 2020). La gastronomie et l'identité culinaire locale est tellement basée sur des repas à base de viande qu'il est compliqué de rendre désirables des repas végétariens dans les cantines par exemple (Worth, 2020). Cependant, les options végétariennes se développent lentement dans la restauration et certains commerces.

©Let's Food



LES MÉNAGES SUD-AFRICAINS SONT RESPONSABLES DE 5 % DE L'ENSEMBLE DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Les consommateurs sud-africains ont tendance à limiter le gaspillage alimentaire. Avec 6 % de la population en situation d'insécurité alimentaire, le gaspillage alimentaire au niveau de la consommation est un "luxe" réservé aux populations plus aisées. Puisque 5 % du gaspillage alimentaire concerne la consommation, la problématique est moins visible par les citoyens. Cela équivaut pourtant à 210 kg de nourriture par personne et par an. Cette problématique n'est donc pas mise à l'agenda aujourd'hui (James, 2020). Une sensibilisation serait nécessaire pour limiter le gaspillage alimentaire des consommateurs avec des actions éducatives pour aider à améliorer la compréhension de l'usage des emballages, des dates de péremption ou encore la cuisson et le stockage des aliments. La responsabilité sociale et environnementale des choix des consommateurs mais aussi de l'offre alimentaire est très peu prise en compte dans les politiques publiques (WWF, 2017).

”

Les consommateurs sont moins responsables du gaspillage alimentaire en Afrique du Sud que dans d'autres régions du monde plus développées. Avec une part importante de la population à faibles revenus qui se bat pour survivre et juste mettre un morceau de pain sur la table pour la famille à la fin de la journée, le gaspillage alimentaire est loin dans leur liste de priorités.”

Paul James, directeur de LUMEC

©Let's Food



LIMITER LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU SYSTÈME ALIMENTAIRE - LES SOLUTIONS LOCALES

Sensibiliser et former les agriculteurs à des pratiques culturales plus respectueuses des ressources et des écosystèmes

MGUNDENI - UNE COMMUNAUTÉ RURALE ENGAGÉE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE DURABLE

La communauté rurale Mgundeni dans la province de KwaZulu-Natal a mis en œuvre un programme innovant d'agriculture durable renforçant à la fois leur écosystème ainsi que leur résilience économique. Accompagnés par l'ONG WWF, les producteurs ont mis en œuvre des pratiques agro-écologiques pour la gestion de leurs troupeaux de moutons, vaches et chevaux afin de préserver leurs terres et d'éviter le surpâturage. En 2009, la communauté Mgundeni a été la première du pays à signer un accord pour la conservation de la biodiversité sur leurs terres, commençant par 124 hectares avant d'atteindre 455 hectares en 2019. Outre les pratiques agricoles plus durables et une meilleure attention et préservation de la biodiversité, notamment des oiseaux, les habitants ont amélioré leurs revenus économiques. Grâce aux surplus de leur bétail aux enchères et en diversifiant leurs activités (plantation de bois pour la vente), ils ne dépendent plus des aides sociales. La qualité de l'eau s'est aussi améliorée car les habitants et les troupeaux vivent désormais plus loin de la ressource en eau. L'engagement de la communauté et le développement de partenariat avec des associations et universités en font un bel exemple d'agriculture durable et de résilience.

MUNICIPALITÉ D'ETHEKWINI - FORMER LES AGRICULTEURS À L'AGRO-ÉCOLOGIE

L'unité d'agro-écologie de la municipalité est dédiée à l'agriculture locale et au renforcement des pratiques écologiques pour un système alimentaire plus durable. Au sein de la métropole, le service soutient près de 426 petits agriculteurs qui cultivent principalement dans des jardins communautaires de 1 hectare, 2 ou 3 hectares maximum. Au sein des 7 agri-hub de la collectivité, des techniciens accompagnent les producteurs et les encouragent à des pratiques issues de la permaculture. La municipalité encourage ainsi les petits producteurs à avoir des pratiques plus respectueuses des écosystèmes mais aussi qui représentent une meilleure indépendance au système agroindustriel.

BIOMIMICRY SA - UN CENTRE DE FORMATION ET DE PROMOTION À L'AGRICULTURE RÉGÉNÉRATRICE

S'inspirer de la nature pour rendre nos modes de vie et nos écosystèmes plus résilients : c'est ce que propose Biomimicry SA à travers les principes du biomimétisme. Les Biomimicry Center for Regenerative Living, tel que celui de la province de KwaZulu-Natal, sont conçus comme des laboratoires vivants du biomimétisme. À travers une approche pluridisciplinaire, on cherche à y inventer des communautés résilientes aussi bien dans les domaines de l'agriculture, de l'habitat, de la santé ou encore de l'éducation. Ces centres proposent de nombreux programmes de formation, de conférences ou d'ateliers pour tous les publics, afin d'acquérir les bases du biomimétisme et expérimenter collectivement ces nouvelles approches. Les principes de l'agriculture régénératrice y sont notamment enseignés à travers des séjours d'immersion dans des fermes cultivées en permaculture. Par ces initiatives, Biomimicry SA cherche à montrer que les solutions innovantes aux grands défis environnementaux, sociaux et économiques actuels, sont à chercher dans la nature.

Faciliter la commercialisation de produits sains et écologiques

THE VEG BOX COMPANY - LIVRAISON DE PANIERS LOCAUX ET DURABLES

The Veg Box Company est une plateforme de commande en ligne de produits alimentaires locaux et qui offre un service de livraison à domicile de paniers avec des produits frais : légumes, viande, produits laitiers, œufs, etc. Certains sont directement issus de la ferme Firle Farm à 140 km de Durban et poussent sans produits chimiques en respectant le rythme des saisons. Les autres produits sont issus de fermes locales. Cela permet en effet une traçabilité des produits pour une meilleure qualité mais aussi un soutien des agriculteurs locaux. Sur le site internet, des recettes sont proposées et peuvent donner des idées pour inclure davantage les légumes de saison dans l'alimentation du quotidien. L'entreprise effectue des livraisons dans la province de KZN dans les secteurs de Pietermaritzburg au Nord-Ouest de Durban.

SHONGWENI FARMER'S MARKET - UN PETIT MARCHÉ BIOLOGIQUE

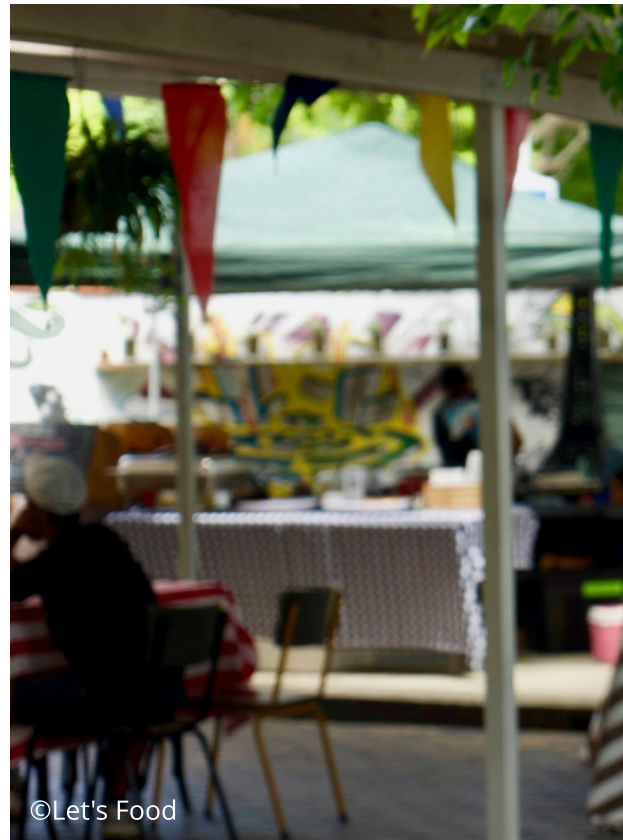
Shongweni Farmer's Market est un petit marché du dimanche situé en périphérie de Durban qui a émergé il y a une vingtaine d'années et qui propose quelques produits locaux et bio. Il s'agit avant tout d'un lieu convivial qui rassemble les gens autour de l'agriculture et de l'alimentation biologique. On y trouve quelques fruits, légumes, produits locaux typiques mais aussi des spécialités culinaires du monde entier (falafel, baklava, viennoiseries, fromages, etc.) et des outils et techniques pour cultiver un petit bout de jardin. Il est surtout prisé par des familles aisées qui y viennent prendre un petit déjeuner et se balader.



©Let's Food

MORNING TRADE MARKET - LE MARCHÉ HEBDOMADAIRE DE L'INSTITUT FRANÇAIS

Le morning trade market est un marché dominical situé dans un quartier riche de Durban qui met en avant les producteurs locaux et les produits bio. On y retrouve une dizaine de stands avec par exemple des fruits et légumes bio locaux de green camp gallery mais aussi des produits transformés du groupement de femmes WAVE. Il s'agit d'un lieu convivial où il est possible de se restaurer et de passer son dimanche matin.



©Let's Food

WOOLWORTHS - UN SUPERMARCHÉ ENGAGÉ DANS UNE DÉMARCHE PLUS ENVIRONNEMENTALE

Woolworths est une chaîne de magasins d'alimentation en Afrique du Sud proposant des produits de qualité. L'enseigne est largement présente à Durban et met l'accent sur des produits sains, locaux et bio ainsi que sur ses engagements environnementaux, en particulier en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire. L'enseigne s'approvisionne par exemple en partie auprès de la Fair Food Company à Durban. Elle a aussi fait appel en 2015 à l'ONG WWF pour mener une étude sur la chaîne de production de Woolworths dans le but de limiter le gaspillage alimentaire. L'enseigne tente ainsi de réduire les emballages et de donner des informations claires sur les emballages concernant la conservation et le tri. Woolworths est aussi engagée auprès d'organisations caritatives pour lesquelles elle réalise des dons alimentaires et auprès des petits producteurs en promouvant l'agriculture durable. Les magasins de l'enseigne visent à ce que 95 % de leurs déchets n'aillent pas en décharge, mais soient dirigés vers d'autres usages tels que le compost ou bien l'énergie (WWF, 2017).



PICK N PAY - UN SUPERMARCHÉ QUI CONTRIBUE À LA DIFFUSION D'UNE OFFRE LOCALE ET BIO

Pick n Pay est une enseigne de distribution alimentaire en Afrique du Sud. Elle est particulièrement impliquée dans l'approvisionnement local puisque près de 95 % des produits frais proposés dans ses magasins proviennent de producteurs d'Afrique du Sud. L'enseigne travaille notamment en collaboration avec la Fair Food Company afin de s'approvisionner auprès des producteurs locaux. Elle a aussi mis en place plusieurs initiatives pour l'association Feed the Nation afin de venir en aide aux personnes en difficultés financières ainsi qu'une démarche de durabilité de la chaîne d'approvisionnement jusqu'à la vente.

Encourager la consommation responsable

NATIONAL SCHOOL NUTRITION PROGRAM - APPROVISIONNEMENT DURABLE DES CANTINES SCOLAIRES DE DURBAN

La municipalité d'eThekweni prend en charge l'approvisionnement des écoles en denrées alimentaires. Des contrats de 3 ans ont été mis en place avec des agriculteurs locaux pour approvisionner en partie les cantines. Afin de rendre possible cet approvisionnement auprès de petits producteurs émergents, la municipalité a mis en place des mesures d'accompagnement. Ainsi, la municipalité accompagne près de 400 producteurs en leur fournissant des formations adaptées afin de développer des techniques respectueuses de l'environnement, issues de la permaculture. La municipalité achète leurs productions afin de fournir aux écoles des légumes frais et biologiques. Des contrats ont été signés avec des groupes de femmes et petites entreprises pour un approvisionnement plus local qui permettent à la fois de jouer sur la dimension sociale (autonomisation économique des communautés locales) mais aussi sur la dimension environnementale (modes de production respectueux de l'environnement, circuit-court). Un espace sur le marché des produits frais est dédié à la collecte, la découpe et le conditionnement des produits frais à distribuer dans les écoles.

SLOW FOOD DURBAN - UN MOUVEMENT CITOYEN EN FAVEUR DE L'ALIMENTATION DURABLE

“Slow Food” est un mouvement international qui s’est construit en réaction à la malbouffe et aux fast food afin d’encourager les citoyens à prendre conscience de leur nourriture, de sa provenance, de son goût et de la façon dont les choix alimentaires affectent le reste du monde (Slow Food, 2020).

Un engagement spécifique est porté sur les produits de saison et issus de producteurs locaux et sur la convivialité des repas. Dans la ville de Durban, en Afrique du Sud, le mouvement a commencé en juillet 2017 avec l’organisation du “Slow Meat Festival” qui regroupait 10 chefs cuisiniers locaux pour une compétition culinaire. Après une pause de deux ans, le mouvement a repris de l’ampleur grâce à un atelier sur la permaculture organisé en 2019. Ce workshop a été impulsé par deux amis qui souhaitaient montrer que les légumes pouvaient pousser n’importe où. Pour l’occasion, ils ont investi un espace non utilisé sur le terrain d’une piscine municipale, qu’ils ont transformé en potager luxuriant. Le mouvement n’en est qu’à ses débuts mais semble très prometteur, rassemblant les citoyens de Durban autour d’une même passion : l’alimentation durable.

Lutter contre le gaspillage alimentaire et valoriser les déchets organiques

MASSMART - UN SUPERMARCHÉ QUI S'ENGAGE EN FAVEUR D'UNE GESTION PLUS DURABLE DES DÉCHETS

Massmart est un groupe de grande distribution sud-africain présent à Durban et dans la région de KwaZulu-Natal. L’enseigne a pris des mesures pour réduire ses déchets et pour recycler ses emballages, en particulier les emballages plastiques, mais aussi pour inciter les consommateurs à faire de même avec des bacs de tri présents dans les magasins. Cette démarche est axée sur trois engagements :

- réduction et recyclage des emballages notamment les sacs plastiques et les cartons
- redistribution de la nourriture à des banques alimentaires comme Food Forward
- réutilisation des surplus et pertes en nourriture pour les animaux avec des produits dont la date de péremption est expirée ou bien des produits organiques ne pouvant plus être vendus.

L’entreprise s’est aussi engagée pour une meilleure durabilité environnementale de ses magasins au travers d’actions sur l’efficacité énergétique et l’optimisation du matériel. Ses actions se poursuivent également au niveau des économies de ressources en eau via la récupération des eaux de pluie pour les systèmes de refroidissement des usines par exemple.

BAOBAB - UN TIERS LIEU FAVORISANT L'ENTREPRENEURIAT AUTOUR DU RECYCLAGE

Baobab est un tiers-lieu inauguré à Durban en décembre 2020 avec le soutien de la Fondation The Maker Space et Veolia. Il s'agit d'un tiers-lieu basé sur le principe d'économie circulaire avec comme slogan " Upcycling the future " qui promeut la réduction des déchets tout en créant des emplois verts. Son programme, intitulé *Zero Waste*, est par exemple destiné à sensibiliser les citoyens aux défis environnementaux et en particulier à la question des déchets, dont le gaspillage alimentaire. Baobab cherche à favoriser l'éco-conception et la prévention des déchets. L'ambition de Baobab d'ici à 2023 est de former 300 femmes et jeunes sans emploi aux technologies du recyclage tout en contribuant à l'autonomisation de 30 entrepreneurs. Sur la même période, l'établissement devrait transformer 30 000 kg de déchets en produits utiles et toucher 30 000 visiteurs et participants au sein de ses programmes (Baobab, 2020).

ENACTUS - UN PROJET DE VERMICOMPOST

À Pietermaritzburg, une équipe d'étudiants du réseau ENACTUS est en train de mettre en place un projet de collecte des déchets alimentaires auprès des professionnels afin de produire du vermicompost, qui serait ensuite redistribué aux producteurs locaux pour fertiliser leurs sols. Ce projet de Vermicompost vise aussi à apprendre aux paysans et aux détaillants comment recycler leur matière organique pour produire du compost. L'objectif est de réduire les émissions de gaz à effet de serre, tel que le CO₂, émis dans les sites de décharge en recyclant les déchets organiques et en les transformant en une véritable ressource.

Ce projet est mené par Enactus UKZN mais des employés seront responsables de la collecte des matières organiques chez les agriculteurs et de la production du compost. Cela permettra ainsi de favoriser l'emploi et de pérenniser l'initiative.



©Let's Food

PLASTICS PACT SOUTH AFRICA - UN PACTE EN FAVEUR DE LA RÉDUCTION ET DU RECYCLAGE DU PLASTIQUE

Depuis janvier 2020, le *Plastic Pacts* cherche à répondre aux problématiques liées à la production et à la consommation des matières plastiques en Afrique du Sud, telles que la dégradation et la pollution des ressources naturelles ou l'augmentation des volumes de déchets. Ce pacte rassemble des acteurs-clés du secteur dans le but de transformer durablement la production et la consommation des matières plastiques : industriels, grande distribution, pouvoirs publics, organisations non-gouvernementales, etc. Il comprend une feuille de route et des actions collectives qui vont être mises en place jusqu'à 2025. Les actions prévues incluent le développement d'un guide pour réduire l'usage des emballages plastiques et prévoient la conception d'emballages plastiques réutilisables et recyclables. En répondant à plusieurs objectifs du développement durable, le pacte tend vers la mise en place d'une économie circulaire efficiente, créatrice d'emplois et respectueuse de l'environnement. Fin 2020, 25 organisations sont signataires du pacte (WWF, 2020).



LES SOLUTIONS SONT-ELLES À LA HAUTEUR DES ENJEUX ?

DANS UNE SITUATION OÙ L'AGRICULTURE EST DE PLUS EN PLUS VULNÉRABLE, LES POLITIQUES AGRICOLES LOCALES DOIVENT FAVORISER LES PRATIQUES AGRO-ÉCOLOGIQUES ET SENSIBILISER LES CONSOMMATEURS À L'ALIMENTATION DURABLE

Durban et sa région bénéficient de conditions pédoclimatiques favorables à l'agriculture qui lui permettent de réaliser 30 % de la production agricole du pays. Malgré des productions agricoles diversifiées (céréales, fruits et légumes, légumineuses, élevage divers, etc.), la grande majorité des terres sont cultivées selon un modèle de ferme destiné aux exportations qui n'est pas corrélé aux besoins alimentaires de la population. Hyper spécialisée, cette agriculture se caractérise par la culture de la canne à sucre, majoritaire dans la province de KZN, qui s'accompagne d'un labourage intensif des terres et de produits chimiques visant à intensifier les rendements sur des exploitations de très grande taille. La majorité des agriculteurs sont des petits producteurs aux productions diversifiées et aux pratiques plus durables et respectueuses de l'environnement mais ils n'occupent qu'une part très limitée des terres.

L'agriculture bio et l'agro-écologie sont extrêmement minoritaires et peinent à se développer, faute de soutien étatique d'adéquation aux marchés et de moyens financiers et humains pour changer de système de production. Le gouvernement doit réorienter le soutien à l'agriculture industrielle vers de nouveaux modèles de production plus durables.

KwaZulu-Natal est pourtant l'une des régions d'Afrique du Sud les plus vulnérables aux effets du changement climatique et des moins bien classées en termes de stratégies d'adaptation.

L'agriculture de ferme sud-africaine devra donc évoluer vers plus de durabilité pour s'adapter à l'érosion croissante des sols et aux changements climatiques, en particulier aux sécheresses qui menacent les récoltes et la gestion des troupeaux. Face à ce constat, certaines alternatives de la part des producteurs émergent et la municipalité d'eThekweni met en place des programmes ambitieux pour favoriser l'agriculture durable au travers de son unité d'agro-écologie.

Une minorité d'entreprises agroindustrielles maîtrisent l'essentiel de la transformation et de la distribution alimentaire du territoire. La transformation du sucre et de la viande, majoritaires à Durban, implique des externalités négatives sur l'environnement. Par ailleurs, l'approvisionnement alimentaire des habitants dépend en majorité des chaînes longues et d'importations d'aliments hautement transformés et suremballés. Les impacts sur l'environnement sont nombreux : surconsommation des ressources en eau, énergie, emballages mais aussi les rejets de polluants, de déchets et de GES.

Le gaspillage alimentaire est l'une des principales externalités négatives du système alimentaire, contribuant à augmenter son empreinte carbone et écologique avec en moyenne 3,3 milliards de tonnes de CO₂ émises par an à l'échelle nationale. Les initiatives des acteurs privés ou publics sont porteuses d'espoirs mais encore loin d'assurer les engagements ambitieux du pays à l'international (- 50 % d'ici 2030).

Les consommateurs sud-africains sont limités par leur pouvoir d'achat mais aussi fortement influencés par le régime alimentaire mondialisé, riche en produits carnés, industriels et suremballés qui les éloignent des productions alimentaires locales et traditionnelles. Les quelques alternatives aux circuits d'approvisionnement conventionnels comme la livraison de paniers, les marchés de producteurs ou les épiceries bio et locales restent encore largement anecdotiques. Sensibiliser les consommateurs aux impacts environnementaux de leurs choix alimentaires devient crucial, autant pour leur santé, l'environnement que pour le maintien d'une agriculture locale et diversifiée.

NANTES MÉTROPOLE - TRANSFORMER DES FRICHES EN TERRES PRODUCTIVES POUR L'ALIMENTATION LOCALE

Nantes, France

En raison à la fois de la hausse des prix des terrains due à des pratiques spéculatives combinées à un étalement urbain important et à une forte croissance démographique, les friches agricoles se sont multipliées à Nantes dans les années 1980 et 1990. En 2009, une étude réalisée par Nantes Métropole et la Chambre d'agriculture a mis en évidence entre 1 500 et 2 000 hectares de terres agricoles potentielles. 133 sites prioritaires ont été identifiés sur le territoire pour près de 1 900 ha visant à être défrichés et ainsi revalorisés. Ces territoires ont été expertisés grâce à près de 300 réunions partagées entre Nantes métropole, la Chambre d'agriculture, les communes et les différents acteurs locaux dont les propriétaires. Cette approche a donné des résultats impressionnants : 450 ha ont été défrichés et re-cultivés sur 51 sites différents. Depuis 2014, cette politique a permis à la Métropole d'accompagner le défrichage de 70 ha, de soutenir 34 installations agricoles (dont 18 nouveaux projets en agriculture biologique) et de subventionner à hauteur de 434 000 euros l'installation agricole. Cette action a directement profité à de nombreuses exploitations qui se sont diversifiées, restructurées en accueillant de nouveaux partenaires ou qui se sont maintenues grâce à la réduction significative des coûts de défrichement.

RÉSEAU DES INITIATIVES AGRO-ÉCOLOGIQUE AU MAROC - MARCHÉS PAYSANS

Maroc

Le RIAM est un réseau d'acteurs dont l'objectif est de mettre en lumière les initiatives et faciliter la coopération territoriale pour encourager la transition agro-écologique. En collaboration avec le CIRAD, le RIAM a initié une démarche de création de marchés paysans, associée à la mise en place d'un label "agro-écologie" sur le principe du système participatif de garantie. Au travers de ces marchés paysans, le RIAM souhaite encourager une agriculture plus respectueuse de l'environnement, tout en démocratisant et sensibilisant les consommateurs aux démarches "bio". Le nombre d'intermédiaires étant drastiquement diminué, les marchés permettent une meilleure rémunération pour les producteurs. Il en existe à ce jour 3 au Maroc.



©Let's Food

MANGEZ BIO ISÈRE

Grenoble, France

L'association de producteurs et productrices "Mangez Bio Isère" est née de la volonté de paysan-ne-s bio isérois-e-s d'approvisionner la restauration collective en produits issus de l'agriculture biologique en direct de leur ferme. L'association regroupe une cinquantaine de producteurs et transformateurs isérois, livrant leurs produits au sein d'établissements scolaire de cuisines centrales, de centres de loisirs ou de restaurants d'entreprise. Les restaurateurs responsables de cantines collectives contactent l'association afin d'élaborer un menu avec l'équipe de Manger Bio en fonction des produits disponibles. Les produits sont ensuite livrés, accompagnés de visuels ou d'une animation pour mettre en valeur le repas du jour.

NANTES MÉTROPOLE, LÉGUMERIE DE LA FÉE AU DUC

Nantes, France

Nantes Métropole a mis en place une légumerie au sein du lycée agricole de la commune de Saint-Herblain. Depuis 2015, "l'Atelier de la Fée au Duc" emploie des personnes en réinsertion professionnelle afin de laver, éplucher et découper les légumes locaux à destination des restaurants scolaires de la métropole. La légumerie facilite l'approvisionnement en produits bruts auprès de producteurs locaux (Lycée général et technologique agricole Jules Rieffel, 2018).



PAIN & PARTAGE

Marseille, France

Le réseau des boulangeries Solidaires Pain et Partage assure la fabrication de pains biologiques pour les associations caritatives, entreprises, écoles, crèches, la restauration collective, les groupements d'achat solidaire, etc. C'est également un chantier d'insertion qui propose des contrats de travail à des personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

SUPER HALLE D'OULLINS

Lyon, France

La Super Halle est un lieu multifonctionnel situé à Oullins, près de Lyon, qui vise à faciliter l'accès et à promouvoir les produits locaux issus d'une agriculture raisonnée. On distingue 3 espaces :

- Une épicerie avec des produits biologiques, du vrac, des produits locaux et artisanaux, des produits en circuit-court de producteurs de la région,
- Un restaurant-traiteur nommé " la Fabrique des Producteurs " proposant une cuisine fraîche, de saison, locale et responsable,
- Un magasin indépendant.

La Super Halle est une coopérative qui emploie 13 personnes. Le lieu propose également ponctuellement des événements de sensibilisation à l'alimentation durable.

AB EPLUCHE - LÉGUMERIE MUNICIPALE

Grenoble, France

AB Epluche est une entreprise créée par le soutien financier du programme européen LEADER en 2012. Il s'agit d'une légumerie qui transforme les fruits et légumes bio isérois à destination de la restauration collective. Les produits sont épluchés, découpés et prêts à être cuisinés. AB Epluche est porté par le Pays Voironnais, avec le soutien de Grenoble Alpes Métropole et du département de l'Isère.

LA GRANDE BARGE - BAR, RESTAURANT, ÉPICERIE DURABLE

Nantes, France

La Grande Barge est un bar-restaurant-épicerie géré par la coopérative "Le Début des Haricots". Il s'agit d'un lieu de rencontres et de partage, qui cherche à valoriser un système alimentaire durable. Grâce à un réseau de producteurs et de fournisseurs locaux, artisanaux et/ou en agriculture biologique, la Grande Barge propose une alimentation saine à ses clients. Le bar, situé sur L'Île de Nantes, organise différents types d'événements et animations. La coopérative souhaite aller plus loin en multipliant les lieux hybrides tels que "La Grande Barge" sur le territoire des Pays de Loire, en mettant lien les producteurs, les transformateurs, les acteurs locaux et les consommateurs. Elle a par exemple lancé le dispositif des "micromarchés". Il s'agit de minis marchés s'adressant principalement aux personnes en situation de précarité, leur fournissant des paniers bio/locaux à moindre coût et sans engagement.

En 2017, la SCIC Le Début des Haricots était composée de :

- 31 coopérateurs dont 4 salariés,
- 4 producteurs du réseau,
- 3 associations partenaires.

DÉFI ANNUEL FAMILLE À ALIMENTATION POSITIVE

Nantes, France

Le défi consiste à réunir des familles désireuses de modifier leurs pratiques alimentaires pour aborder ces questions de manière conviviale, permettre l'entraide et la motivation des uns et des autres. L'objectif poursuivi est ainsi de faire évoluer les habitudes d'achat et de consommation des ménages vers une alimentation équilibrée, bio, locale et de saison sans augmenter leur budget. Ce défi repose sur un programme pédagogique de 8 mois à destination des ménages, qui sont répartis en équipes. Une fois les équipes constituées, des temps forts sont organisés avec des professionnels : soirée de lancement, cours de cuisine, repas partagés, initiation au jardinage bio, visites de fermes, etc. Un suivi des achats alimentaires est également entrepris dans chaque équipe. Nantes Métropole propose chaque année un défi famille à alimentation positive. Le défi est animé par le groupement des agriculteurs biologiques de Loire Atlantique.

GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE - SCHÉMA DIRECTEUR DÉCHETS 2020-2030

Grenoble, France

Le schéma directeur déchets 2020-2030 a fixé 2 grands objectifs ambitieux pour 2030 : réduire de moitié la quantité d'ordures ménagères ; augmenter à 2/3 la part de déchets recyclés. Pour atteindre ces objectifs, le tri et la collecte des déchets seront favorisés afin de réduire de 3 000 tonnes de déchets alimentaires par an. Deux projets sont également en cours : la construction d'une usine de méthanisation afin de produire du biogaz à partir des déchets alimentaires et la mise en place d'une taxe pour inciter au recyclage et au compostage des déchets.

Zoom sur la collecte des déchets alimentaires

Grenoble-Alpes Métropole déploie la collecte séparée des déchets alimentaires sur son territoire. Pour cela la Métropole propose à ses habitants différents guides et livrets explicatifs. Après avoir expérimenté avec succès la collecte de déchets organiques dans deux quartiers de l'agglomération, la Métropole généralise progressivement le dispositif à l'ensemble du territoire. En 2020, 80 % du territoire métropolitain est concerné par la collecte des déchets alimentaires. L'objectif est d'atteindre 100 % d'ici 2022. Les déchets alimentaires collectés sont ensuite compostés ou utilisés pour la production de biogaz (usine en construction).

Zoom sur l'accompagnement au compostage individuel et collectif

La métropole met à disposition des composteurs individuels et collectifs ainsi que des lombricomposteurs gratuits dans les 49 communes du territoire. Plus d'une soixantaine de sites de compostage partagés permettent aux habitants de l'agglomération de valoriser leurs déchets alimentaires. 3 900 composteurs individuels ont été distribués en 2020. Un guide pratique et des formations sont proposés pour s'initier à ces pratiques.

Chapitre III

DURABILITÉ ÉCONOMIQUE

Le système alimentaire de Durban et sa province s'appuie-t-il sur un système économique inclusif favorisant la création d'emplois et réduisant les inégalités de pouvoir entre acteurs ?



LES IMPACTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

Le système alimentaire à l'échelle locale implique de nombreux acteurs sur chacun des maillons. Il génère également de la valeur, est créateur d'emploi et a un fort potentiel de valorisation des savoir-faire et traditions locales. Un système alimentaire économiquement et socialement durable peut être défini par un système qui : est créateur d'emplois durables et non délocalisables, pourvoit des conditions de travail favorables, favorise le développement des entreprises locales, favorise la fabrication de services ou produits durables permettant une réduction de l'empreinte environnementale, permet une répartition équitable de la valeur entre les différents acteurs de la chaîne alimentaire.

EMPLOI ET RÉPARTITION DES RICHESSES

LE SECTEUR AGRICOLE EN AFRIQUE DU SUD

DEUX AGRICULTURES COHABITENT

- **L'agriculture commerciale et industrielle**
 - Des fermes de grande taille (>100 ha et même entre 2000 et 10 000 ha).
 - Elles produisent des légumes, fruits céréales destinés aux chaînes d'approvisionnement nationales et à l'exportation.
 - Environ 35 000 fermiers qui fournissent la grande majorité des marchés alimentaires (près de 95 %) (Black, 2016).
- **L'agriculture de subsistance**
 - Des fermes de très petites taille (< 20 ha et même entre 0,1 ha et 3 ha).
 - Elles produisent majoritairement des légumes et élèvent quelques animaux pour leur consommation personnelle et celles de leur communauté.
 - Environ 300 000 fermiers qui fournissent 5 % des marchés alimentaires du pays (Jayiya, 2020).

UNE TROISIÈME VOIE

- Approximativement 200 000 fermiers gravitent entre l'agriculture commerciale et l'agriculture de subsistance (Black, 2016).
- Depuis la réforme politique de 1994, le gouvernement a mis en place des mesures de discrimination positive pour permettre aux petits producteurs principalement issus des communautés noires d'accéder aux marchés agroalimentaires.
- Ces fermiers entrepreneurs ont ainsi bénéficié des politiques gouvernementales de soutien, dans le cadre de la réforme agraire et du développement de l'économie des communautés noires.



Plus de 300 000 petits agriculteurs fournissent moins de 5 % des besoins alimentaires du pays et quelques 30 000 agriculteurs conventionnels et des entreprises fournissent les 95 % restants."

Vuyo Jayiya, Directeur adjoint du service agro-business, Municipalité d'eThekweni

LES PRODUCTIONS AGRICOLES SUD-AFRICAINES

- Le secteur agricole est très diversifié et comprend la production de toutes les principales céréales (à l'exception du riz), des oléagineux, des fruits, du sucre, des agrumes, du vin et de la plupart des légumes.

La production animale comprend les bovins, les porcs et les moutons, une production laitière bien développée, ainsi que l'industrie de la volaille et des œufs (Von Bornmann, 2019).

L'AGRICULTURE : UN SECTEUR CLEF DE L'ÉCONOMIE SUD AFRICAINE

- Le secteur de l'agriculture, de la forêt et de la pêche contribue aujourd'hui seulement à 2,2 % du PIB national qui s'élève à 366 milliards de dollars US (2018).
- Sa contribution au développement économique du pays n'a cessé de décroître depuis 1960, où ce secteur représentait 11 % du PIB, du fait de l'émergence d'autres secteurs.
- Néanmoins, la valeur totale du secteur a quant à elle été multipliée par 6 entre 1970 et 2018. L'agriculture au sens large est donc un secteur économique majeur pour l'Afrique du Sud, d'autant plus que si l'on prend en compte l'ensemble des chaînes de valeur : 12 % du PIB (FAO, CIAT et AfDB, 2020).

UN SECTEUR POURVOYEUR D'EMPLOIS

- 8,5 millions de personnes dépendent directement ou indirectement du secteur agricole pour leurs revenus (FAO, CIAT et AfDB, 2020).
- Le secteur agro-industriel fournit des emplois à 748 113 personnes. Cependant, le nombre de travailleurs est en recul par rapport aux années 2000 où l'on dénombrait plus de 2 millions d'emplois dans ce secteur (Von Bornmann, 2019).
- On compte en Afrique du Sud environ 2,5 millions de ménages de petits exploitants agricoles et 35 000 exploitations agricoles commerciales (FAO, CIAT et AfDB, 2020).

LE SECTEUR AGROALIMENTAIRE EN AFRIQUE DU SUD

UN SECTEUR CRÉATEUR D'EMPLOIS ET DE RICHESSES

- Le secteur agro-industriel génère des emplois, que ce soit dans la transformation, la distribution, le transport ou la vente.
- En moyenne en Afrique Sub-Saharienne, 20 % de l'emploi rural et 25 % de l'emploi urbain sont des composantes du système agroalimentaire industriel comme la vente de gros et la transformation (Reardon et al, 2020).
- En Afrique du Sud, le secteur agroindustriel contribue à 12 % du PIB (Von Bornmann, 2019).
- Parmi les 10 plus grosses firmes agroalimentaires productrices de nourriture et de boissons en Afrique Subsaharienne en 2016, 8 sont sud-africaines comme Tongaat Hulett, à Durban.

UN SECTEUR MONOPOLISÉ PAR QUELQUES PUISSANTES ENTREPRISES

- Au cours des dernières décennies, le marché de l'agroalimentaire s'est concentré autour d'une poignée d'acteurs qui possèdent aujourd'hui un pouvoir de marché décisif leur permettant de dicter les prix, établir leurs modèles et d'influencer les politiques publiques du secteur (Von Bornmann, 2019).
- L'influence des puissants acteurs de l'industrie agroalimentaire se répercute à tous les niveaux du système alimentaire et en particulier au niveau des petits producteurs et du marché informel, en affaiblissant les chaînes de valeur alimentaires plus courtes, locales et saines.

DES CHAÎNES DE VALEUR AU DÉTRIMENT DES PETITS ACTEURS LOCAUX

- Les chaînes de valeur agroalimentaires d'Afrique du Sud tendent à favoriser les grands producteurs ainsi que les acteurs qui contrôlent les capitaux et les flux (grossistes, distributeurs, banques, commerçants, compagnies d'assurance, transformateurs, etc.)
- Les chaînes de valeur excluent les petits producteurs qu'ils soient fermiers, artisans-transformateurs, ou commerçants et qui ne peuvent bénéficier des économies d'échelle ni concurrencer les acteurs commerciaux (FAO, CIAT and AfDB, 2020).

LE SECTEUR DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DU SUD

DES SUPERMARCHÉS QUI DOMINENT LARGEMENT LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

- La mondialisation a donné lieu à ce qu'on appelle "la révolution des supermarchés", particulièrement prononcée en Afrique du Sud.
- Les supermarchés se partagent désormais 50 % à 60 % des ventes de produits alimentaires, la majorité de cette croissance ayant eu lieu après 1994 (D'Haese et Van Huylenbroeck, 2005).
- Les supermarchés s'approvisionnent principalement directement auprès des agriculteurs ou auprès des marchés de gros, généralement via un grossiste. Le secteur est de plus en plus monopolistique et laisse très peu de place aux petites entreprises.

4 chaînes de supermarchés contrôlent 97 % de la grande distribution (Von Bornmann, 2019).

UN SYSTÈME ALIMENTAIRE OÙ INTERFÈRENT DE NOMBREUX INTERMÉDIAIRES ET QUI LAISSE PEU DE PLACE AUX PETITS PRODUCTEURS

- Les petits producteurs n'ont pas ou très peu les moyens de commercialiser eux-même leur production. Leurs produits transitent principalement par des grossistes et des plateformes qui les redistribuent ensuite aux acheteurs.
- La vente directe est très marginale. Les agro-industriels développent en revanche de plus en plus des systèmes de contractualisation avec les fermiers émergents mais cela ne leur donne pas pour autant une meilleure rémunération du fait de leur faible pouvoir de négociation.

LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DU SUD

LES TENDANCES D'ACHATS ALIMENTAIRES DES SUD-AFRICAINS

- L'approvisionnement alimentaire se fait majoritairement dans les GMS ainsi qu'auprès des vendeurs de rue.
- Le faible pouvoir d'achat des Sud-Africains limite l'accès à des produits de qualité issus de l'agriculture biologique.
- La culture alimentaire s'est largement tournée vers les produits ultra-transformés et importés, au détriment de la culture alimentaire traditionnelle.
- Il existe peu de données concernant les tendances d'achats des produits alimentaires de la population sud-africaine. Il est difficile de connaître l'évolution de l'achat des produits locaux, des produits du commerce équitable ou encore des achats en supermarchés, ou en épiceries de quartier.

DE FORTES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ENTRE DEUX MODÈLES D'AGRICULTURE

Le système alimentaire sud-africain est un microcosme des inégalités et des défis du système mondial. La dépossession des terres sous le colonialisme puis l'apartheid, la mondialisation et la déréglementation de l'agriculture après 1994 ont contribué à la configuration d'un système agricole dual. D'une part, il existe une agriculture commerciale mise en œuvre par un petit nombre d'acteurs très puissants qui alimentent l'essentiel du système alimentaire sud-africain et d'autre part, une vaste agriculture de subsistance qui n'est pas suffisamment soutenue et dont la contribution à la sécurité alimentaire de l'Afrique du Sud est sous-estimée et mal documentée (Black, 2016).

L'AGRICULTURE, UN SECTEUR CLEF POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

L'agriculture est un secteur économique stratégique pour la province de KwaZulu-Natal qui assure 30 % de la production agricole nationale. Elle contribue ainsi de manière significative à la création d'emplois formels et informels. Le secteur agricole contribue autour de 4 % du PIB de la province. Parmi les productions les plus créatrices de richesse, on dénombre l'élevage qui génère presque 50 % de la valeur économique du secteur agricole de KZN (KZN DARD, 2020).

Dans la province, coexistent une agriculture de firme et une agriculture de subsistance. Certaines fermes, de grande taille, sont spécialisées dans une production donnée comme la canne à sucre, particulièrement présente sur le territoire, mais aussi les poulets de chair, le lait, les œufs ou encore la viande bovine et porcine. Leurs productions concernent généralement de grandes quantités et sont destinées aux débouchés industriels et/ou à l'exportation (James, 2020 et EThekweni municipality, 2004).

En parallèle, des petits agriculteurs cultivent des fruits et légumes maraîchers - des pommes de terres, des fraises, des épinards, des aubergines, des choux etc. - et élèvent quelques animaux - poules, chèvres, vaches. Ils prélèvent une partie de leur production pour leur consommation personnelle et vendent l'autre partie, parfois directement de leur ferme aux consommateurs locaux (Mkhize, 2020). Bien que la province ne couvre qu'une faible portion de la surface agricole nationale, une part significative des petits fermiers du pays y sont basés (KZN Top business, 2021). Ces fermes de petite taille alimentent près de 50 % des populations pauvres des zones rurales. Elles jouent donc un rôle important pour la réduction de la pauvreté en constituant à la fois une source de revenus et d'alimentation.

KwaZulu-Natal produit près de 30 % de la production agricole nationale (KZN DARD, 2020).

“ À un extrême, nous avons des agriculteurs avec 100 hectares ou plus qui cultivent de la canne, des céréales, du soja sur les meilleures terres, avec du matériel de haute technologie, possédant des capitaux importants et ayant accès à des marchés rémunérateurs. De l'autre côté, nous avons de très petits producteurs qui cultivent comme ils peuvent dans des pneus ou encore sur le toit de leur maison et selon des méthodes de permaculture. Entre les deux, il y a une large variété de petits producteurs, individuels ou regroupés en collectifs, allant du petit fermier possédant entre 1 et 3 hectares, à celui qui se rapproche de l'agriculture commerciale avec une dizaine d'hectares.”

Walter Coughlan, directeur et cofondateur de la Fair Food Company

©Let's Food



ZOOM SUR L'AGRICULTURE DE SUBSISTANCE À DURBAN

Sur le territoire de la municipalité d'eThekweni, les petits producteurs possèdent des terres de très petite taille, allant de 0,1 à maximum 3 hectares. La plupart cultivent du maïs, des haricots et des cacahuètes. Quelques-uns produisent des fruits exotiques (bananes, mangues, papaye, agrumes, etc.). Selon les zones, l'élevage est plus ou moins important, lorsqu'il est pratiqué, les producteurs ne possèdent qu'un nombre très limité d'animaux allant de 2 à 8 en moyenne pour les vaches et de 1 à 3 pour les chèvres. En revanche, beaucoup de fermiers élèvent des volailles, souvent par groupe de 100 à 300. Sur le territoire métropolitain, la majorité de ce qui est produit par ces petits producteurs est consommé par le foyer ou vendu très localement bien que quelques-uns écoulent leur production de maïs et d'haricots secs sur les marchés de Tongaat et Verulam (EThekweni municipality, 2004).

ZOOM SUR L'AGRICULTURE COMMERCIALE À DURBAN

La principale production agricole sur la métropole est la canne à sucre, située en particulier au nord de la municipalité, le long du littoral ainsi qu'au sud. L'autre activité agricole industrielle caractéristique du territoire est la production de poulets de chair. Ce marché est dominé par l'entreprise Rainbow Chicken. D'autres productions comme le porc, les œufs et le lait ainsi que le maraîchage sont présentes sur le territoire métropolitain. L'élevage bovin en revanche est peu présent - il est davantage développé dans les zones rurales de la province (EThekweni municipality, 2004).

UN PAYS EXPORTATEUR NET DE MATIÈRES PREMIÈRES ET IMPORTATEUR NET DE PRODUITS TRANSFORMÉS

Le secteur agricole sud-africain s'est libéralisé en suivant le processus de démocratisation du pays en 1994. La dérégulation des prix, des importations et des marchés, ont conduit l'économie agricole à se façonner à l'image des marchés internationaux dont elle répond aujourd'hui aux normes et standards. Les exportations comptent très largement dans le PIB agricole du pays et lui ont fait gagner sa réputation de grenier à pain dans la région. En 2013, l'Afrique du Sud était un exportateur net de produits agricoles primaires et un importateur net de produits agricoles transformés.

Le pays exporte principalement ses matières premières agricoles vers les Pays-bas, le Royaume-Uni et le Zimbabwe et importe en grande partie ses produits agricoles transformés de Chine, du Brésil et d'Argentine.

Les principaux produits exportés en volume sont le maïs (1,7 million de tonnes), les oranges (1,1 million de tonnes) et le vin (0,5 million de tonnes).

En termes de valeur économique, il s'agit d'abord du vin (740 millions de dollars US), des oranges (630 millions de dollars US) et du raisin (497 millions de dollars US). Les agrumes exportées correspondent à aux seuls environ 2 millions de tonnes de produits évalués à 1,4 milliards de dollars US en 2017 (données moyennes pour la période 2014-2017). De plus, l'Afrique du Sud est le septième producteur de vin au monde. Le secteur emploie environ 270 000 personnes directement ou indirectement (FAO, CIAT et AfDB, 2020). Ce type d'exportation transite à Durban par son hub international, le Dube Trade Port qui le connecte au reste du pays et du monde. Le port possède une logistique de pointe capable de gérer de très grands volumes.

L'exportation est néanmoins limitée aux quelques très grandes exploitations agricoles du pays qui ont les capacités de fournir des volumes importants à bas coûts et qui ont les moyens techniques, financiers et humains pour accéder à ce type de débouché rémunérateur. Cette agriculture d'exportation créatrice de richesse est en outre encouragée par l'État.



UNE AGRICULTURE DE SUBSISTANCE, MAJORITAIRE EN NOMBRE, QUI NE BÉNÉFICIE PAS DE MOYENS SUFFISANTS POUR SE DÉVELOPPER

La plupart des petits producteurs sud-africains qui pratiquent l'agriculture de subsistance vivent dans les provinces où le pourcentage de terres communales est élevé en raison de l'héritage du système de l'apartheid. Ainsi, 24,9 % des petits producteurs du pays sont dans la province de KwaZulu-Natal, 20,7 % à Eastern Cape et 16,3 % dans la province de Limpopo (statistiques SA, 2013 *in* Black, 2016). Ces fermiers n'ont accès qu'à 14 % des 100 millions d'hectares agricoles du pays (Black, 2016).

24,9 % des fermiers pratiquant l'agriculture de subsistance vivent dans la région de KwaZulu-Natal.

L'agriculture des petits producteurs, quelle soit de subsistance ou intermédiaire, est très peu compétitive. Les coûts de production et de fait leurs prix sont élevés comparé aux gros producteurs commerciaux et ils n'ont pas les moyens de développer leurs propres avantages comparatifs (par exemple, l'irrigation pour cultiver toute l'année et proposer des produits hors saison à un prix plus élevé) (Jayiya, 2020). En outre, les petits producteurs font face à des difficultés plurielles en termes :

- d'accès aux capitaux et crédits pour investir dans des projets et se développer
- d'accès aux terres agricoles
- d'accès aux outils de production et de matériel agricole
- d'accès à l'eau pour irriguer les cultures et ainsi produire toute l'année
- d'accès aux marchés
- de formation et d'accompagnement (EThekweni municipality, 2004)

“ Le grand défi pour les petits producteurs est d'obtenir un meilleur accès à la terre, aux capitaux financiers et aux compétences techniques pour améliorer et atteindre les volumes et qualité que la municipalité demande pour ses programmes, sans pour autant reproduire le modèle des très grosses fermes et utiliser massivement des produits chimiques qui sont nocifs sur le long terme pour les consommateurs.”

Vuyo Jayiya, Directeur adjoint du service agro-business, Municipalité d'eThekwini

L'ACCÈS À LA TERRE, SOURCE DE CONFLIT ENTRE LES COMMUNAUTÉS

L'accès à la terre en Afrique du Sud est un problème historique et un sujet sensible. L'Afrique du Sud est alimentée par une petite poignée de gros producteurs (30 000), principalement issus de la communauté blanche, qui possèdent des exploitations de 2000 à 10 000 hectares. Dans le même temps, les 400 000 petits producteurs du pays sont majoritairement issus de la communauté noire et se partagent quelques terres dont ils sont rarement propriétaires. À Durban, la plupart des terres (environ 55 % du territoire de la collectivité) sont sous l'autorité des chefs traditionnels qui répondent du Roi Zulu. L'usage des terres n'est pas véritablement assuré et à tout moment les leaders locaux peuvent reprendre possession des terres (Black, 2020 et Mkhize, 2020). Ce système précarise le statut des petits producteurs car ils peuvent être délogés (et donc perdre leur outil de travail), ce qui peut compliquer l'accès aux crédits financiers mais aussi parce que les terres dont ils disposent sont souvent morcelées (Jayiya, 2020 et Chamane, 2020).

Par ailleurs, dans certains cas, les autorités traditionnelles constituent des obstacles au développement économique des petites exploitations agricoles en ralentissant par des processus administratifs la mise en œuvre de projets agricoles (Rosemary, 2020). Les chefs locaux abusent aussi parfois de leur droit de propriété sur les terres pour les louer à des promoteurs, au détriment des petits producteurs, car cela leur rapporte davantage d'argent (Jayiya, 2020 et Black, 2020). Du fait de cette cohabitation avec un système administratif traditionnel, la municipalité d'eThekwini se retrouve limitée dans les actions qu'elle souhaite mettre en place pour protéger les terres agricoles en faveur des petits producteurs.



©Let's Food

“ Ici l'accès à la terre est un sujet sensible du fait de raisons historiques. La population noire sud-africaine possède très peu de terre et doit en plus défendre son droit à cultiver sur les terres qui lui sont octroyées. ”

Sbusiso Chamane, directeur du service agro-écologie, Municipalité d'eThekwini



ZOOM SUR L'HISTOIRE DES INÉGALITÉS D'ACCES À LA TERRE EN AFRIQUE DU SUD

L'histoire de l'exclusion sociale et des inégalités économiques fondées sur la race en Afrique du Sud définit encore le secteur agricole aujourd'hui. Pendant des décennies, les groupes de population noire se sont vus refuser la propriété de la terre, ont eu un accès limité à l'électricité et ont été les derniers à bénéficier de systèmes d'approvisionnement en eau propre. Cet héritage a aggravé la pauvreté.

Aujourd'hui, les petits agriculteurs, majoritairement noirs, sont dépossédés des terres, exclus et marginalisés, incapables d'accéder au financements ou aux marchés (Von Bornmann, 2019).

Avec la fin de l'apartheid en 1994, le gouvernement démocratique a mis en place un programme de redistribution des terres agricoles au travers duquel il a acheté 30 % des terres aux grands propriétaires blancs pour les redistribuer aux communautés noires.

Cette politique est quelque peu controversée car elle remet en cause le droit de propriété pourtant garanti par la Constitution, et a conduit à l'expropriation de fermiers blancs pourtant propriétaires depuis des décennies. Elle demeure néanmoins essentielle pour la durabilité de l'agriculture du pays, et nécessaire à la réallocation équitable des terres. Le processus de redistribution tarde à se mettre en place. On estime que la communauté blanche sud-africaine, qui représente 9 % de la population, possède plus de 70 % des terres agricoles (Aljazeera, 2019). En outre, le gouvernement n'a jusqu'à présent pas été en mesure de réaliser avec succès la bonne allocation des terres redistribuées ; tandis que certaines communautés noires bénéficiaires du programme ont pu en profiter pour pratiquer une agriculture de subsistance, d'autres ont finalement loué les terres à des agriculteurs commerciaux pour en tirer un revenu (Black, 2016). Cependant, on observe aujourd'hui une forme de solidarité naissante entre producteurs blancs et noirs sur certains territoires où l'entraide se développe (Rodriguez, 2020).

”

Je pense qu'il existe toujours des problématiques de race et d'inégalités. Les petits agriculteurs sont majoritairement noirs et les producteurs commerciaux sont majoritairement blancs. Néanmoins, la situation est en train d'évoluer, beaucoup de producteurs blancs essayent de former des producteurs noirs."

Rosemary Rodriguez, coordinatrice du groupe de femmes WAVE (Women Adding Value to the Economy)

UN MÉTIER D'AGRICULTEUR DE MOINS EN MOINS ATTRACTIF ACCÉLÉRANT L'EXODE RURAL

Le métier d'agriculteur est aujourd'hui peu attractif. Les agriculteurs, en particulier les petits producteurs, sont soumis à des difficultés importantes et font face à des risques croissants du fait du changement climatique qui les rend particulièrement vulnérables d'un point de vue économique (Von Bornmann, 2019).

L'urbanisation rapide du pays a conduit les jeunes à se désengager des fermes familiales et à chercher d'autres opportunités de carrières professionnelles plus viables économiquement. Cet exode rural et ce recul de la population agricole a en grande partie été exacerbé par les difficultés des agriculteurs : manque d'accès aux moyens de production, faible rémunération, manque d'accès aux marchés, etc. (Jayiya, 2020). En outre, l'agriculture est principalement vue comme une profession subie et de subsistance plutôt que comme un business familial qui requiert une expertise spécifique en agronomie, finance, marketing et management des risques (FAO, CIAT and AfDB, 2020 et Kwazini, 2020).

Face à cette situation, l'agriculture sud-africaine est aujourd'hui vieillissante et peine à se renouveler. L'âge moyen des agriculteurs sud-africains est de 60 ans. Dans un contexte où 55 % des jeunes et 27 % des actifs sont sans emploi, il apparaît urgent de susciter de nouvelles vocations agricoles (FAO, CIAT and AfDB, 2020).



©Let's Food

”

Les jeunes ne sont pas intéressés pour travailler dans l'agriculture qu'ils associent au milieu ruraux, isolés, sans infrastructures et commodités et régis par des traditions à l'inverse de la ville qu'ils voient comme remplie d'opportunités."

Zizile Yoliswa Jele, étudiante et membre de ENACTUS UKZN

L'âge moyen des agriculteurs sud-africains est de 60 ans.

55 % des jeunes et 27 % des actifs sont sans emploi.



”

Les jeunes quittent le milieu rural car ils ne voient pas d'opportunité d'emploi et de création de richesse. Nous devons leur montrer que la richesse existe dans les zones rurales. Il nous faut un changement de mentalité mais aussi un soutien de l'État pour leur donner les moyens de vivre convenablement de l'agriculture.”

Rosemary Rodriguez, coordinatrice du groupe de femmes WAVE (Women Adding Value to the Economy)

LA CANNE À SUCRE : UNE FILIÈRE AGRO-INDUSTRIELLE OLIGOPOLISTIQUE



KWAZULU-NATAL, PRINCIPALE RÉGION PRODUCTRICE DE CANNE À SUCRE

La canne à sucre est la production la plus caractéristique de la métropole et de la province de KwaZulu-Natal. Il s'agit de la plus importante industrie agricole du territoire avec près de 22 500 producteurs enregistrés et avec environ 200 000 hectares de terres qui lui sont dédiés (FAO, CIAT et AfDB, 2020).

UNE FILIÈRE POURVOYEUSE D'EMPLOI ET CRÉATRICE DE VALEURS

KwaZulu-Natal produit la très grande majorité de la canne à sucre d'Afrique du Sud. À l'échelle nationale, 2,2 millions de tonnes de sucre sont produites chaque saison. La filière génère un revenu direct de plus de 8 millions de rands, soit 520 000 dollars US et contribue ainsi à environ 7 % du produit brut agricole national. La canne à sucre est une des filières qui génère le plus de devises étrangères à l'Afrique du Sud car près de 40 % de la production est exportée.

Au-delà de la production de sucre brut et raffiné, la filière produit également des sirops, des sucres spéciaux et une grande variété de sous-produits (y compris de l'éthanol). La canne à sucre requiert ainsi des usines de transformation sur les territoires et du personnel. Cet écosystème est source de nombreux emplois et de développement économique puisqu'elle génère 77 000 emplois directs comme ouvriers de production et de transformation ainsi que 350 000 emplois indirects (Freguin-Gresh et al, 2011).

LA CANNE À SUCRE, L'ARCHÉTYPE DE LA DUALITÉ DES MODÈLES DE PRODUCTION

La filière de la canne à sucre illustre la coexistence de deux agricultures très distinctes et ses inégalités inhérentes. Un petit millier de producteurs de canne à sucre détient les exploitations commerciales de grande taille et contrôle l'essentiel de la production (82 % des volumes) alors qu'une multitude de petits et moyens producteurs (environ 20 000 à l'échelle nationale) produit environ 8 % des volumes (Freguin-Gresh et al, 2011).

La culture de la canne est un type d'agriculture intermédiaire, située entre l'agriculture commerciale à grande échelle et l'agriculture de subsistance à petite échelle. La métropole d'eThekweni compte environ 8 000 petits producteurs de canne à sucre dont les parcelles varient entre 0,5 hectare et 1,5 hectares en moyenne. À l'inverse, au nord du territoire et dans les zones limitrophes d'eThekweni, les exploitations de cannes à sucre commerciales s'étendent sur des surfaces extrêmement grandes allant de 2 000 à 10 000 hectares (EThekweni municipality, 2004).

”

Je suis la quatrième génération sur l'exploitation. J'ai 800 hectares dont environ 200 hectares de canne à sucre qui produisent 2000 tonnes de canne par an.”

Jeremy Cole, Producteur de canne à sucre, de bois et de macadamia

”

Quelques industries seulement, qui se comptent sur les doigts d'une main, contrôlent le marché de la canne à sucre, c'est comme une mafia, pour être honnête.”

Delwyn Pilay, activiste pour le mouvement Slow Food

LA TRANSFORMATION DE LA CANNE, L'APANAGE D'UNE MINORITÉ

Outre la production dominée par quelques grands exploitants agricoles, la filière est extrêmement concentrée en aval. En 2011, on recensait seulement 6 moulins et 14 sucreries localisées dans les trois provinces de production (KwaZulu-Natal, Mpumalanga et Eastern Cape) (Freguin-Gresh et al, 2011). Dans la métropole d'eThekweni, deux grands groupes contrôlent la majorité de la filière : Illovo Sugar et Tongaat Hulets. Ils sont approvisionnés autant par les grands que les petits producteurs (EThekweni municipality, 2004).

UNE FILIÈRE DÉDIÉE AUX EXPORTATIONS

Au moins 40 % de la production de canne à sucre d'Afrique du Sud est exportée. Sur le territoire de Durban, environ 60 % de la production est écoulee par la marque Southern African Customs Union (SACU) qui exporte la matière première en Afrique, Asie et au Moyen-Orient principalement (EThekweni municipality, 2004). Durban bénéficie en particulier d'infrastructures portuaires très importantes lui permettant d'exporter directement ses matières premières agricoles dans le monde entier.

LES PRODUCTEURS SUD AFRICAINS DE CANNE À SUCRE VULNÉRABLES AUX MARCHÉS MONDIAUX

Le modèle de production industrielle de la canne à sucre repose sur des pratiques agricoles productivistes et riches en intrants (pesticides, fertilisants, labour, etc.). Les producteurs sont très souvent spécialisés dans un seul type de production et ne plantent donc que des monocultures de canne à sucre. Leur revenu dépend essentiellement de la rémunération du sucre de canne, or les prix sont extrêmement fluctuants sur les marchés internationaux. De plus, les producteurs sud-africains sont en concurrence avec d'autres pays pour l'accès aux marchés et la fixation des prix. Cette compétition internationale a entraîné un déclin ces dernières années des revenus de cette filière. Cela a conduit certains producteurs à diversifier leur production comme Jeremy Cole qui s'est lancé dans la macadamia pour sécuriser et diversifier ses revenus. L'industrie du sucre cherche aussi à se diversifier, notamment par la production de bioéthanol et de biogaz (KZN Top business, 2021 et Cole, 2020).

UNE TRANSFORMATION INDUSTRIELLE MAIS DES ALTERNATIVES ÉMERGENT

UN SECTEUR AGROALIMENTAIRE INDUSTRIEL CRÉATEUR DE RICHESSES MAIS POUR LE MARCHÉ EXTÉRIEUR

Le secteur agro-industriel bénéficie d'un fort potentiel de développement en Afrique du Sud. Certaines des plus grandes firmes agroalimentaires du pays comme Unilever, Tongaat Hulett, Coca Cola, Nestlé, Kerry Food ou Anheuser-Bush sont situées à Durban. Le secteur contribue à 3,6 % des richesses produites sur le territoire et emploie 3,8 % de la population de KZN (EThekwin municipality, 2004).

Cet essor de l'agro-industrie est source d'emplois et contribue, si l'on prend en compte l'ensemble de la chaîne de valeur, à 12 % du PIB de l'Afrique du Sud. Cependant, ce processus d'industrialisation et de domination du marché par les grands acteurs du système alimentaire a un impact négatif sur les petits producteurs et le marché alimentaire informel, affaiblissant les chaînes de valeur alimentaires plus courtes et les réseaux alimentaires ruraux et locaux plus sains et plus diversifiés. Des chaînes de valeur agro-industrielles de plus en plus concentrées et consolidées dominent les petits producteurs et transformateurs (Von Bornmann, 2019).

Par exemple, bien qu'il existe des laiteries importantes sur le territoire comme Nestlé et Clover Industries Ltd, elles ne s'approvisionnent pas en lait sur le territoire mais via des grossistes. Le lait produit par les petits producteurs est à l'inverse généralement vendu sur les marchés informels et aux membres de communautés locales (EThekwin municipality, 2004)

PEU D'OUTILS DE TRANSFORMATION À LA FERME PAR MANQUE DE MOYENS ET COMPÉTENCES

Les modèles alternatifs au modèle agroalimentaire dominant ont du mal à émerger notamment du fait de l'emprise des grandes entreprises sur le marché mais aussi par manque d'investissements et de moyens. Actuellement lorsqu'un producteur vend ses produits pour qu'ils soient transformés, cela passe la plupart du temps par des intermédiaires qui récupèrent les marchandises de ferme en ferme et qui négocient ensuite un prix de vente en gros, ce qui pénalise le fermier. Alors que la transformation permettrait de gagner en valeur ajoutée, les fermiers n'ont pas les compétences ni les outils nécessaires.

Enfin les régulations contraignantes de l'agroalimentaire favorisent les grandes entreprises qui ont là encore les ressources nécessaires afin de s'y plier, au détriment de petites entreprises qui n'ont pas les moyens de se mettre en conformité (Jayi, 2020 et Black, 2020).

” *La plupart des entreprises qui fournissent des aliments transformés sont de grandes entreprises et des multinationales. Aussi, vous ne trouverez guère de petites entreprises de transformation agroalimentaires en raison des réglementations contraignantes et du niveau de conformité à atteindre et du coût que cela représente. Nous sommes donc majoritairement dominés par une corporation de grandes entreprises.”*

**Vuyo Jayiya, Directeur adjoint du service agro-business,
Municipalité d'eThekweni**

L'ÉMERGENCE DE “TRANSFORMATEURS CONSCIENTS” PERMETTANT DE VALORISER LES PRODUITS DE L'AGRICULTURE DE SUBSISTANCE

Des modèles alternatifs se développent peu à peu, notamment grâce à l'accompagnement de la municipalité d'eThekweni, qui cherche à faire émerger des projets de transformation et de valorisation des produits locaux. Elle a notamment créé un service dédié à l'agriculture et au système alimentaire du territoire dont Vuyo Jayiya est le directeur adjoint. L'objectif de la municipalité d'eThekweni est d'accompagner les producteurs à développer des compétences techniques nécessaires à la mise en place d'une activité de transformation (nettoyage, découpe, conditionnement) afin de lever certains freins (Vuyo Jayiya, 2020).

Des initiatives privées voient également le jour, comme la Fair Food Company, une entreprise sociale qui soutient et facilite l'accès au marché par les petits producteurs. En signant un contrat longue durée avec la Fair Food Company, les producteurs peuvent bénéficier de services d'accompagnement mais surtout d'un service de transformation (pré-découpe, conditionnement). La Fair Food approvisionne ainsi des enseignes de la grande distribution mais aussi des restaurants d'entreprises ou des cantines scolaires. La coopérative alimentaire de femmes WAVE regroupe quant à elle 200 femmes qui produisent et transforment leur production. Grâce à WAVE elles bénéficient d'un réseau d'entraide et sont accompagnées concernant la transformation et la vente de leurs produits. La coopérative permet ainsi un accès facilité au marché, notamment par la mutualisation de ressources matérielles.

” *En vendant des produits bruts vous ne faites pas de profits, mais en les transformant vous ajoutez de la valeur.”*

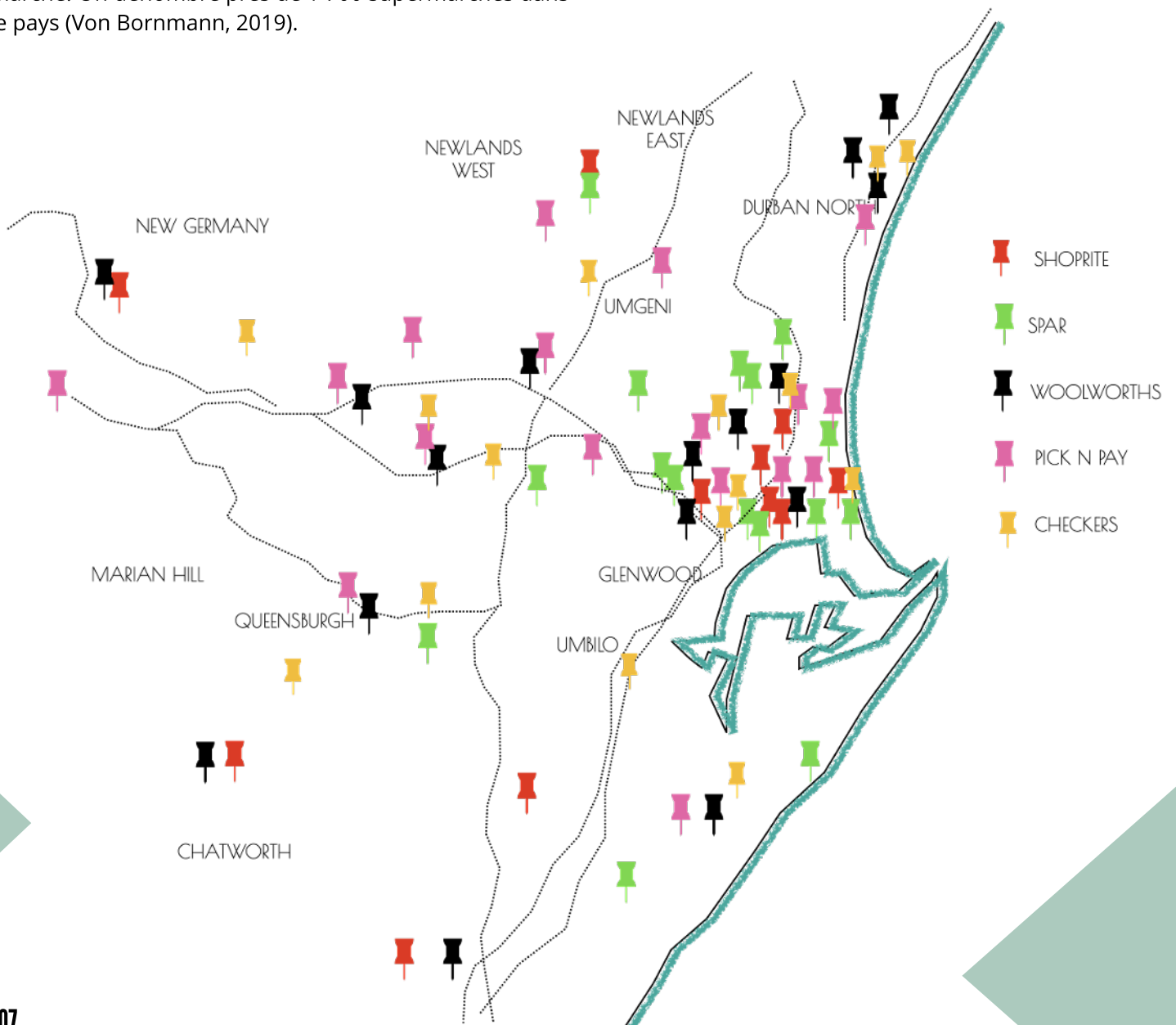
Sbusiso Chamane, directeur du service agro-écologie de la municipalité

UN SYSTÈME DE DISTRIBUTION QUI PROFITE PEU AUX PETITS PRODUCTEURS

LE SECTEUR DE LA DISTRIBUTION LARGEMENT DOMINÉ PAR LES SUPERMARCHÉS

Des chaînes de supermarchés comme Pick n Pay, Shoprite, SPAR et Woolworths dominent largement la grande distribution à Durban mais aussi dans l'ensemble du pays en étant disséminées dans toutes les provinces et en possédant la très grande majorité des parts de marché. On dénombre près de 1 700 supermarchés dans le pays (Von Bornmann, 2019).

Figure 7 : Répartition des supermarchés sur la métropole de Durban (Google Maps)



LES MARCHÉS DE GROS GÉRÉS PAR LES MUNICIPALITÉS OCCUPENT TOUJOURS UN RÔLE CENTRAL

Alors que l'agriculture est presque totalement libéralisée en Afrique du Sud, les marchés de gros gérés par les autorités municipales continuent de jouer un rôle majeur en centralisant une part significative des fruits et légumes frais destinés à la transformation par l'agro-industrie ou à la commercialisation par les grandes chaînes de distribution (Freguin-Gresh et al, 2011). C'est via ce type de marchés de gros que s'approvisionnent les grossistes et les supermarchés. Au total, on en dénombre 33 dans tout le pays (Von Bornmann, 2019).

À Durban, ces marchés de gros municipaux sont appelés les "Municipal bulk fresh produce markets" (MBFPMS). Ils sont situés dans le quartier de Clairwood à Durban ainsi qu'à de Mkhondeni in Pietermaritzburg (EThekweni municipality, 2004). Les marchés de gros sont un passage obligé pour les produits frais qui entrent et sortent du territoire comme les légumes, les fruits, les produits laitiers, les œufs ou la viande (Jayiya, 2020).

S'y rencontrent les grands producteurs, mais surtout les grossistes ainsi que les revendeurs, qui fournissent la grande distribution.

Outre ces marchés de gros municipaux, la plateforme multimodale "The Dude Tradeport" située à 30 kilomètres au nord de Durban occupe aussi un rôle déterminant pour l'exportation et l'importation des produits agricoles et alimentaires. "Dude Tradeport" est à la fois un hub constitué d'un aéroport et situé à proximité du port et d'un important réseau de transport routier mais c'est aussi une zone commerciale et industrielle immense comprenant une zone dédiée à l'agriculture. La "Dude AgriZone" est l'une des plus grande chaîne d'approvisionnement intégrée du continent qui permet entre autre de préparer les produits agricoles à destination des marchés nationaux et internationaux grâce à ces usines d'emballage des denrées alimentaires périssables (fruits et légumes en particulier) et grâce à ces entreprises spécialisées dans la distribution et la logistique.

©Let's Food



UN RAPPORT DE FORCE DÉFAVORABLE AUX PETITS PRODUCTEURS DANS LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION CLASSIQUES

Les petits producteurs de la région du KwaZulu-Natal, à l'instar du reste du pays, sont encore défavorisés par rapport aux grands producteurs pour l'accès aux marchés. Le système alimentaire favorise l'agriculture commerciale, dont les producteurs fournissent de gros volumes et transportent plus facilement leur marchandise vers les marchés dont émane la demande (Coughlan, 2020). Ce qui intéresse les commerçants et détaillants c'est la garantie d'approvisionnements constants or ce sont les gros producteurs qui peuvent répondre à leurs exigences, pas les petits fermiers (Chamane, 2020). La distance, le manque d'infrastructures routières en bon état ainsi que le manque de véhicules compliquent par exemple l'accès au marché des productrices qui doivent effectuer plus de 50km dans des transports en commun avec leur marchandise pour l'écouler sur les marchés de Durban (Rodriguez, 2020).

“ *Les petits producteurs sont limités par la capacité d'augmenter les volumes, de les transporter et de pouvoir négocier avec les acteurs du marché.”*

Walter Coughlan, directeur et cofondateur de la Fair Food Company

Les producteurs émergents et de taille moyenne sont contraints de signer des contrats avec les transformateurs ou distributeurs pour accéder aux marchés. Ces contrats leur ouvrent des portes en termes de circuits de commercialisation avec une meilleure garantie de débouchés que sur les marchés locaux. Les producteurs, notamment les plus petits, n'ont pas la capacité d'accéder aux infrastructures (stockage, transport, réfrigération, logistique, etc.) comme le peuvent – et à moindre coût -, les entreprises agro-industrielles. Les contrats permettent aux agriculteurs de déléguer aux entreprises des problèmes de logistique complexes.

Cependant, ils s'accompagnent de cahiers des charges stricts et exigent des procédures après récolte pour garantir la traçabilité des produits en particulier pour l'exportation, ce qui conduit les producteurs à être sous le contrôle des agro-industriels. Les contrats de ce type existent particulièrement pour la canne à sucre et les agrumes (Freguin-Gresh et al, 2011).

Des supermarchés s'approvisionnent aussi directement auprès des producteurs comme Pick n Pay et SPAR mais aussi Fruit and Veg City à Durban. Certains achètent selon un contrat passé avec le producteur tandis que d'autres font appel à la concurrence et achètent au meilleur rapport qualité/prix (EThekweni municipality, 2004). Cependant, ces contrats de groupes agro-industriels ne permettent pas forcément une rémunération décente des producteurs qui ont un faible pouvoir de négociation face à ces acteurs qui contrôlent le marché.

“ *Je pense que les distributeurs sont aujourd'hui vraiment encouragés à soutenir plus largement les petits producteurs. Il y a de plus en plus de programmes de soutien de la part des supermarchés comme Pick n Pay car cela améliore leur image mais dans la réalité il y a encore peu de résultats tangibles.”*

Walter Coughlan, directeur et cofondateur de la Fair Food Company

L'INTÉGRATION DES PRODUITS DES PETITS AGRICULTEURS DANS LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION PLUS ÉQUITABLES

Malgré les freins et les difficultés, les petits producteurs ont tout de même quelques moyens pour vendre leurs productions dans des circuits de distribution plus rémunérateurs et équitables.

Ils ont par exemple accès aux marchés de producteurs municipaux appelés aussi les "Municipal bulk fresh produce markets". Afin de favoriser l'accès des petits producteurs, la municipalité d'eThekweni et la "South Durban Community Environmental Alliance" leur ont créé un espace spécifique dans lequel ils peuvent avoir leurs propres stands et ne sont pas obligés de payer les droits aux agents (Jayiya, 2020).

Ils peuvent aussi choisir d'écouler leur production sur les marchés de producteurs comme "the Assegay Farmer's market" qui est un important marché de producteurs situé à l'ouest de la métropole dans les zones de Hillcrest et Peacevale. C'est une opportunité intéressante qui leur permet de vendre directement aux consommateurs, à l'inverse des marchés municipaux où ces derniers s'y rendent peu (EThekweni municipality, 2004).

EThekweni a aussi mis en place des Agri-Hubs, soit des plateformes logistiques qui collectent la production des petits agriculteurs avant de la redistribuer vers d'autres canaux de distribution : cantines scolaires, soupes populaires et supermarchés. Ces plateformes facilitent la mise en vente des produits locaux en prenant en charge les contrôles de qualité, la centralisation des produits, la fixation des prix et la logistique des flux (Jayiya, 2020).

En revanche, les producteurs vendent très peu aux vendeurs de rue qui s'approvisionnent davantage auprès de grossistes que directement auprès des fermes (EThekweni municipality, 2004).



“ Les petits producteurs y vendent directement leurs produits aux grossistes et distributeurs. Cet accès aux marchés de producteurs municipaux leur permet d’entrer en concurrence avec les producteurs commerciaux.”

Vuyo Jayiya, Directeur adjoint du service agro-business, Municipalité d’eThekweni

LE MANQUE DE COORDINATION DES PRODUCTEURS POUR ÉQUILIBRER LES RAPPORTS DE FORCE

Le monde agricole en Afrique du Sud porte encore les stigmates de la ségrégation et bien qu'aujourd'hui les marchés soient ouverts à tous les producteurs, qu'ils soient noirs ou blancs, la situation est encore inégalitaire. Les agriculteurs sud-africains issus des communautés noires n'ont la possibilité de s'organiser au sein de syndicats, de groupements de producteurs ou d'une filière que depuis 1994. S'organiser collectivement permet de mieux défendre ses intérêts et d'améliorer son pouvoir de négociation mais cela nécessite du temps pour se mettre en place. Malgré quelques initiatives, les petits producteurs ont encore du mal à s'organiser pour prendre plus de poids lors des négociations avec les agro-industriels mais aussi pour structurer leurs propres filières (Freguin-Gresh et al, 2011).

LA "VENTE DE RUE" : UN SECTEUR INFORMEL DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE CRÉATEUR DE NOMBREUX EMPLOIS

Les vendeurs de rue et les commerçants informels continuent à jouer un rôle crucial pour l'approvisionnement alimentaire des populations en particulier dans les zones rurales et les quartiers défavorisés. Les Spaza Shops (commerces informels), nombreux à Durban comme dans le reste de l'Afrique du Sud, assurent une place centrale dans la sécurité alimentaire des habitants des quartiers pauvres des villes. Au moins 66 % des vendeurs de rue vendent de la nourriture. Ce marché informel est difficile à évaluer mais on estime qu'il génère entre 46 milliards de rands et 176 milliards de rands (soit entre 3 et 12 milliards de dollars) (WWF, 2017).



Les coopératives n'en font pas assez et je pense qu'elles sont en partie responsables parce qu'elles parlent beaucoup du développement des producteurs émergents et des communautés rurales mais concrètement très peu de choses sont faites."

Rosemary Rodriguez, coordinatrice du groupe de femmes WAVE (Women Adding Value to the Economy)

Le commerce informel est alimenté à la fois par des petits producteurs et petits transformateurs qui n'ont pas accès aux canaux de la grande distribution, mais aussi par les plus gros producteurs et transformateurs qui y écoulent leurs surplus et produits non conformes comme les œufs un peu fêlés (EThekweni municipality, 2004).

Il joue néanmoins un rôle mineur en Afrique du Sud comparé à d'autres pays d'Afrique Subsaharienne.

En moyenne, 70 % des ménages s'approvisionnent via le marché informel et les vendeurs de rue (WWF, 2017)

Il existe plus de 35 000 vendeurs de rue spécialisés dans l'alimentaire en Afrique du Sud (WWF, 2017)

Les pouvoirs publics à Durban reconnaissent le rôle joué par l'économie informelle dans l'économie globale du territoire en particulier en termes de création d'emplois et d'approvisionnement alimentaire. En 2011, la municipalité d'eThekweni a recensé 262 758 emplois dans l'économie informelle, équivalant à près de 24 % de l'emploi total du territoire. La moitié de ces emplois étaient dans le commerce (eThekweni Municipality, 2012).

La municipalité a créé un service spécifique pour le commerce informel qui se charge de créer des espaces de vente accessibles aux producteurs et commerçants informels. L'association Asiye eTafuleni encourage aussi la valorisation de cette économie informelle et plaide en faveur d'une meilleure reconnaissance des vendeurs de rue.



“ 20 % de notre économie se réalise sur les marchés informels. En tant que municipalité, nous jouons un rôle important pour fournir et soutenir le marché informel.”

Vuyo Jayiya, Directeur adjoint du service agro-business, Municipalité d'eThekweni

RELOCALISER LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE SUPPOSE AUSSI UN ENGOUEMENT DE LA PART DES CONSOMMATEURS QUI PEINE À ÉMERGER

La municipalité a créé un service spécifique pour le commerce informel qui se charge de créer des espaces de vente accessibles aux producteurs et commerçants informels. L'association Asiye eTafuleni encourage aussi la valorisation de cette économie informelle et plaide en faveur d'une meilleure reconnaissance des vendeurs de rue.

Le manque d'approvisionnement local sur le territoire provient aussi du faible intérêt des consommateurs.

Outre la création d'une offre locale, il convient aussi de faire évoluer les modes de consommation des habitants.

“ Durban est la première métropole internationale à mettre en place une politique en faveur des producteurs et commerçants informels.”

Richard Dobson, cofondateur de l'association Asiye eTafuleni

Construire une demande en faveur d'une économie alimentaire locale est un enjeu majeur. Des alternatives émergent en ce sens comme la coopérative WAVE, le marché de producteur de l'institut français ou encore le Green Camp pour sensibiliser les consommateurs à l'alimentation locale et durable.

“ Les consommateurs ne sont à mon avis pas assez informés de la plus-value et du potentiel des circuits courts et de proximité pour l'économie locale mais aussi pour l'environnement.”

Walter Coughlan, directeur et cofondateur de la Fair Food Company

CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE ALIMENTAIRE ÉQUITABLE ET TERRITORIALE - LES SOLUTIONS LOCALES

Accompagner l'installation de nouveaux agriculteurs et soutenir une activité agricole à petite échelle et diversifiée

MUNICIPALITÉ D'ETHEKWINI - UN SERVICE DÉDIÉ À LA PROMOTION DE L'AGRICULTURE LOCALE

Pour accompagner les producteurs à développer des compétences techniques nécessaires à la mise en place d'une activité de transformation et pour favoriser les petits producteurs, la métropole a mis en place différentes politiques dont la cohérence est garantie par un service spécifique. En effet, la métropole dispose d'un service dédié à l'agriculture et au système alimentaire du territoire dont Vuyo Jayiya est le directeur adjoint.

Ce service a notamment :

- Mis en place des Agrihubs sur toute la métropole pour collecter la production des agriculteurs et faire l'intermédiaire avec les supermarchés
- Réserve un espace aux agriculteurs sur le "Municipal bulk fresh produce markets" (MBFPMS).
- Mis en place un accompagnement technique pour les agriculteurs, qu'ils fassent de l'agriculture commerciale ou de subsistance
- Fournit des prêts financiers aux petits mais aussi aux grands producteurs pour leur permettre d'investir dans des outils de production adaptés
- Encourage le parrainage de petits agriculteurs par des grands producteurs pour favoriser le transfert de compétences et créer davantage de cohésion sociale

Encourager des circuits de commercialisation courts (sans intermédiaires) et de proximité

AGRIHUBS MUNICIPAUX - UNE PLATEFORME DE SOUTIEN DES PETITS PRODUCTEURS DE LA METROPOLE

La municipalité d'eThekweni soutient les producteurs grâce à 7 "Agri-hubs" répartis sur la métropole : ces pôles proposent des infrastructures (irrigation, clôtures, semences) aux agriculteurs et mutualisent les points d'entrée pour accéder aux marchés. Ce sont des plateformes logistiques qui collectent la production des petits agriculteurs et approvisionnent cantines scolaires, soupes populaires et supermarchés. Le programme permet aux agriculteurs de développer leur activité, d'améliorer leur sécurité alimentaire et de dégager un revenu en vendant leur production à bon prix. Cependant, en réalité les volumes collectés sont encore insuffisants pour subvenir à la majorité des besoins des cantines du territoire.

MUNICIPALITÉ D'ETHEKWINI - UN APPROVISIONNEMENT LOCAL DES CANTINES SCOLAIRES

Le Programme National de Nutrition Scolaire Sud Africain n'encourage pas spécifiquement un approvisionnement auprès des producteurs locaux, la majorité des aliments proposés aux élèves, en particulier les féculents et les protéines, est achetée par les écoles dans les marchés de gros locaux ou dans les grands supermarchés nationaux. La métropole d'eThekweni contribue au travers d'un marché public lancé par la province à encourager l'approvisionnement local en fruits et légumes. Grâce à ce programme, la province de KwaZulu-Natal a permis de rendre compte de l'autonomisation économique des communautés locales par le biais d'un certain nombre de groupes locaux de femmes (109) et de petites entreprises (1 671) qui ont été contractés pour fournir la nourriture au Programme national de nutrition scolaire (Faucher et Lançon, 2021).

UMHLANGA FARMERS MARKET - UN MARCHÉ DE PRODUCTEURS

Le marché Umhlanga farmers market de KwaZulul, ouvert le mercredi matin, est un marché de producteurs de la province. Il regroupe divers produits alimentaires tels que des fruits et légumes, des fruits secs, de la viande, du poisson, des sirops et limonades, etc. Des producteurs proposent également des plats préparés et des artisans sont présents.

WAVE - COOPÉRATIVE ALIMENTAIRE DE FEMMES

WAVE (Femmes Ajoutant de la Valeur à l'Économie) est un groupe de 200 femmes qui produisent et transforment leur production dans la zone Sud de Durban. Ne pouvant tirer un revenu qui leur permette de sortir de la pauvreté, elles ont commencé à transformer leurs produits afin d'y apporter une plus-value : farine, confitures, sauces, pickles et autres. Regroupées au sein de WAVE, elles ont ainsi accès à un réseau d'entraide, de soutien et d'accompagnement pour la transformation et la vente. Grâce à ces conseils, les femmes peuvent avoir un meilleur accès au marché, se prêter du matériel et peuvent s'entraider dans la confection de leurs produits. L'objectif de l'association est de continuer à développer les marchés de producteurs pour vendre localement leurs produits et sensibiliser la population afin de renforcer le développement économique local.



DURBAN FOOD MARKET - UN MARCHÉ DE PRODUITS DURABLES ET TRADITIONNELS

Le Durban Food Market est un marché de producteurs situé dans le quartier Umgeni Park. Il a lieu les derniers samedis du mois. Ce marché propose notamment des plats typiques de la région et attire ainsi des touristes à la recherche de voyages gustatifs. Adapté aux petits et grands, ce marché accueille une diversité de produits bio et permet aux consommateurs d'acheter des produits frais, ainsi que de déguster sur place les produits cuisinés.

MARCHÉ DE GROS MUNICIPAL - UN ESPACE DESTINÉ AUX PRODUCTEURS LOCAUX AU SEIN DU MARCHÉ DE GROS

La "South Durban Community Environmental Alliance" est une association travaillant pour une justice environnementale à Durban. Avec la municipalité d'eThekweni, ils ont mis en place un espace dédié aux petits producteurs locaux au sein du marché de gros de produits frais de Durban ("Municipal bulk fresh produce markets" (MBFPMS), qui correspond à la principale plateforme de transit des denrées alimentaires. Cette mesure soutenue par la municipalité permet de faciliter l'accès des petits producteurs à des débouchés rémunérateurs.

Faciliter l'accès au marché des petits producteurs locaux

MASSMART - DES ACTIONS FAVORISANT L'APPROVISIONNEMENT LOCAL

Massmart est une entreprise régionale d'Afrique du Sud créée en 1990 qui réalise à la fois du commerce de gros et du commerce de détail. Elle possède 423 magasins dans 13 villes de l'Afrique subsaharienne dont 62 dans la province de KwaZulu-Natal et 2 à Durban. L'entreprise s'est engagée dans une démarche d'approvisionnement sociale et locale. Elle a créé un programme d'aide pour permettre aux petites unités agricoles et manufacturières de se consolider et ainsi de commercer directement avec Massmart. Le fond de soutien alloué à ces petites entreprises d'Afrique du Sud s'est élevé à 200 millions de rands (13 millions de dollars US) pour la période quinquennale 2012-2017. Ce fond tend à favoriser les communautés noires et les femmes mais pas exclusivement. Ce programme a par exemple soutenu une unité de transformation de nouilles situées à Western Cape, The Noddle Factory, gérée essentiellement par des membres de la communauté noire, qui a ainsi pu trouver un débouché local important mais aussi améliorer ses outils de production. Massmart soutient aujourd'hui 33 fournisseurs locaux.

SPAR - UN APPROVISIONNEMENT AUPRÈS DE PRODUCTEURS ÉMERGENTS

La chaîne de supermarchés SPAR s'engage auprès des petits producteurs sud-africains en leur fournissant un accès facilité à leurs marchés. En décembre 2018, SPAR avait déployé 3 "rural hubs", sur 3 provinces différentes, centralisant les produits de près de 100 producteurs émergents, vendus dans les magasins SPAR. Grâce à ces mesures, l'enseigne réduit le nombre d'intermédiaires et favorise la mise à disposition de produits locaux dans ses magasins.

©Let's Food



FAIR FOOD COMPANY - SOUTENIR ET FACILITER L'ACCÈS AU MARCHÉ DES PETITS PRODUCTEURS

La Fair Food Company est une entreprise sociale qui travaille avec des agriculteurs émergents de la province du KwaZulu-Natal en leur facilitant l'accès aux marchés et en les accompagnant dans l'amélioration de leur production. L'entreprise ajoute de la valeur à ces produits en les pré-découpant et en les conditionnant.

Un contrat longue durée est signé avec chaque producteur pour la provision d'une certaine quantité de légumes. Le contrat inclut différents services mis à disposition par l'entreprise : distribution de semences, intrants, formations à des techniques plus respectueuses de l'environnement. Depuis 4 ans, la Fair Food Company approvisionne quelques enseignes de la grande distribution en légumes pré-découpés, des restaurants d'entreprises et cantines scolaires qui ont besoin de légumes prêt-à-l'emploi en grandes quantités. L'entreprise a particulièrement noué des liens commerciaux avec l'enseigne Woolworth et plus récemment avec Pick n Pay. 80 % des haricots Edamame vendus dans les magasins Woolworths sont produits par des petits producteurs grâce à la Fair Food Company.

Accompagner le développement des acteurs locaux

ASIYE ETAFULENI - SOUTIEN AUX VENDEURS DE RUE

Asiye eTafuleni est une association de Durban qui soutient le développement de l'économie informelle (vendeurs de rue, marchés, etc.) dans la ville. Fondée en 2008 à l'initiative de Richard Dobson et Patrick Ndlovu, anciens membres de la municipalité d'eThekweni, Asiye eTafuleni vise à soutenir les activités économiques de la population, bien qu'elles soient informelles, dans le but de limiter les inégalités économiques, raciales et spatiales dévastatrices dues à la période de l'apartheid. L'association cherche à revaloriser l'économie informelle et à lui redonner une place dans l'espace urbain. Asiye eTafuleni est aussi un centre de recherche sur l'économie informelle et l'environnement urbain, reconnu à l'international, qui contribue à une meilleure compréhension du rôle de l'économie informelle et qui permet de mieux l'intégrer dans les politiques d'aménagement et de développement des villes. L'équipe travaille en étroite collaboration avec les principaux concernés et déploie ses actions autour de quatre axes : la recherche, le plaidoyer, la conception et l'éducation. L'objectif est de donner davantage de visibilité aux travailleurs de rue mais aussi davantage d'acceptation par la société et d'inclusion dans les politiques publiques.

BAOBAB - UN TIERS LIEUX FAVORISANT L'ENTREPRENARIAT ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

Cette initiative récente a émergé suite à une volonté d'agir face aux enjeux majeurs en Afrique du Sud : pauvreté, clivages et exclusion sociale. Baobab s'est donné pour but de venir en aide aux populations défavorisées, en leur proposant différents programmes qu'ils soient étudiants, jeunes sans emplois, ou même gérants de petites entreprises. Les différents programmes du tiers lieu cherchent à développer des compétences et un esprit de collaboration et d'équité chez les participants. Il vise à leur donner les moyens d'entreprendre en faveur d'une économie verte, durable et responsable (Baobab, 2020).

DURBAN - UMBILO BUSINESS FORUM

Umbilo Business Forum vise à dynamiser le quartier de Glenwood-Umbilo au travers de ses entreprises, en employant des personnes exclues du marché de l'emploi. Créé en 2010, à l'origine pour favoriser l'économie et le commerce, le forum a élargi progressivement ses objectifs pour prendre en compte des enjeux de sociétés devenus majeurs : chômage, sécurité, cohésion sociale, etc. L'association vise aujourd'hui à favoriser le commerce et réduire les crimes. Ses principales actions sont l'emploi de personnes très vulnérables et exclues de la société, pour l'entretien des parcs de la ville ainsi que pour y cultiver de la nourriture. En outre, l'agriculture urbaine dans les parcs est également un moyen d'améliorer la sécurité alimentaire des travailleurs et habitants, ainsi que de renforcer la cohésion sociale.



LES SOLUTIONS SONT-ELLES À LA HAUTEUR DES ENJEUX ?

SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES PETITS PRODUCTEURS ET RENFORCER LES FILIÈRES COURTES ET DE PROXIMITÉ EST ESSENTIEL AU DÉVELOPPEMENT D'UNE AGRICULTURE LOCALE, ÉQUITABLE ET VIABLE

Les activités induites par le système alimentaire contribuent fortement au développement économique de la province de KwaZulu-Natal et à la croissance du pays générant au total plus de 12 % du PIB. KZN est une région agricole spécialisée dans les exportations de canne à sucre et compte de nombreuses entreprises agroalimentaires. Cette filière illustre les dégâts d'un système alimentaire inégalitaire, monopolistique, déconnecté de la consommation locale et dépendant des marchés internationaux.

La dépossession des terres des petits producteurs noirs sous le colonialisme puis l'apartheid, la mondialisation et la déréglementation de l'agriculture après 1994 ont configuré un système alimentaire dual au profit de quelques grandes entreprises. L'agriculture commerciale, l'agro-industrie et les supermarchés sont aux mains d'une poignée d'acteurs qui possèdent l'essentiel des parts de marchés et de la valeur-ajoutée. D'autre part, les petits producteurs et producteurs émergents ont un accès limité aux marchés commerciaux dictés par des gros volumes de production et requérant des moyens de production auxquels ils n'ont pas accès ; de grandes surfaces, du matériel agricole de pointe, des capitaux financiers pour investir ainsi que des connaissances agronomiques.

Les petits producteurs étant grandement défavorisés pour accéder à des débouchés rémunérateurs, les acteurs du territoire ont mis en œuvre des solutions leur facilitant l'accès aux marchés.

Les Agrihubs de la municipalité ou encore la Fair Food Company leur permettent d'écouler leurs productions dans les canaux conventionnels, à savoir la restauration collective et la grande et moyenne distribution, qui tendent justement à accroître leur offre de produits locaux. Certains supermarchés contractualisent avec les fermiers émergents mais le pouvoir de négociation de ces derniers reste encore trop faible pour augmenter sensiblement leur rémunération.

La distribution alimentaire demeure extrêmement centralisée et les flux des produits agricoles et alimentaires vers les marchés de gros et les détaillants court-circuitent les flux de proximité. Les vendeurs de rue ont d'ailleurs davantage recours aux grossistes qu'aux producteurs locaux pour s'approvisionner.

Cette petite agriculture permet pourtant d'alimenter près de 50 % de la population vivant en zone rurale et joue un rôle majeur pour la réduction de la pauvreté, en constituant à la fois une source de revenus et d'alimentation.

Durban doit diversifier ses productions agricoles et les rendre accessibles aux consommateurs en développant de petits outils de transformation locaux et en favorisant l'accès aux débouchés locaux des grands comme des petits agriculteurs. De véritables politiques de valorisation des productions locales, à l'image des initiatives de la coopérative de femmes WAVE ou des marques locales qui émergent ailleurs dans le monde, doivent être encouragées par la collectivité d'eThekweni. Rééquilibrer la répartition de valeur ajoutée est en outre nécessaire pour redorer l'image du métier de producteur et pour permettre aux jeunes d'entreprendre dans ce domaine avec des perspectives plus encourageantes.

ESPACES-TEST DE LA CIAP PAYS-DE-LOIRE

Nantes, France

L'espace-test permanent de la CIAP (Collectif d'Installation en Agriculture Paysanne) est un espace de production équipé et mis à disposition (foncier, matériel, encadrement) auprès de porteurs de projet en maraîchage AB dans le cadre d'un Stage Paysan Créatif. Cet espace est un moyen de tester ses capacités à s'occuper collectivement d'une unité de production, du semis à la commercialisation en passant par la gestion quotidienne, ainsi qu'une réflexion sur les choix d'investissement. Les jeunes agriculteurs bénéficient d'un accompagnement par des professionnels.

Cet espace test est membre du réseau national des espaces-test agricoles (RENETA), qui rassemble aujourd'hui plus de 60 structures similaires en France. RENETA est aussi un espace d'échange de pratiques qui conduit à l'élaboration de projets de recherches-action tels que le projet Newbie qui consiste à développer et diffuser de nouveaux modèles économiques, y compris de nouveaux modèles d'installation, à l'ensemble des nouveaux entrants.

COOPÉRATIVE - OCÉANE

Nantes, France

La coopérative Océane représente aujourd'hui $\frac{1}{3}$ du maraîchage nantais et fait travailler 1300 personnes. La démarche RSE mise en place par Océane est publiée annuellement et s'engage notamment à améliorer les conditions de travail et d'hygiène des membres de la coopérative : le CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail) suit par exemple le nombre d'accidents du travail chaque année au sein de la coopérative et cherche à diminuer les risques en faisant intervenir des ergonomes pour optimiser la plateforme principale. De même, la coopérative investit dans des équipements de travail adaptés pour limiter la pénibilité au travail chez les producteurs. Elle a par exemple acheté des transpalettes gerbeurs pour élever les palettes à hauteur d'homme afin que les salariés puissent les charger sans pénibilité.

LES CHAMPS DES POSSIBLES

Paris, France

Les Champs des Possibles est une couveuse d'activités agricoles, une coopérative d'activités et d'entrepreneurs et un organisme de formation. La couveuse permet à des porteurs de projets qui souhaitent s'installer de tester leur activité en grandeur réelle tout en limitant leur prise de risque. Les Champs des Possibles met à disposition des futurs agriculteurs des moyens de production et un accompagnement technique. La coopérative d'activités agricoles permet à des agriculteurs de créer leur entreprise tout en se déchargeant des aspects juridiques et comptables, en disposant du statut de salarié. Leur comptabilité est gérée par la coopérative et ils peuvent mutualiser certains des moyens de production.

Les Champs des Possibles propose également des modules de formation continue à destination des agriculteurs installés et accompagne les aspirants exploitants agricoles dans la construction de leur projet.

TERRE DE LIENS

France

Terre de Liens est née en 2003 de la convergence de plusieurs mouvements dans l'objectif de faciliter l'installation de nouveaux paysans en France grâce à l'investissement solidaire de citoyens engagés. L'action principale de Terre de Liens est l'acquisition de fermes et de terres qui vont rejoindre le réseau des fermes Terre de Liens. Ces terres s'inscrivent dans la volonté de retrouver une utilité sociale et économique, tout en prenant leur place au sein d'un territoire. Elles accueillent des projets en agriculture paysanne, biologique ou biodynamique et génèrent des dynamiques humaines et du lien social. Terre de Liens accompagne également les paysans dans leur installation.

LES ATELIERS DE TRANSFORMATION COLLECTIFS

France

Un atelier de transformation collectif (ATC) est une structure gérée par un collectif d'agriculteurs qui mutualisent leurs moyens pour disposer des équipements nécessaires à la transformation de leurs produits afin d'en assurer la commercialisation via des circuits alimentaires de proximité. On en dénombre plus de 130 ateliers en France (Thomas, 2016). Souvent portés par les CUMA (société Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole) ces ateliers créent de nouvelles activités de transformation de viandes, fruits, légumes, miel, produits laitiers, etc. La Loire Atlantique en compte 4.

RÉSEAU DES INITIATIVES AGRO-ÉCOLOGIQUE AU MAROC- MARCHÉS PAYSANS

Maroc

Le RIAM est un réseau d'acteurs dont l'objectif est de mettre en lumière les initiatives et faciliter la coopération territoriale pour encourager la transition agro-écologique. En collaboration avec le CIRAD, le RIAM a initié une démarche de création de marchés paysans, associée à la mise en place d'un label "agro-écologie" sur le principe du système participatif de garantie. Au travers de ces marchés paysans, le RIAM souhaite encourager une agriculture plus respectueuse de l'environnement, tout en démocratisant et sensibilisant les consommateurs aux démarches "bio". Le nombre d'intermédiaires étant drastiquement diminué, les marchés permettent une meilleure rémunération pour les producteurs. Il en existe à ce jour 3 au Maroc.

LE FRUIT - UNE MARQUE QUI ASSURE UNE PRODUCTION ET UNE TRANSFORMATION RESPONSABLE DANS LE DELTA DU MÉKONG

Vietnam

Les Vergers du Mékong est une entreprise française basée depuis 20 ans au Vietnam. Elle propose des jus de fruits et confitures sous la marque *Le Fruit* et du café et du thé sous la marque *Folliet*. L'entreprise a mis en place une politique de responsabilité sociale et environnementale exemplaire. Elle accompagne ses producteurs de goyave, ananas ou mangue dans le Delta du Mékong vers des pratiques plus durables tout en assurant des revenus décents, limitant ainsi l'impact des fluctuations de prix des marchés. Les fruits sont transformés en jus et confitures sur le site de transformation de Can Tho, puis distribués dans les restaurants, hôtels, supermarchés et magasins spécialisés principalement au Vietnam (70 % du marché) et à l'étranger (30 %).

Des contrats avec les producteurs sont établis sur le long terme avec l'entreprise, sans intermédiaire. Ceci permet au producteur une certaine sécurité de revenu et une meilleure traçabilité. L'entreprise a également créé trois centres à destination des producteurs, leur permettant de bénéficier de conseils pour leur production et de formations et faisant figure de plateforme de collecte des fruits.

SONANTES - LA MONNAIE COMPLÉMENTAIRE LOCALE

Nantes, France

Le dispositif SoNantes, lancé officiellement en avril 2015, est piloté par le crédit municipal de la collectivité de Nantes. Le projet est issu d'une co-construction active entre citoyens, représentants du monde économique, collectivités publiques et institutions nantaises. Cette monnaie locale vise à permettre un recentrage économique en direction des commerces et services de proximité et peut être utilisée par les professionnels et les particuliers. Après une adhésion gratuite et l'ouverture d'un compte pour les particuliers, chaque Nantais reçoit une carte de paiement nominative lui permettant de régler jusqu'à 1 000 SoNantes (1 000 euros) par an chez les commerçants et entreprises adhérentes, via les terminaux de cartes bancaires classiques.

MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Montpellier, France

Le Marché d'Intérêt National de Montpellier, regroupe près de 220 producteurs, grossistes, négociants, ateliers de transformation et 3 000 acheteurs professionnels. Grâce à la politique agro-écologique et alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole, le MIN de Montpellier est l'un des pionniers à intégrer des démarches alternatives dans son fonctionnement, au travers notamment d'actions phares de renforcement de la place des produits locaux et issus d'une agriculture biologique, d'optimisation de l'utilisation de l'énergie ainsi que de diminution et de valorisation des déchets.

Le "Carreau Bio & Local"

Depuis 2017, une trentaine de producteurs proposent des produits locaux de saison - dont une dizaine certifiée Agriculture Biologique (Aude, Hérault, Tarn). Ce service permet aux producteurs locaux d'accéder à une clientèle professionnelle diversifiée en réduisant le temps de transport et les flux logistiques en ville. Au total, 50 % des produits vendus sur le MIN (fruits et légumes, viandes, vin) sont produits dans le Sud de la France.

Optimisation énergétique

Une stratégie de mutualisation et massification des flux sur le MERCADIS a permis de diminuer le nombre de véhicules de livraison. L'accès au MIN a été rendu gratuit pour certains transporteurs s'engageant à réduire leurs émissions de GES.

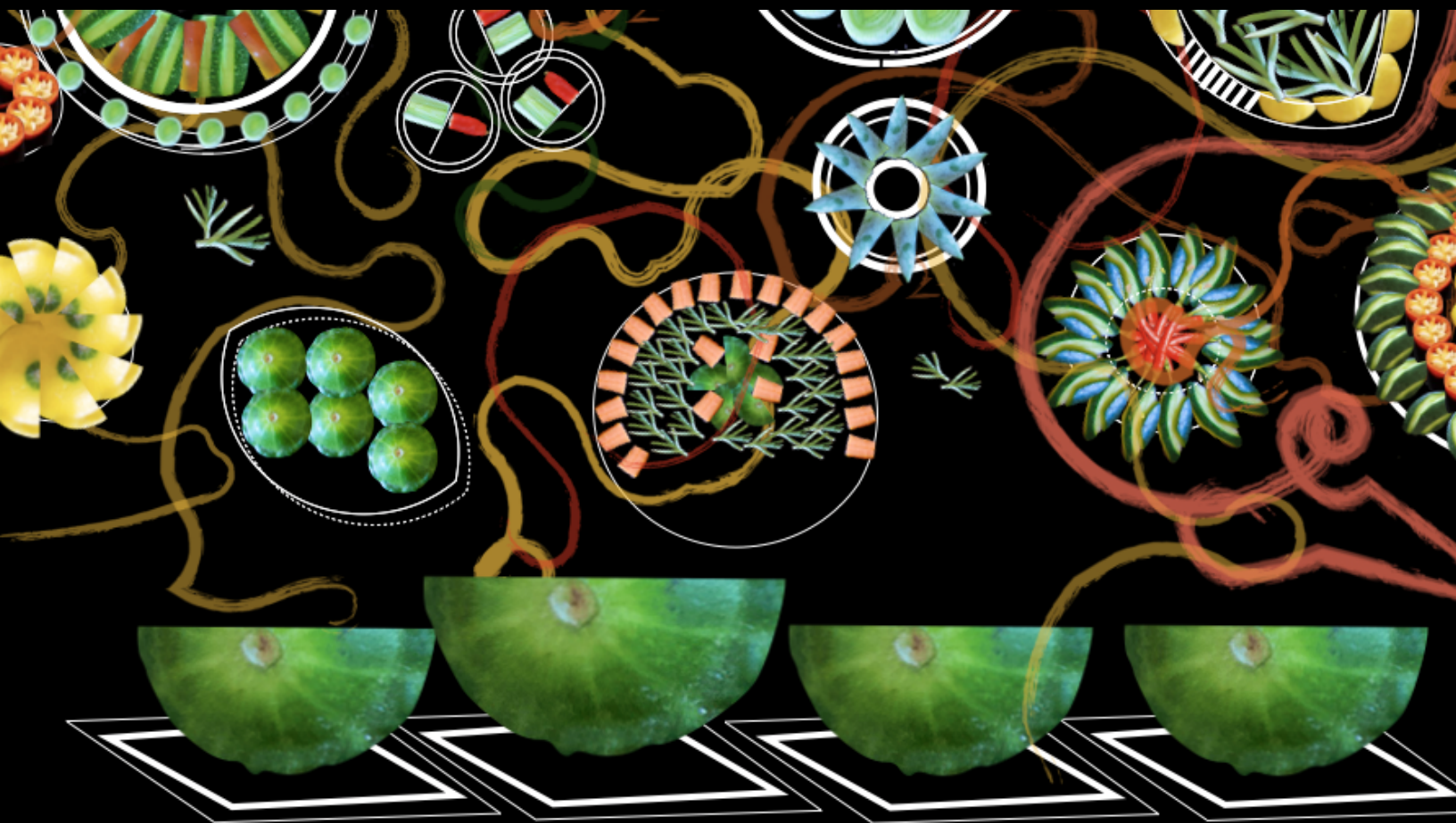
Gestion des déchets

À ce jour, 73 % des déchets produits sur le MIN sont recyclés, au travers de 5 filières : méthanisation, alimentation animale, recyclage bois et cartons, recyclage des métaux. Depuis 2016, les grossistes du MIN font également don de leurs invendus consommables à des associations d'aide alimentaire.

Chapitre IV

GOUVERNANCE ALIMENTAIRE

Le système alimentaire de Durban et sa province apporte-t-il l'information nécessaire pour permettre la cohésion sociale, la confiance et la participation des citoyens ?



LE RÔLE SOCIAL DE L'ALIMENTATION

“L'histoire de la relation entre agriculture et alimentation, entre producteurs agricoles et consommateurs, est celle d'une distanciation : géographique, avec l'allongement des distances d'approvisionnement des marchés ; économique, avec la multiplication des intermédiaires dans les filières ; cognitive, avec la spécialisation des connaissances et l'accès des mangeurs à des informations de plus en plus complexes. Les étiquettes sur les produits alimentaires se surchargent sans pour autant totalement rassurer les consommateurs.”

Nicolas Bricas, Nature Sciences Sociétés, 2013



Nicolas Bricas © CIRAD

L'alimentation participe au dialogue et à l'intégration des citoyens dans une société mue par des valeurs de partage, ouverture et curiosité culinaire, mais pas seulement. Seuls des citoyens informés et éclairés sur leurs options alimentaires et ce qu'elles impliquent d'un point de vue environnemental, social et économique sont en mesure de faire des choix responsables pour leur propre alimentation et celle de la communauté dans laquelle ils évoluent.

Les collectivités locales ont un rôle déterminant à jouer dans la construction d'un système alimentaire local adapté aux contraintes et ressources de leur territoire. Afin d'être en mesure de prendre des décisions dans ce sens, elles doivent bénéficier des compétences et finances adéquates. Les collectivités ont également un rôle de médiateur et coordinateur sur leur territoire : elles doivent plus que jamais impliquer la société civile et les citoyens dans la prise de décision pour qu'ils se les approprient et s'impliquent dans la construction d'un système alimentaire durable et résilient.

1994

Avènement de la démocratie et fin du régime ségrégationniste

63

l'Indice de GINI le plus élevé au monde (WHO, 2019)

7

services dédiés à l'alimentation et à l'agro-écologie au sein d'eThekwini Municipality

L'HÉRITAGE DE L'APARTHEID PÈSE SUR LES MODES DE GOUVERNANCE

// *Si nous pouvions réaliser d'une manière ou d'une autre qu'il y a plus dans la vie que l'argent et que nous avons une plus grande capacité à travailler collectivement, nous pourrions réaliser de grandes choses. Mais nous sommes si loin sur la voie de l'avidité, de la méfiance, de la colère et des conflits qu'il est parfois difficile de voir si nous pouvons réellement trouver un moyen de nous rassembler."*

Walter Coughlan, directeur et cofondateur de la Fair Food Company

UN PRÉSENT MARQUÉ PAR LE TEMPS DE L'APARTHEID

L'Afrique du Sud reste profondément marquée des stigmates de l'apartheid dont la ségrégation raciale persistante est l'héritage. Ce régime de séparation de la population selon sa couleur de peau a été instauré dès le 17^e siècle avec la colonisation du pays par les Hollandais puis a été systématisé et institutionnalisé après 1948 avec la victoire du Parti national. La politique de l'apartheid se traduit par une oppression raciste envers les populations non blanches : les populations autochtones africaines, les populations d'origine asiatique et de descendance mixte - qui constituent plus de 80 % de la population. Ce système repose sur une loi dite d'enregistrement de la population (Population Registration Act, 1950), qui étiquette les habitants selon quatre couleurs de peau appelées "races" (Blancs, Indiens, métis et Noirs), déterminant ainsi toute leur existence. Les populations non-blanches se sont vues interdites d'acheter des terres, d'accéder aux marchés agricoles, d'avoir des relations sexuelles entre races différentes, de vivre dans certains quartiers réservés aux Blancs, etc.

Des millions de personnes ont été expulsées de force de leur terres ou de leur quartier attribués aux Blancs suite à la loi sur l'habitat séparé de 1950 (Group Areas Act) qui a institutionnalisé la ségrégation spatiale et conduit *de facto* à la création des township en périphérie des villes où vivent encore aujourd'hui essentiellement des personnes de la communauté noire.

Près de trente ans après la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud n'est pas devenue cette grande "nation arc en ciel", tant espérée par Mandela. La société demeure extrêmement polarisée, racialisée et son territoire très fragmenté. (Ohayon et Mione, 2020). L'élimination de la discrimination raciale, inscrite dans la Constitution, reste un concept idéal, qui n'a pas encore véritablement trouvé ancrage dans les esprits (Huon, 2020).



La question raciale est le principal défi du pays car en découle de nombreux autres problèmes : précarité, chômage, manque d'éducation et de santé, sécurité, etc. Les communautés noires payent lourdement cet héritage qui affecte autant leur richesse que leur santé. Cela doit changer."

Rosemary Rodriguez,
coordinatrice du groupe de femmes WAVE (Women Adding Value to the Economy)

©Let's Food



En Afrique du Sud, les inégalités socio-économiques se mêlent aux inégalités raciales, avec un salaire médian 3,5 fois plus élevé pour les ménages de la minorité blanche alors qu'elle ne représente que 8 % de la population. Par exemple, les personnes issues de la communauté noire ont 17 % de chances en moins de trouver un emploi que les personnes issues des communautés blanches et les foyers noirs sont bien plus touchés par la précarité économique que les foyers blancs. Les populations blanches continuent par ailleurs à avoir un meilleur accès à l'éducation, à l'emploi et à de meilleures conditions de vie que la majorité de la population du pays (The World Bank, 2018).

Outre l'héritage socio-économique très inégalitaire de l'apartheid, cette politique affecte aussi la cohésion sociale, le partage et la culture sud-africaine. Le racisme est encore présent dans la société. Certaines chaînes de restauration rapide ont été montrées du doigt pour leurs stratégies de communication stéréotypées, voire racistes. Par exemple, le groupe Spur avait utilisé lors d'une de ses campagnes presque exclusivement des personnes blanches servies par des personnes noires sur ses affiches et dans les spots télévisés (Bongwana, 2017).

Les différentes communautés ont encore beaucoup de suspicion et de méfiance les unes envers les autres (Rodriguez, 2020). Néanmoins des volontés d'entraide émergent doucement par exemple entre producteurs noirs et blancs. Certains fermiers blancs accompagnent et transmettent leurs connaissances aux producteurs émergents, principalement issus des communautés noires. C'est en tout cas ce que tente de favoriser le pôle agro-écologique de la municipalité d'eThekweni (Chamane, 2020).



L'apartheid a été extrêmement dévastateur pour la solidarité."

Richard Dobson, cofondateur de l'association Asiy eTafulen

//

Les problèmes actuels du territoire comme le chômage ou l'accès au marché des petits producteurs sont perçus comme des problèmes de race puisque les Noirs sont principalement concernés à l'inverse des Blancs. Cela empêche le dialogue et alimente la méfiance. Notre municipalité doit créer des espaces de dialogue entre les communautés pour régler le problème. La cohésion sociale devrait être davantage encouragée et impulsée par notre gouvernement."

Rosemary Rodriguez, coordinatrice du groupe de femmes WAVE (Women Adding Value to the Economy)

©Let's Food



DES NIVEAUX DE CORRUPTION ÉLEVÉS QUI MINENT LA CONFIANCE DANS LES DIRIGEANTS

L'indice de perception de la corruption dans le secteur public en Afrique du Sud est de 44 (échelle de 0 à 100, 0 signifiant très corrompu) ce qui place le pays à la 69^e rang sur 180 pays. C'est un score qui correspond à la moyenne mondiale, mais qui signifie que le pays est tout de même corrompu (Transparency International, 2020).

Les conflits d'intérêts, la quête du pouvoir et la corruption font amplement partie du jeu politique sud-africain. Le Congrès National Africain (ANC) est au cœur de scandales de corruption, entre le procès pour détournement d'argent de l'ancien président Jacob Zuma et celui du secrétaire général de l'ANC, Ace Magashule accusé en 2021 d'avoir détourné plusieurs dizaines de millions d'euros quand il était gouverneur de la province de l'État libre (Free State). Les détournements de fonds et autres formes de corruption qui infiltrent l'administration sud-africaine jusqu'au plus haut niveau, sont considérés comme les principaux fléaux minant l'économie sud-africaine à ce jour. En octobre 2019, le président Cyril Ramaphosa a indiqué que la corruption sous le régime de Jacob Zuma a coûté à l'Afrique du Sud, près de 10 % de son PIB en dix ans. D'après les analyses, ce sont entre 33 milliards de dollars et 100 milliards de dollars de revenus qu'aurait coûté la corruption sous la présidence de Jacob Zuma (Adjibi Nourou, 2020). Ce fléau déchire le pays et conduit à une perte de confiance des citoyens envers le politique. Une partie de la population semble être devenue très méfiante envers les pouvoirs publics qui n'agissent pas toujours en faveur du bien de la communauté et qui plombent finalement les initiatives des citoyens et des acteurs privés (Cole, 2020).

©Let's Food



“ Il y a en Afrique du Sud des gens qui agissent en faveur d'une meilleure société et pour le bien de la population mais il existe aussi des acteurs au pouvoir qui ne cessent de se battre pour acquérir davantage de pouvoir et qui méprisent la souffrance des communautés.”

Ian Campbell, co-fondateur du Umbilo Business Forum

LA RÉGION KZN ET LA MUNICIPALITÉ POSSÈDENT QUELQUES COMPÉTENCES POUR IMPULSER UN SYSTÈME ALIMENTAIRE DURABLE

L'Afrique du Sud est un régime fédéral où le pouvoir est décentralisé selon 3 niveaux : un niveau national (gouvernement central), un niveau provincial (provinces) et un niveau local (municipalités).

EThekweni, en tant que municipalité métropolitaine, exerce l'intégralité du pouvoir municipal et dispose ainsi de nombreuses compétences. Ses objectifs, communs aux autres municipalités, sont notamment de gouverner démocratiquement les communautés locales, de promouvoir le développement économique et social, de garantir un environnement sain et sûr ainsi que d'encourager la participation citoyenne (Yes!Media, 2020 et Perspective Monde Usherbrooke, 2020 et France Diplomatie, 2020).

La production agricole, les marchés et les filières de la province de KwaZulu-Natal sont en premier lieu sous la gestion du ministère de l'agriculture de la province de KZN. Le département "DARD-KZN" assure la mise œuvre de la législation et des lignes directrices nationales mais se charge aussi des politiques provinciales. Son objectif principal est de soutenir les agriculteurs - soutien financier, formation, accompagnement administratif, etc. - afin d'assurer un développement et une gestion durables des ressources agricoles de la province.

La municipalité d'eThekweni dispose de marges de manœuvre par rapport au pouvoir central et aux provinces sur son territoire ce qui lui permet de se positionner en faveur de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire. De même, beaucoup d'associations, ONGs, de citoyens et même d'entreprises sont engagées en matière d'agriculture et d'agriculture urbaine. Il manque cependant de coordination entre ces différentes initiatives ainsi que de transversalité avec les autres municipalités et avec les échelons provinciaux et nationaux pour la mise en œuvre d'une politique systémique et durable.

©Let's Food



“ *La production alimentaire n'est pas un mandat central de la municipalité, mais la Constitution confère aux municipalités des compétences en matière de développement économique local. Puisque l'agriculture est un secteur économique du territoire, la municipalité s'est saisie de cette opportunité pour l'intégrer dans son programme économique. “*

Vuyo Jayiya, Directeur adjoint du service agro-business, Municipalité d'eThekweni



Les ministères de l'agriculture au niveau national et provincial ainsi que les municipalités ont les moyens pour soutenir l'agriculture et en particulier les petits producteurs. Divers programmes sont mis en œuvre tout au long de l'année avec des financements, du partage de compétences et des formations ainsi que de l'accompagnement collectif pour soutenir les petits producteurs. Mais cette approche manque de coordination et d'actions systémiques."

Walter Coughlan, directeur et cofondateur de la Fair Food Company

LA MUNICIPALITÉ D'ETHEKWINI S'ENGAGE POUR LE SOUTIEN DE L'AGRO-ÉCOLOGIE ET DE LA PETITE AGRICULTURE

Bien que l'agriculture ne soit pas une compétence obligatoire des collectivités, la municipalité d'eThekwini a créé un service chargé de l'agro-écologie et s'engage en faveur d'une meilleure sécurité alimentaire de sa population. Elle œuvre par exemple en faveur de l'agriculture urbaine et a créé des Agri-Hub pour faciliter la commercialisation des petits agriculteurs et approvisionner les cantines. Ce faisant, elle aide les petits producteurs et les foyers précaires. Avec près de 40 % de la population sans emploi, développer l'agro-écologie leur permet de cultiver sur des petites surfaces et ainsi subvenir à leurs besoins alimentaires et économiques en vendant leurs surplus.

Plusieurs unités de la métropole travaillent sur la question alimentaire :

- L'unité d'agro-écologie
- L'unité d'agro-business
- L'unité de soutien aux entreprises et aux marchés
- L'unité de la participation communautaire et de soutien à l'action
- L'unité de planification, environnement et gestion du développement
- L'unité de la santé
- L'unité des parcs, espaces verts et de la culture



L'objectif du service agro-écologique de la municipalité est la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire."

Sbusiso Chamane, directeur du service agro-écologie, Municipalité d'eThekwini



En nous préoccupant de développer des façons de produire plus durables et accessibles à tous, nous contribuons à créer une ville plus vivable et agréable à vivre où l'accès à la nourriture ne sera plus le souci majeur des foyers les plus vulnérables".

Vuyo Jayiya, Directeur adjoint du service agro-business, Municipalité d'eThekwini

L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, SOURCE DE COHÉSION SOCIALE AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ FRAGMENTÉE ?

Le développement de l'agriculture urbaine permet aussi d'une certaine manière de favoriser la cohésion sociale. L'agriculture urbaine contribue à réunir des personnes différentes autour d'un sujet commun. Différents acteurs s'engagent en faveur de l'agriculture urbaine à Durban : Amnesty International, Greencamp Gallery, la municipalité d'eThekweni, ENACTUS, etc.



©Let's Food

“ Les jardins partagés permettent d'avoir de la nourriture saine et aussi interagir avec les autres. Je pense que les gens se rassemblent lorsqu'ils partagent leurs compétences et leurs connaissances. Pour moi, c'est une opportunité de travailler avec des femmes d'autres communautés avec lesquelles je n'aurais pas forcément pu entrer en contact.”

Coral Vinsen, vice-présidente de Amnesty International Durban

Outre l'agriculture, l'alimentation est aussi facteur de cohésion sociale. Le curry est un plat qui rassemble les communautés à Durban. Les plats de curry sont accessibles et nombreux dans la ville ; des populations issues de différentes communautés et classes sociales se rejoignent dans les mêmes lieux pour les déguster (James, 2020).

“ La nourriture raconte une histoire. Et cette histoire crée la culture, réuni les gens à table et contribue à briser l'animosité et les tensions, etc. parce que tout le monde aime la nourriture, tout le monde aime manger et cela peut aller au-delà de la politique des classes, du sexe, de la race, etc.”

Delwyn Pilay, activiste pour le mouvement Slow Food

Si l'alimentation est un puissant vecteur de cohésion sociale, elle ne permet néanmoins pas de dépasser les profondes fractures sociales héritées de la ségrégation.

“ Je me souviens que lors de la Coupe du monde, il y avait de nombreux braai qui rassemblaient les gens. Mais les gens ne se mélangeaient pas vraiment. Il y a un véritable enjeu racial que nous devons résoudre.”

Xolani Hlongwa, cofondateur de Green Camp Gallery

Le système alimentaire actuel crée aussi une séparation entre les gens qui ont les moyens de se procurer une alimentation de qualité et ceux qui n'ont que les moyens pour la nourriture abordable. Le modèle est à faire évoluer pour créer plus de cohésion que de divisions (Pilay, 2020).



DES ESPACES DE DIALOGUES QUI ÉMERGENT LENTEMENT

UNE SOCIÉTÉ CIVILE ACTIVE MAIS QUI MANQUE DE SOUTIEN

À Durban, de nombreuses initiatives citoyennes émergent et collaborent : Enactus et les sacs potagers, le forum Umbilo Business, Green Camp, Slow Food, Biowatch, the Valley Trust, Baobab, etc. La culture de l'entrepreneuriat se développe fortement, notamment chez les étudiants. Cet intérêt des étudiants pour l'entrepreneuriat social est particulièrement vertueux et important pour résoudre les problèmes auxquels font face les communautés comme le chômage (Yoliswa Jele et Kwazini, 2020).

Malgré leur présence, les initiatives citoyennes ont des difficultés à véritablement s'établir comme des solutions pérennes pour le système alimentaire. Elles manquent notamment de coordination, d'un modèle économique viable, de bénévoles engagés sur le long terme et surtout, elles sont en compétition les unes aux autres pour obtenir des financements. Si les associations et ONG sont présentes, elles demeurent relativement peu nombreuses sur le territoire et ont peu de pouvoir. Elles manquent de fonds et de soutiens financiers pour mettre en œuvre pleinement leurs actions (Dobson, 2020). Le financement public des associations et ONG a en effet fortement diminué en Afrique du Sud ces dernières années et l'État est remis en question (Campbell, 2020).

LA CONCERTATION MULTI ACTEURS ENCORE TROP FRAGILE

Le véritable enjeu est de réussir à fédérer les différents acteurs autour d'un projet commun et à les faire travailler ensemble pour aboutir à des solutions concrètes et durables (Coughlan, 2020).



Nous savons que nous pouvons cultiver la terre et nous nous nourrir. Le véritable défi auquel nous devons répondre maintenant est de savoir comment mettre cela en place et surtout comment le faire collectivement."

Walter Coughlan, directeur et cofondateur de la Fair Food Company

La municipalité d'eThekweni est consciente de la nécessité de mettre en place des actions en étroite collaboration avec les autres acteurs et surtout avec les bénéficiaires des projets. Les solutions top-down venant du gouvernement ou de groupes d'agriculteurs ont du mal à être réellement appropriées et effectives au sein des communautés rurales. Le service chargé de l'agro-business d'eThekweni a ainsi cherché à mieux comprendre les besoins mais aussi les forces des communautés à travers le développement d'une base de données avant d'impulser des solutions "toutes-faites".

Vuyo Jayiya, le directeur adjoint du service agro-business de la collectivité cherche par cette stratégie à éviter l'inadéquation des programmes avec les besoins des communautés. Vuyo Jayiya illustre ce besoin par un exemple parlant : Une communauté avait bénéficié de véhicules agricoles, d'équipements d'irrigation et de clôtures. 6 mois plus tard, les véhicules servaient à autre chose ou avaient été vendus, de même pour le système d'irrigation. Par ailleurs, le matériel mis à disposition n'était pas suffisant pour encourager les bénéficiaires à cultiver la terre, n'ayant pas les connaissances pour. Le besoin impérieux de cette communauté était d'obtenir de l'argent pour acheter de la nourriture (Jayiya, 2020).

“ Il y a un véritable problème d’allocation des ressources parfois du fait de la corruption mais surtout d’un manque d’analyse des besoins et des enjeux. Cela a créé de la méfiance ainsi que de l’inefficacité. Je pense que le meilleur moyen d’éviter cela est de mettre en place des solutions attendues par les acteurs du territoire et qui intègrent un modèle économique afin de permettre aux petits producteurs de continuer sur le long terme avec des solutions rémunératrices et durables.”

Vuyo Jayiya, Directeur adjoint du service agro-business, Municipalité d’eThekweni

DES CITOYENS ENCORE PEU IMPLIQUÉS DANS LA PRISE DE DÉCISION

La collectivité est consciente de l’importance de la co-construction et de la participation citoyenne pour la mise en place de solutions pérennes. L’unité d’agro-écologie a ainsi mis en place un comité sur la sécurité alimentaire constitué des trois sphères de gouvernement (national, provincial et local) mais aussi du secteur privé, des associations d’agriculteurs et des communautés directement bénéficiaires des programmes (Chamane, 2020).

De même, le service en charge de la participation citoyenne a mis en place un programme (Community Based Planning) dont le but est de créer un environnement propice pour que les citoyens participent à l’amélioration de leur qualité de vie en mobilisant leurs propres atouts (EThekweni municipality, 2021). Ce faisant, la municipalité cherche à améliorer l’implication des citoyens. Cependant, développer cette culture de l’engagement et de la participation citoyenne prend du temps. Les citoyens sont encore récalcitrants à l’idée de s’engager davantage dans les politiques de leur ville et ont une certaine méfiance envers les institutions (Jayiya, 2020)

“

Notre résilience en tant que ville à Durban réside dans les gens. Connectés les uns aux autres pour résoudre les principaux enjeux de la ville - le chômage et la pauvreté, nous pouvons accélérer la transition vers une ville résiliente.”

**Ian Campbell,
co-fondateur du Umbilo
Business Forum**



©Let's Food

UNE COOPÉRATION ACTIVE SUR LES ENJEUX CLIMATIQUES ET ALIMENTAIRES

LA MUNICIPALITÉ D'ETHEKWINI SOUHAITE APPRENDRE DE SES PAIRS À L'INTERNATIONAL

Durban est une ville ouverte sur le monde et engagée sur les problématiques environnementales et climatiques. En 2011, elle a accueilli la Conférence annuelle des Nations-Unies sur le changement climatique (COP 17). La métropole a ainsi réuni les représentants de plus de 190 États ainsi que de nombreuses personnes de la société civile pendant deux semaines.

La municipalité d'eThekweni est aussi tournée vers l'extérieur et favorise les échanges avec ses partenaires de coopérations. Outre sa coopération avec Nantes, Durban est aussi partenaire de quatorze villes dont Leeds au Royaume Uni, Chicago aux États-Unis, Oran en Algérie, Libreville au Gabon, etc. Ces coopérations visent à favoriser l'échange de bonnes pratiques ainsi qu'à améliorer le développement et la durabilité environnementale de la ville. Cela contribue aussi à établir et à renforcer les échanges économiques mais aussi la santé, la culture, le sport, l'éducation, l'environnement, etc. Les bénéfices de ces coopérations sont multiples. La municipalité d'eThekweni recherche en particulier l'échange de connaissances, la mise en œuvre de projets en partenariat conduisant à des bénéfices mutuels ainsi que l'acquisition de compétences pour améliorer sa gestion des problématiques locales.

En outre, Durban est membre du "NEPAD city program" mené par les Nations-Unies et plus particulièrement par l'agence ONU-Habitat qui vise à promouvoir le développement de villes durables et de bonnes conditions de vie pour les habitants. Le "Nouveau Programme pour le développement de l'Afrique" (NEPAD) vise en particulier à résoudre les problématiques africaines de l'urbanisation, de la ville inclusive, de la jeunesse ainsi que les questions de gouvernance et de participation des jeunes. Grâce aux projets du NEPAD, les villes partagent des modèles de meilleures pratiques en matière de prestation de services, de structures gouvernementales et y développent des partenariats. Durban a été désignée comme l'un des chefs de file dans le cadre d'une initiative visant à résoudre les problèmes rencontrés par les autorités locales en termes de prestation de services. Durban est ainsi un partenaire stratégique pour d'autres villes africaines dont Bamako, au Mali, Douala au Cameroun, Lagos au Nigeria, Lusaka en Zambie, Nairobi au Kenya et Rabat au Maroc (EThekweni municipality, 2021 (2)).

LA COOPÉRATION DURBAN - NANTES ET LE PROJET LET'S FOOD CITIES

Les villes de Nantes et Durban ont montré leur volonté de collaborer en signant en 2005 leur premier accord de coopération. Des visites ont été organisées afin d'échanger principalement sur des projets relevant du tourisme, de l'art et de la culture, de l'environnement et de la coopération économique. Les deux villes sont particulièrement engagées et comparables dans le développement durable de leur territoire, en passant par le verdissement de leurs espaces : Durban a été sacrée ville la plus verte du monde en 2019 et Nantes, la capitale verte européenne en 2020.

Dans le cadre de cette coopération, l'association Let's Food a mené un travail visant à encourager les échanges de bonnes pratiques pour accélérer la transition alimentaire de chacun des deux territoires. Une mission de 2 mois a été réalisée entre janvier et mars 2020 à Durban, pour aller à la rencontre des acteurs du système alimentaire local dans le but d'analyser sa durabilité. En plus du diagnostic de durabilité du système alimentaire local, Let's Food a identifié des pistes d'amélioration et de coopération ainsi que les initiatives locales à renforcer. Ce projet a aussi contribué à sensibiliser les acteurs locaux et citoyens à une agriculture et alimentation durable à travers la rencontre d'acteurs, l'organisation d'ateliers et de deux événements rassemblant une centaine de personnes.

Malgré ces valeurs communes, la coopération entre les deux villes est aujourd'hui limitée concernant les enjeux alimentaires.

Résultats

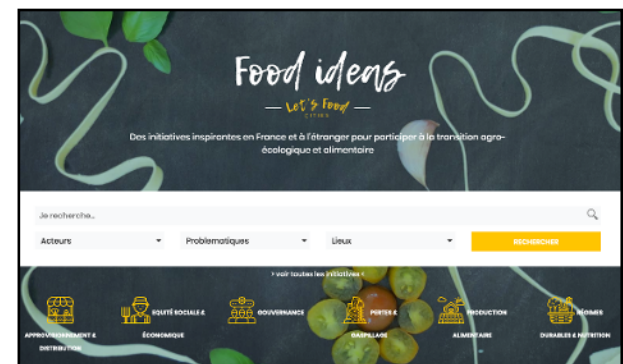


LE RAPPORT
DIAGNOSTIC DE DURABILITÉ DU SYSTÈME ALIMENTAIRE DE NANTES



LE FILM
LE SYSTÈME ALIMENTAIRE DE DURBAN

LA CARTOGRAPHIE D'ACTEURS
RECENSEMENT D'INITIATIVES ALIMENTAIRES DURABLES



LE LIVRET DES SOLUTIONS
PARTAGE D'INITIATIVES D'ICI ET D'AILLEURS

FAIRE DE LA POLITIQUE ALIMENTAIRE TERRITORIALE UNE PRIORITÉ

- LES SOLUTIONS LOCALES

Sensibiliser aux enjeux environnementaux

BIOWATCH - UN PODCAST EN FAVEUR DE L'ALIMENTATION SAINE ET DURABLE

Biowatch met à disposition du grand public beaucoup de ressources pour assurer une transition agro-écologique. L'ONG s'est lancée dans la réalisation d'un podcast, en plus de ses documents écrits (bulletins mensuels, divers rapports, etc.) afin de toucher un public plus large. Lancé à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation en 2020, "Good Food Conversation" est un podcast sur l'alimentation saine et durable. Il s'agit d'une série de conversations qui visent à célébrer la diversité de ce que nous cultivons, cuisinons, mangeons et stockons ainsi qu'à valoriser la nourriture saine pour le corps et la planète.

THE SOUTHERN AFRICA FOOD LAB - UNE PLATEFORME MULTI PARTENARIALE INNOVANTE SUR L'ALIMENTATION

The Southern Africa Food Lab (SAFL) est un centre de recherche, d'innovation et de dialogue au sujet de l'alimentation et de ses enjeux. Selon le SAFL, un manque d'engagement de la société civile, des gouvernements et du secteur privé exacerbe les tensions pesant sur le système alimentaire et le rendent plus vulnérable. Créé en 2009 au sein de l'université de Stellenbosch dans la ville du Cap. Le SAFL vise ainsi à promouvoir des réponses créatives au problème de la faim à travers le dialogue, l'action et l'intégration de différentes parties prenantes. Le centre regroupe entre autres des chercheurs, des experts, des ONG, des acteurs politiques et institutionnels, des acteurs locaux et des entreprises. En créant un espace de dialogue et d'interconnexion entre toutes les parties prenantes, le but du Food Lab est de répondre aux diverses problématiques de l'alimentation en Afrique du Sud dont la malnutrition, l'accès à la nourriture et les problèmes de santé, par des approches innovantes et systémiques. Le SAFL participe ainsi à différents projets de recherche-action comme le programme d'incubation de systèmes alimentaires résilients en Afrique du Sud, ou de soutien aux fermiers locaux avec des partenaires institutionnels de taille comme la FAO. Selon WWF, le Food Lab sud-africain est l'une des plateformes les plus avancées en termes de dialogue multi-partenarial dans le monde.

Faciliter les synergies entre acteurs du territoire et la mise en place de projets pérennes

MUNICIPALITÉ D'ETHEKWINI - ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE ALIMENTAIRE

En 2020, la municipalité a mandaté le "African Agricultural Council" pour rédiger une stratégie alimentaire pour la métropole. Cette stratégie permettra de réaliser un diagnostic précis du système alimentaire et de mettre en cohérence les programmes en cours.

MUNICIPALITÉ D'ETHEKWINI - COMITÉ DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le "Food Security Committee" rassemble les autorités publiques au niveau national, provincial et local, ainsi que l'ensemble des acteurs privés et associatifs impliqués dans les programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire à l'échelle d'eThekweni. Le comité est en cours de réactivation et permettra de prendre des décisions collectives et co-construites avec les acteurs locaux.

©Let's Food



LES SOLUTIONS SONT-ELLES À LA HAUTEUR DES ENJEUX ?

LE RÉTABLISSEMENT D'UN CLIMAT DE CONFIANCE ENTRE LES COMMUNAUTÉS ET ENVERS LES POUVOIRS PUBLICS EST INDISPENSABLE À LA TRANSITION ALIMENTAIRE DU TERRITOIRE

L'Afrique du Sud demeure profondément marquée par les stigmates de l'apartheid qui s'incarnent encore aujourd'hui par une méfiance entre les communautés. Le rêve de Nelson Mandela de voir émerger une grande "nation arc en ciel" n'a pas encore pris le pas sur la fragmentation culturelle et spatiale de la société. Ce climat social ne favorise pas l'émergence de collectifs et d'actions multiculturelles bien que dans le monde agricole, des échanges de connaissances commencent à se mettre en place.

Ces volontés d'entraide qui émergent doucement entre producteurs noirs et blancs mériteraient d'être plus amplement encouragées par les pouvoirs publics. La nourriture et les repas, par leur caractère convivial et social pourraient être un levier à actionner pour multiplier les espaces de dialogue et les interactions entre les habitants. Le fameux Bunny Chow incarne à juste titre cet effacement des frontières communautaires. Dépasser les profondes fractures sociales héritées de la ségrégation prendra certes du temps mais ne peut se faire sans une mobilisation massive de la société civile et sans un soutien infaillible de la collectivité.

Cependant, les scandales de corruption, les conflits d'intérêts, la quête du pouvoir qui sévissent dans le parti du congrès (ANC) renforcent davantage la rupture entre la société civile et les pouvoirs publics. **Les pouvoirs publics font face au double enjeu de regagner la confiance des citoyens et de favoriser leur implication citoyenne dans les projets de territoire.**

La municipalité d'eThekweni est particulièrement engagée en faveur d'un renforcement de la durabilité de son système alimentaire et a pris conscience de l'importance d'intégrer les communautés dans la co-construction des solutions pour que celles-ci soient pérennes. Bien que celles-ci soient ambitieuses, elles ne représentent qu'une petite partie du système alimentaire et rien ne contraint véritablement les industriels à être moteur du développement territorial de manière durable et équitable.

La société civile s'inscrit timidement en faveur de la transition alimentaire par le développement de tiers-lieux, de marchés écologiques, de sensibilisation à l'alimentation durable et par des démarches sociales et solidaires. Il s'agit cependant d'actions éparses et peu liées les unes aux autres. **Une meilleure coordination de ces initiatives favoriserait la création de synergies pour avancer plus loin et plus vite dans la transition agro-écologique et alimentaire du territoire de Durban et de sa région.** Les possibilités d'actions de la ville Durban sont multiples et la collectivité s'inspire de ce qui se fait ailleurs dans le monde mais le temps presse pour poser les bases d'un système alimentaire durable.

NANTES MÉTROPOLE - PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

Nantes, France

Le développement du Projet Alimentaire Territorial (PAT) de Nantes Métropole s'inscrit dans une dynamique volontariste en matière d'agriculture et de territoire en transition : feuille de route Transition Énergétique, engagement en 2015 dans le pacte de Milan "pour une politique alimentaire urbaine", lauréat du Programme National de l'Alimentation 2015, signature en 2017 du pacte État - Métropoles en faveur de projets innovants, équipements innovants du territoire (Marché d'Intérêt National - MIN, Technocampus, etc.). Ainsi, dans le cadre de l'appel à projet du programme national de l'alimentation, la Métropole a débuté en 2015 sa réflexion sur la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial, avec l'objectif de renforcer la prise en compte des enjeux environnementaux par des productions respectueuses de l'environnement, la préservation des paysages et du patrimoine culturel ainsi que par une contribution de l'agriculture à la transition énergétique. L'objectif est de produire une alimentation locale, durable et accessible à tous par différents axes, dont i) Conforter l'économie et l'emploi (relocalisation de flux économiques, filières, attractivité du territoire), ii) Renforcer la prise en compte de l'environnement (productions respectueuses de l'environnement (dont bio), préservation des paysages et du patrimoine culturel, contribution à la transition énergétique), iii) Contribuer à la cohésion sociale et faciliter l'accès pour tous à une alimentation saine : confiance réciproque entre producteur et consommateur, lutte contre les inégalités et la malnutrition. La réalisation de ce PAT a également été l'occasion pour la Métropole de consulter les citoyens pour qu'ils participent aux réflexions menées sur ce projet alimentaire.

BORDEAUX MÉTROPOLE - CONSEIL CONSULTATIF DE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE DURABLE

Bordeaux, France

Après un long travail de diagnostic et d'ateliers participatifs, la métropole bordelaise a mis en place un Conseil Consultatif de Gouvernance Alimentaire durable (mai 2017) s'inscrivant dans la politique métropolitaine Haute Qualité de Vie. Le conseil consultatif est composé de cinq collègues d'acteurs. C'est le premier conseil de politique alimentaire institutionnalisé en France. L'enjeu est d'assurer la représentation de toutes les parties prenantes du système alimentaire : politiques publiques, production alimentaire et agricole, transformation alimentaire, distribution alimentaire, sensibilisation, défense des intérêts et aide au changement de pratiques des mangeurs.

CE QU'IL FAUT RETENIR . . .

LIMITER LA DÉPENDANCE À L'EXTÉRIEUR GRÂCE À UNE AGRICULTURE LOCALE DURABLE

Les exportations comptent très largement dans le PIB agricole du pays et lui ont fait gagner sa réputation de grenier à pain dans la région. La municipalité de d'eThekwini fournit 30 % de la production agricole nationale mais la prédominance du modèle de firme oriente l'agriculture vers l'export. Les politiques agricoles sud-africaines orientées vers l'agriculture intensive et l'extérieur laissent peu de place aux petits agriculteurs. Représentant 50 % de la population rurale de Durban, ils bénéficient de peu de subventions pour se former à l'agro-écologie et s'organiser en collectifs. En faisant cela, la municipalité limiterait sa dépendance à l'extérieur et dynamiserait le tissu économique local, marqué par un chômage conséquent.

SOUTENIR L'ENTREPRENARIAT AGRICOLE

Les difficultés économiques auxquelles font face les agriculteurs en Afrique du Sud comme dans de nombreux pays contribuent à éloigner les jeunes des vocations agricoles. L'horizon des faibles revenus et de la pénibilité du métier font partie des raisons qui les poussent à l'exode rural. L'agriculture sud-africaine est ainsi vieillissante : l'âge moyen des agriculteurs sud-africains est de 60 ans. C'est pourquoi il devient urgent de soutenir les petits producteurs et de leur faciliter l'accès aux marchés. La mise en place d'un système alimentaire local équitable et respectueux des écosystèmes doit permettre la création de nouveaux métiers sur tous les maillons de la chaîne. Cela permettrait également de lutter contre le chômage des jeunes en les orientant vers des carrières agricoles.

IMPLIQUER LES HABITANTS DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

Les conflits inter-communautaires ont marqué l'histoire contemporaine de l'Afrique du Sud. En conséquence, il est difficile de réunir toutes les communautés autour de valeurs similaires pour impulser une action collective, ce qui se retrouve dans l'absence de coordination entre les initiatives pour une transition vers un système alimentaire durable. À cela s'ajoute une rupture entre les pouvoirs publics et la société civile après plusieurs scandales de corruption, mauvaise gouvernance et malversations. La municipalité de Durban doit assumer son rôle d'animateur territorial et mettre en place des instances de consultation afin de créer des synergies entre tous les acteurs liés à l'alimentation.

S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN PROMOUVANT L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET L'AGRO-ÉCOLOGIE

Les conditions climatiques, jusqu'à ce jour favorables, font de Durban un territoire agricole riche. Toutefois, le changement climatique modifie la donne : les prédictions font de la province du KZN une des plus impactées. De plus, l'emploi de méthodes intensives, notamment pour la culture de canne à sucre, accélèrent la raréfaction de ressources en eau, l'érosion des sols et la pollution des eaux. Pour une meilleure durabilité du système alimentaire, les plantes indigènes méritent d'être revalorisées. De plus, un cadre réglementaire légal établi par l'État pourrait permettre un meilleur développement de l'agriculture biologique. À son échelle, la municipalité d'eThekwini doit s'appuyer sur son unité d'agro-écologie pour poursuivre ses efforts de promotion de l'agriculture urbaine et de pratiques respectueuses de l'environnement.

LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

La société sud-africaine se caractérise par de fortes inégalités socio-économiques qui se traduisent par la précarité alimentaire des groupes les plus défavorisés. De plus, la population des 17 bidonvilles de la municipalité de Durban sont en marge des canaux de distribution à cause d'un éloignement spatial et d'un pouvoir d'achat très bas. Cette sous-nutrition entraîne des carences et des pathologies sur le long-terme, affectant notamment les enfants. Il est alors urgent que la métropole de Durban mette en œuvre des programmes de distribution alimentaire (soupes populaires, programmes nutritionnels dans les cantines) pour les habitants en difficulté.

ORIENTER LES HABITUDES ALIMENTAIRES VERS UN RÉGIME SAIN ET VARIÉ

En parallèle de la sous-nutrition, 50 % de la population sud-africaine est obèse ou en surpoids. Le régime alimentaire dominant se caractérise par une surconsommation de produits industriels ultra-transformés et sur-emballés. Manger des aliments industriels distribués par des grandes surfaces est l'habitude de consommation la plus répandue. Pour faire face au problème, Durban doit sensibiliser sa population sur les conséquences d'un tel régime et promouvoir les bienfaits de repas variés, composés de produits bio et de qualité, achetés à des intermédiaires conscients.

RÉÉQUILIBRER LES RAPPORTS DE FORCE PARMIS LES ACTEURS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

Les chaînes de valeur agro-industrielles, de plus en plus concentrées et consolidées, dominent les petits producteurs et transformateurs. Le système sud-africain favorise les grands producteurs et les acteurs contrôlant les capitaux et les flux (grossistes, distributeurs, banques, commerçants, compagnies d'assurance, transformateurs, etc.). Une poignée d'acteurs contrôlent la transformation et la distribution, ce qui leur permet d'imposer leurs conditions.

SOUTENIR LES COOPÉRATIVES ET LES INITIATIVES COLLECTIVES DES PRODUCTEURS LOCAUX

Face à la pression des GMS, les producteurs locaux accèdent difficilement aux canaux de commercialisation touchant le grand public. Par ailleurs, l'approvisionnement en matières premières est l'apanage de grossistes qui se fournissent dans d'autres provinces. En conséquence, épiceries comme vendeurs de rue ont peu de liens avec les producteurs locaux. L'éloignement entre ces derniers et le bassin de consommation de Durban freine l'essor de la vente de produits bio et sains en circuit court. En soutenant des initiatives comme les Agrihubs et la Fair Food Company, la municipalité de Durban participe à l'autonomisation des petits producteurs. Elle doit poursuivre ses efforts en finançant la création de coopératives, de marchés de producteurs, en soutenant les agriculteurs locaux via la commande publique ou encore en subventionnant des projets d'outils de transformation collectifs. À travers de telles actions, les producteurs seront mieux rémunérés et plus autonomes face aux grandes enseignes.

GLOSSAIRE

ANC : Congrès National Africain

ATC : Atelier de Transformation Collectif

BRICS : Brazil, Russia, India, China and South Africa

CHSCT : Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

CIAP : Collectif d'Installation en Agriculture Paysanne

CO₂ : Dioxyde de Carbone

DAFF : Department of Agriculture Forest and Fisheries

DARD-KZN : Department of Agriculture and Rural Development du KwaZulu-Natal

FAO : Food and Agriculture Organisation

GES : Gaz à Effet de Serre

GMS : Grande et Moyenne Surface

IFOAM : International Federation for Organic Agriculture Movements

KZN : KwaZulu-Natal

MBFPMS : Municipal bulk fresh produce markets

MIN : Marché d'Intérêt National

NEPAD : Nouveau Programme pour le développement de l'Afrique

ODD : Objectifs de Développement Durable

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

PAT : Projet Alimentaire Territorial

PIB : Produit Intérieur Brut

RIAM : Réseau des Initiatives Agro-écologiques au Maroc

RSE : Responsabilité Sociétale des Entreprises

SACU : Southern African Customs Union

SAFL : The Southern Africa Food Lab

SAOSO : South African Organic Sector Organisation

SCIC : Société Coopérative d'Intérêt Collectif

SPG : Système Participatif de Garantie

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

WAVE : Women Adding Value to the Economy

WWF : World Wildlife Fund

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Les acteurs d'un système alimentaire à l'échelle locale

Figure 2 : Répartition institutionnelle des compétences liées à l'alimentation en Afrique du Sud

Figure 3 : Occupation du sol sur la métropole de Durban

Figure 4 : Facteurs influençant les choix d'achats alimentaires par sexe

Figure 5 : Représentation schématique de l'agriculture sur le territoire métropolitain d'eThekweni

Figure 6 : Outils de transformation agricole et marchés de producteurs sur Durban et à proximité

Figure 7 : Répartition des supermarchés sur la métropole de Durban

ENTRETIENS

Coral Vinsen, vice-présidente de Amnesty International Durban

Delwyn Pilay, activiste pour le mouvement Slow Food

Ian Campbell, co-fondateur du Umbilo Business Forum

Jeremy Cole, producteur de canne à sucre, de bois et de macadamia

Paul James, directeur de LUMEC

Richard Dobson, cofondateur de l'association Asiye eTafuleni

Rosemary Rodriguez, coordinatrice du groupe de femmes WAVE (Women Adding Value to the Economy)

Sbusiso Chamane, directeur du service agro-écologie, Municipalité d'eThekweni

Steve Worth, directeur du Centre africain pour la sécurité alimentaire

Thobile Ngcobo, cheffe de projet du programme de régénération et de gestion urbaine du centre-ville d'eThekweni, municipalité d'eThekweni

Vanessa Black, coordinatrice de recherche et de plaidoyer à Biowatch

Vuyo Jayiya, directeur adjoint du service agro-business, Municipalité d'eThekweni

Walter Coughlan, directeur et cofondateur de la Fair Food Company

Xolani Hlongwa, cofondateur de Green Camp Gallery

Xolile Mkhize, nutritionniste à Mangosuthu University of Technology

Zizile Yoliswa Jele, étudiante et membre de ENACTUS UKZN

BIBLIOGRAPHIE

ACB, 2015. Agroecology in South Africa: policy and practice. African Center for Biosafety. [en ligne], Disponible sur : <https://www.acbio.org.za/wp-content/uploads/2015/03/Agroecology-SA-report.pdf> [Consulté le 09/03/2021].

ADEME (2016). État des lieux des pertes et gaspillages et de leur gestion par étapes de la chaîne alimentaire. Données par acteur. [en ligne]. Disponible sur : <http://multimedia.ademe.fr/dossier-presse-etude-masses-pertes-gaspillages/donneesparacteurs.html> [Consulté le 18/03/2021].

Adjibi Nourou, M. 2020. Corruption et coronavirus précipitent l'Afrique du Sud dans une descente aux enfers. Dossier, agence Ecofin. [en ligne]. Disponible sur : <https://www.agenceecofin.com/economie/0210-80916-dossier-corruption-et-coronavirus-precipitent-l-afrique-du-sud-dans-une-descente-aux-enfers> [Consulté le 30/03/21].

African News Agency, 2018. KZN's 'agricultural master plan' is key to transformation – MEC. [en ligne]. Disponible sur : <https://www.iol.co.za/business-report/economy/kzns-agricultural-master-plan-is-key-to-transformation-mec-18462801> [Consulté le 18/01/2021].

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), 2018. Bonnes pratiques et innovations environnementales dans le secteur de la distribution alimentaire [en ligne]. Disponible sur : <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/innovations-environnementales-distribution-alimentaire-010671.pdf> [Consulté le 16/07/2018].

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), 2011. Réalisation d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre, filière agricole et agro-alimentaire [en ligne]. Disponible sur : <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/guide-realisation-bilans-emissions-ges-secteur-agricole-7403.pdf> [Consulté le 16/07/2018].

Alitamlit, 2013. Responding to the proposed South African Strategy on Agroecology. Ali's Blog. [en ligne], Disponible sur : <https://alitamlit.wordpress.com/2013/10/04/responding-to-the-proposed-south-african-strategy-on-agroecology/> [Consulté le 09/03/2021].

Aljazeera, 2019. Land expropriation through the eyes of South African farmers. [en ligne], Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/program/episode/2019/8/31/land-expropriation-through-the-eyes-of-south-african-farmers> [Consulté le 10/03/2021].

Anesh Maniraj, S., 2020. Entretien réalisé avec Singh Anesh Maniraj, fondation UKZN

Bannister, S., 2020. Entretien réalisé avec Sue Bannister de Cities Insight

Banque mondiale, 2020. Afrique du Sud. [en ligne]. Disponible sur : <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=ZA> [Consulté le 31/12/2020].

Baobab, 2020. Upcycling the future (site internet officiel). [en ligne] Disponible sur : <https://upcyclethefuture.com/> [Consulté le 09/03/2021].

Barbier, A., 2019. L'Afrique du Sud se met à l'heure du salaire minimum national. Le monde. [en ligne]. Disponible

sur : https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/01/11/l-afrique-du-sud-a-l-heure-du-salaire-minimum-national_5407778_3234.html [Consulté le 07/01/2021].

Bikombo, B., 2014. Understanding household food insecurity and coping strategies of street traders in Durban. Mémoire de stage, University of South Africa, Master Degree in Human Ecology. [en ligne]. Disponible sur : http://uir.unisa.ac.za/bitstream/handle/10500/14659/dissertation_bikombo_bg.pdf%3Bjsessionid=CEAD061DA532E5FC83FC-CA5CD014DDE7?sequence=1 [Consulté le 05/01/2021].

Black, V., 2016. AGROECOLOGY. Environmental, social and economic justice. Biowatch Paper. ISBN:978-0-6399377-1-7 [en ligne], Disponible sur : <https://biowatch.org.za/download/research-paper-agroecology-environmental-social-and-economic-justice/?wpdmdl=512&refresh=6046de82ef91f1615257218> [Consulté le 09/03/2021].

Black, V., 2020. Entretien réalisé Vanessa Black, coordinatrice de recherche et de plaidoyer à Biowatch

Bongwana, T., 2017. Critical Food studies. [en ligne]. Disponible sur : <https://www.criticalfoodstudies.co.za/thinking-about-food-and-racism-in-post-apartheid-south-africa/> [Consulté le 30/03/21].

Campbell-Gillies, I., 2020. Entretien réalisé avec Ian Campbell-Gillies, Umbilo Business Forum

Chamane, S., 2020. Entretien réalisé avec Sbusiso Chamane, directeur du service agroécologie, Municipalité de Thekwini

Cole, J., 2020. Entretien réalisé avec Jeremy Cole, producteur de canne à sucre, macadamia et liège

Consumer goods council, 2019. Food waste April dialogue report, South Africa. [en ligne] Disponible sur : <https://www.cgcsa.co.za/wp-content/uploads/2019/05/Food-Waste-Dialogue-Report-April-2019.pdf> [Consulté le 17/03/2021].

Coughlan, W., 2020. Entretien réalisé avec Walter Coughlan, directeur et cofondateur de la Fair Food Company

D'Haese, M., et Van Huylbroeck, G. 2005. "The rise of supermarkets and changing expenditure patterns of poor rural households case study in the Transkei area, South Africa". Food Policy 30 (2005): 97-113. DOI: [10.1016/j.foodpol.2005.01.001](https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2005.01.001) [en ligne]. Disponible sur : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0306919205000047?via%3Dihub> [Consulté le 03/01/21].

DAAF, 2013. Strategic Plan for the Department of Agriculture, Forestry and Fisheries 2013/14 to 2017/18. [en ligne], Disponible sur : https://www.gov.za/sites/default/files/gcis_document/201501/daff-strategic-plan-2013-2014-2017-2018.pdf [Consulté le 09/03/2021].

Debra, R., 2020. Entretien réalisé avec Roberts Debradirection "ville durable et résiliente", Municipalité de Thekwini

Deloitte, 2016. The KZN Agri-Industry Building Value Chains into Africa. KZN Agri Outlook 2016. [en ligne]. Disponible sur : https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/process-and-operations/ZA_KZN%20Agri%20Outlook_2016.pdf [Consulté le 04/03/2021].

- Devanathan, R., Esterhuizen, T. M., & Govender, R. D., 2013. Overweight and obesity amongst Black women in Durban, KwaZulu-Natal: A 'disease' of perception in an area of high HIV prevalence. *African Journal of Primary Health Care & Family Medicine*, 5(1), 450. [en ligne]. Disponible sur: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4565439/> [Consulté le 11/01/ 2021].
- Dobson, R., 2020. Entretien réalisé avec Richard Dobson, Asiy eTafuleni
- Drysdale, R., Moshabela, M., Bob, U. 2019. Food Security in the District of iLembe, KwaZulu-Natal: A Comparison of Coping Strategies between Urban and Rural Households. *Ecology of Food and Nutrition*, Vol 58. <https://doi.org/10.1080/03670244.2019.1602528> [en ligne]. Disponible sur: <https://www.tandfon-line.com/doi/ref/10.1080/03670244.2019.1602528?scroll=top> [Consulté le 18/03/2021].
- Duffy, K., 2020. Entretien réalisé avec Kevin Duffy, Durban University of Technology
- DW, 2020. Africa's organic farmers struggle to get certified [en ligne]. Disponible sur: <https://www.dw.com/en/organic-farming-certificate-africa/a-52352517> [Consulté le 08/03/2021].
- Education Training Unit, 2019. The three spheres of Government [en ligne]. Disponible sur : <https://www.etu.org.za/toolbox/docs/govern/spheres.html> [consulté le 25/07/2022]
- EThekweni municipality, 2004. EThekweni agricultural status quo. Rural ABM Office. [en ligne]. Disponible sur: http://www.durban.gov.za/Documents/City_Government/IDP_Policy/05%20Status%20quo.pdf [Consulté le 18/01/2021].
- EThekweni municipality, 2004. EThekweni agricultural status quo. Rural ABM Office. [en ligne]. Disponible sur: http://www.durban.gov.za/Documents/City_Government/IDP_Policy/05%20Status%20quo.pdf [Consulté le 18/01/2021].
- eThekweni Municipality, 2012. Draft Integrated Development Plan - 5 Year Plan: 2012/13 to 2016/17. [en ligne]. Disponible sur: http://www.durban.gov.za/City_Government/City_Vision/IDP/Documents/Final%20Adopted%20idp%2030%20May%202012.pdf?Mobile=1 [Consulté le 05/01/2021].
- EThekweni municipality, 2021 (2). International and Governance Relations. [en ligne]. Disponible sur: http://www.durban.gov.za/City_Services/IGR/Pages/default.aspx [Consulté le 02/04/2021].
- EThekweni municipality, 2021. Community Participation Unit. [en ligne]. Disponible sur: http://www.durban.gov.za/City_Services/Community_Participation/Pages/About-The-Unit.aspx [Consulté le 31/03/21].
- FAO Statistics Division, 2019. Food Security/Suite of Food Security Indicators. [en ligne]. Disponible sur: <http://www.fao.org/sustainable-development-goals/indicators/211/en> [Consulté le 05/01/2021].
- FAO, 2019. Right to adequate food in constitutions. Legal brief for parliamentarians in Africa. [en ligne]. Disponible sur: <http://www.fao.org/3/ca3518en/CA3518EN.pdf> [Consulté le 04/01/2021].
- FAO, 2019. The State of the World's Biodiversity for Food and Agriculture, J. Bélanger & D. Pilling (eds.). FAO Commission on Genetic Resources for Food and Agriculture Assessments. Rome. 572 pp. [en ligne]. Disponible sur: <http://www.fao.org/3/CA3129EN/CA3129EN.pdf> [Consulté le 05/03/2021].
- FAO, CIAT and AfDB, 2020. Digital Agriculture Profile South Africa. [en ligne]. Disponible sur: <http://www.fao.org/documents/card/en/c/CB2506EN> [Consulté le 04/03/2021].
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, 2020. The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. ISBN: 978-92-5-132901-6. [en ligne]. Disponible sur: <http://www.fao.org/documents/card/fr/c/ca9692en/> [Consulté le 04/01/2021].
- Faucher, A. et Lançon, L., 2021. Les cantines scolaires au service de systèmes alimentaires territoriaux durables. Analyse comparée et bonnes pratiques. [en ligne], Disponible sur : https://letsfoodcities.com/wp-content/uploads/2021/01/Publication-resto-co-LF-2.pdf?fbclid=IwAR3VG7XUKLXXaFkhp5TbRPWg8TEl_02K2Qs13zy795UZ1kLvczjYPcMw_4 [Consulté le 08/03/2021].
- FiBL & IFOAM, 2019. The World of Organic Agriculture 2019. Statistics and Emerging Trends. ISBN 978-3-03736-118-4 [en ligne], Disponible sur : <https://www.fibl.org/fileadmin/documents/shop/2020-organic-world-2019.pdf> [Consulté le 08/03/2021].
- Fradet, A., et Rock, E. 2020. Ultra-Processed Foods and Food System Sustainability: What Are the Links? *Sustainability* 2020, 12(15), 6280, <https://doi.org/10.3390/su12156280>. [en ligne], Disponible sur : <https://www.mdpi.com/2071-1050/12/15/6280> [Consulté le 18/03/2021].
- France Diplomatie, 2020. Présentation de l'Afrique du Sud. [en ligne]. Disponible sur: <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/afrique-du-sud/presentation-de-l-afrique-du-sud/> [Consulté le 31 décembre 2020].
- Freguin-Gresh, S. Anseeuw, W., Cirad, UMR Art Dev, 2011. Agro-industries et producteurs sous contrat en Afrique du Sud : Le cas des filières agrumes et canne- à-sucré. [en ligne], Disponible sur : https://agritrop.cirad.fr/563505/1/document_563505.pdf [Consulté le 09/03/2021].
- Global Nutrition Report, 2020. South Africa, Country Nutrition Profiles. [en ligne]. Disponible sur: <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/afrika/southern-afrika/south-afrika/> [Consulté le 5/01/2021].
- Greenstone, C., 2020. Entretien réalisé avec Clive Greenstone, écologie urbaine, University of KwaZulu Natal
- Hatche, M., 2020. Entretien réalisé avec Michele Hatche, University of KwaZulu Natal
- Hayes, S., 2020. Entretien réalisé avec Sophie Hayes, Baobab / the maker space
- Hlongwa, X., 2020. Entretien réalisé avec Xolani Hlongwa, cofondateur de Green Camp Gallery
- Huetz De Lemps, A., 2020. DURBAN, Encyclopædia Universalis. [en ligne]. Disponible sur: <https://www.universalis.fr/encyclopedie/durban/> [Consulté le 04/01/2021].
- Huon, P., 2020. En Afrique du Sud, la nation arc-en-ciel hantée par les démons de l'apartheid. *Chronique «Vu du monde», Libération*. [en ligne]. Disponible sur: https://www.liberation.fr/planete/2020/11/12/en-afrique-du-sud-la-nation-arc-en-ciel-hantee-par-les-demons-de-l-apartheid_1805366/ [Consulté le 30/03/21].
- IRR, 2020. The unending crisis. Free Facts, South African Institute of Race Relation. [en ligne]. Disponible sur: <https://irr.org.za/reports/freefacts/freefacts-september-2020> [Consulté le 07/01/2021].
- James, P., 2020. Entretien réalisé avec Paul James, directeur chez LUMEC
- Jayiya, V., 2020. Entretien réalisé avec Vuyo Jayiya, Directeur adjoint du service agro-business, Municipalité d'eThekweni

- Kasavel, K., Botes, A., McKenzie, M., 2014. Durban Climate Change Strategy. Food Security Theme Report: Draft for Public Comment. eThekweni Municipality. [en ligne]. Disponible sur: http://www.durban.gov.za/City_Services/energyoffice/Documents/DCCS%20Food%20Security%20Theme%20Report.pdf [Consulté le 07/01/2021].
- Khan S., 2018. Urban Agriculture, Food Security and Poverty Alleviation in Post-Apartheid Metropolitan Durban, South Africa. university of KwaZulu-Natal. DOI: [10.1007/978-3-319-62443-3_7](https://doi.org/10.1007/978-3-319-62443-3_7) [en ligne]. Disponible sur: https://www.researchgate.net/publication/321195420_Urban_Agriculture_Food_Security_and_Poverty_Alleviation_in_Post-Apartheid_Metropolitan_Durban_South_Africa [Consulté le 18/01/2021].
- Kwazini, Z., 2020. Entretien réalisé avec Zulu Kwazini, entrepreneur, Université de KwaZulu-Natal-Natal ENACTUS
- KwaZulu-natal province, 2020. Food security in focus as KZN cogta Mec Hlomuka launches One home one garden program in Harry Gwala District. [en ligne] Disponible sur: <https://www.kzncogta.gov.za/food-security-in-focus-as-kzn-cogta-mec-hlomuka-launches-one-home-one-garden-programme-in-harry-gwala-district/> [Consulté le 03/01/2021].
- KZN DARD-Department of Agriculture and Rural Development, 2020. Annual performance plan 2020/21. Présenté par Mme.Bongiwe Sithole-Moloi. [en ligne]. Disponible sur:https://www.kzndard.gov.za/images/Documents/Strategic_documents/Plans/Annual-Performance-Plan-2020_21.pdf [Consulté le 04/03/2021].
- KZN DARD, 2018. Agricultural livestock research services. Livestock research symposium. March 2018. [en ligne]. Disponible sur:<https://www.kzndard.gov.za/images/Documents/researchandtechnologydevelopment/publications/researchreports/Livestock-Research-Symposium-2018.pdf> [Consulté le 05/03/2021].
- KZN Top business, 2021. KwaZulu-Natal Lifestyle. Page web. [en ligne]. Disponible sur: <http://kzntopbusiness.co.za/site/lifestyle-of-kzn>[Consulté le 05/01/2021].
- KZN Top business, 2021. KwaZulu-Natal Lifestyle. Page web. [en ligne]. Disponible sur:<http://kzntopbusiness.co.za/site/agriculture>[Consulté le 18/01/2021].
- La tribune, 2019. Un salaire minimum entre en vigueur en Afrique du Sud. [en ligne]. Disponible sur: <https://www.latribune.fr/economie/international/un-salaire-minimum-entre-en-vigueur-en-afrique-du-sud-802521.html> [Consulté le 07/01/2021].
- Les cahiers du développement durable, 2018. Les aliments et le climat [en ligne]. Disponible sur :<http://les.cahiers-developpement-durable.be/outils/aliments-climat/> [Consulté le 16/07/2018].
- Lim Tung, OJ. 2016. Organic Food Certification in South Africa: A Private Sector Mechanism in Need of State Regulation? [en ligne], Disponible sur :http://www.scielo.org.za/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1727-37812016000100040 [Consulté le 09/03/2021].
- Marks, M., 2020. Entretien réalisé avec Monique Marks, Urban Futures Centre, Durban University of Technology
- Massmart, 2017. Massmart supports local manufacturers through private label development. [en ligne] Disponible sur :<https://www.massmart.co.za/press/massmart-supports-local-manufacturers-through-private-label-development/>[Consulté le 17/03/2021].
- Mkhize, R., 2020. Entretien réalisé avec Rem Mkhize, communauté rurale de Dumisa
- Mkhize, X., 2020. Entretien réalisé avec Xolile Mkhize, nutritionniste à Mangosuthu University of Technology
- Mngomezulu, T., 2020. Entretien réalisé avec Thabile Mngomezulu, Relations Internationales, Municipalité d'eThekweni
- NAMC, 2020. Food basket price monthly December 2020 – November 2020 data. [en ligne]. Disponible sur: <http://www.namc.co.za/wp-content/uploads/2020/12/Food-Basket-December-2020-final.pdf> [Consulté le 05/01/2021].
- Ngcobo, T., 2020. Entretien réalisé avec Thobile Ngcobo, Chef de projet du programme de régénération et de gestion urbaine du centre ville d'eThekweni, municipalité d'eThekweni
- Nilsson, A., 2020. Entretien réalisé avec Asa Nilsson, cofondatrice de Green Camp Gallery
- Ntaka, Z., 2020. Entretien réalisé avec Zandile Ntaka, gérante de la soupe populaire "Carrots & Peas"
- Nzama, O., 2020. Entretien réalisé avec Oswald Nzama, direction business et marchés, Municipalité d'eThekweni
- OCDE, 2020. Afrique du Sud. [en ligne]. Disponible sur: <https://data.oecd.org/fr/afrique-du-sud.htm> [Consulté le 31/12/2020].
- Ohayon, M. et Mione, M. 2020. Les traces de l'apartheid encore très visibles en Afrique du Sud. Ma RTS. [en ligne] Disponible sur :<https://www.rts.ch/info/monde/11031323-les-traces-de-lapartheid-encore-tres-visibles-en-afrique-du-sud.html> [Consulté le 30/03/21].
- Perspective Monde Usherbrooke, 2020. Afrique du Sud. [en ligne]. Disponible sur: <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BM-Pays/ZAF> [Consulté le 31/12/2020].
- Pilay, D., 2020. Entretien réalisé avec Delwyn Pilay, activiste Slow Food
- Reardon, T., Tschirleya, D., Sweda, L., Awokuze, T., Fanzo, J., Minten, B., et al. 2020. "The processed food revolution in African food systems and the double burden of malnutrition." Global Food Security, Vol 28, Mars 2020, article 100466. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100466>. [en ligne]. Disponible sur: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2211912420301206?via%3Dihub> [Consulté le 03/01/21].
- RFI, 2020. Afrique du Sud: Durban, la ville la plus verte du monde. [en ligne]. Disponible sur: <https://www.rfi.fr/fr/emission/20200113-afrique-sud-durban-ville-plus-verte-monde> [Consulté le 04/01/2021].
- Ritzenthaler A., 2016. Conseil économique, social, et environnemental (CESE) - Les circuits de distribution des produits alimentaires [en ligne].https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2016/2016_03_circuit_produits_alimentaires.pdf [Consulté le 16/07/2018]
- Rodriguez, R., 2020. Entretien réalisé avec Rosemary Rodriguez, coordinatrice du groupe de femmes WAVE (Women Adding Value to the Economy)
- Roshini, B., 2020. Entretien réalisé avec Bobe Roshini, Community, Cluster sûreté et urgences, Municipalité d'eThekweni
- SABC, 2019. Drought severely affecting agriculture production across SA. [en ligne]. Disponible sur:<https://www.sabcnews.com/sabcnews/drought-severely-affecting-agriculture-production-across-sa/> [Consulté le 18/01/2021].
- Salcedo C., 2014. Le statut constitutionnel des chefs traditionnels en Afrique du Sud [en ligne]. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-droit-constitutionnel-2014-2-page-445.htm> [consulté le 25/07/2022]

- SAOSO, 2019. ESSENTIALS ISSUE 1. [en ligne], Disponible sur: https://is-suu.com/saosoessentials/docs/online_saoso_essentials_10_19_aw [Consulté le 08/03/2021].
- Shackleton, C., Pasquini, M., Drescher, A. 2009. African Indigenous Vegetables in Urban Agriculture. [en ligne]. Disponible sur: https://publications.cta.int/media/publications/downloads/1537_PDF.pdf [Consulté le 08/03/2021].
- Shezi N. et Ngcoya, M. 2016. Adaptation to the Impacts of Climate Change on Agriculture in eThekweni: A literature review. Research Report 2016 No 7. ISBN: 978 1 86840 633. [en ligne]. Disponible sur: https://leadershipanddevelopment.org.files.wordpress.com/2017/02/shezi-mvuselelo_2016.pdf [Consulté le 03/03/2021].
- Shisana, O et al, 2013. South African National Health and Nutrition Examination Survey. SANHANES-1, Cape Town: HSRC Press. [en ligne]. Disponible sur: <http://www.hsrc.ac.za/uploads/pageNews/72/SANHANES-launch%20edition%20%28online%20version%29.pdf> [Consulté le 05/01/2021].
- SOASO, 2018. South African Organic Sector Organization (SAOSO) – Certification. [en ligne], Disponible sur : <https://www.saoso.org/certification> [Consulté le 08/03/2021].
- South Africa Department of Agriculture, Forestry and Fisheries. 2019. Overview of progress towards the National food and nutrition security plan for South Africa, 2018-2023. [en ligne]. Disponible sur: <https://lib-guides.lib.uct.ac.za/c.php?g=194637&p=1281170> [Consulté le 14/01/2021].
- South African Government, 2020. Minister Barbara Creecy: Food Loss and Waste Voluntary Agreement virtual launch [en ligne] Disponible sur : <https://www.gov.za/speeches/minister-barbara-creecy-food-loss-and-waste-voluntary-agreement-virtual-launch-29-sep-2020#> [Consulté le 17/03/2021].
- Stacey, N., Mudara, C., et al, 2019. Sugar-based beverage taxes and beverage prices: Evidence from South Africa's Health Promotion Levy. Social Science & Medicine, Vol 238; October 2019, article 112465. [en ligne]. Disponible sur: <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2019.112465> [Consulté le 14/01/2021].
- Standeaven, C., 2020. Entretien réalisé avec Christine Standeaven, marché de Shongweni
- Statistics South Africa, 2020. How COVID-19 affected food security in SA [en ligne]. Disponible sur : <https://www.statssa.gov.za/?p=15273> [consulté le 22/08/2022]
- Summerton, N., 2020. Entretien réalisé avec Nicole Summerton, coordinatrice du projet Sackspace, ENACTUS UKZN
- Sutcliffe, M., 2020. Entretien réalisé avec Michael Sutcliffe, Cities Insight
- The World Bank, 2018. Overcoming Poverty and Inequality in South Africa An Assessment of Drivers, Constraints and Opportunities. [en ligne]. Disponible sur: <http://documents1.worldbank.org/curated/en/530481521735906534/pdf/124521-REV-OUO-South-Africa-Poverty-and-Inequality-Assessment-Report-2018-FINAL-WEB.pdf> [Consulté le 07/01/2021].
- Thusi, S., 2020. Entretien réalisé avec Steve Thusi, Umbilo Business Forum
- Times Live, 2020. One Home One Garden project aims to put food on the tables of KZN families. [en ligne] Disponible sur: <https://www.timeslive.co.za/news/south-africa/2020-06-24-one-home-one-garden-project-aims-to-put-food-on-the-tables-of-kzn-families/> [Consulté le 03/01/2021].
- Transparency International, 2020. Indice de perception de la corruption 2020. [en ligne]. Disponible sur: https://transparency-france.org/wp-content/uploads/2021/01/CPI2020_Report_FR-WEB.pdf [Consulté le 30/03/21].
- Van Der Merwe, C., 2011. Key Challenges for Ensuring Food Security in South Africa's Inner Cities. AISA Policy Brief Number 36. February, 2011. Africa Institute of South Africa. [en ligne]. Disponible sur: <http://www.ai.org.za/wp-content/uploads/downloads/2011/11/No-36.-Key-Challenges-for-Ensuring-Food-Security-in-South-Africa's-Inner-Cities.pdf> [Consulté le 18/01/2021].
- Van Staden, 2014. City farming. JT Ross property group. [en ligne]. Disponible sur: <https://www.jtross.co.za/news/city-farming/> [Consulté le 03/03/2021].
- Veolia, 2020. Veolia et TheMakerSpace inaugurent à Durban le Baobab, tiers-lieu dédié à l'économie circulaire [en ligne] Disponible sur : <https://www.veolia.com/africa/fr/news-publications/veolia-themakerspace-inaugurent-durban-baobab-tiers-lieu-dedie-leconomie> [Consulté le 09/03/2021].
- Vinsen, C., 2020. Entretien réalisé avec Coral Vinsen, vice-présidente de Amnesty International Durban
- Vital Strategies, 2019. After 2 Years, South Africa's Successful Sugar Beverage Tax Still Under Attack. [en ligne], Disponible sur : <https://www.vitalstrategies.org/after-2-years-south-africa-successful-sugar-beverage-tax-still-under-attack/> [Consulté le 10/03/2021].
- Von Bormann, T., 2019. Agri-food Systems: Facts and Futures: How South Africa can produce 50% more by 2050. WWF South Africa, Cape Town. [en ligne]. Disponible sur: https://www.wwf.org.za/our_research/publications/?27341/agri-food-systems-facts-and-futures [Consulté le 5/01/2021].
- Watt, H., 2020. Entretien réalisé avec Harold Watt, University of KwaZulu Natal
- Wayman, L., 2020. Entretien réalisé avec Lindsay Wayman, ORICOL environmental services
- WHO, 2016. Health and climate change: country profile 2015: South Africa. [en ligne]. Disponible sur: <https://www.who.int/publications/i/item/health-and-climate-change-country-profile-2015-south-africa> [Consulté le 18/01/2021].
- WHO, 2018. WHO country cooperation strategy at a glance: South Africa. WHO/CCU/18.02/South Africa. [en ligne]. Disponible sur: <https://www.who.int/publications/i/item/WHO-CCU-18.02-South-Africa> [Consulté le 04/01/2021].
- World Obesity Federation, 2019. Atlas of Child Obesity. October 2019. [en ligne]. Disponible sur: http://s3-eu-west-1.amazonaws.com/wof-files/11996_Childhood_Obesity_Atlas_Report_ART_V2.pdf [Consulté le 04/01/2021].
- Worth, S., 2020. Entretien réalisé avec Steve, directeur du African Centre for Food Security

WWF, 2017. Food Loss and Waste: Facts and Futures. WWF South Africa. [en ligne]. Disponible sur: https://dtnac4dflyw8.cloudfront.net/downloads/wwf_2017_food_loss_and_waste_facts_and_futures.pdf?21641/Food-Loss-and-Waste-Facts-and-Futures-Report [Consulté le 05/03/2021].

WWF, 2020. Insights and opportunities for equitable food systems: Urban lockdown lessons. [en ligne]. Disponible sur: https://www.wwf.org.za/our_research/publications/732945/urban-lockdown-lessons-for-South-Africa-insights-and-opportunities-for-equitable-food-systems [Consulté le 07/01/2021].

Yes! Media, 2020. The Local Government Handbook: South Africa. Yes! Media. ISSN 2220-5179. [en ligne]. Disponible sur: <https://municipalities.co.za> [Consulté le 31/12/2020].

Yoliswa Jele, Z., 2020. Entretien réalisé avec Zizile Yoliswa Jele, étudiante et membre de ENACTUS UKZN

Zungu M., Maseeko M., Kalle R., Downs C., 2020. Effects of landscape context on mammal richness in the urban forest mosaic of EThekweni Municipality, Durban, South Africa [en ligne]. Disponible sur : https://www.researchgate.net/figure/The-study-area-EThekweni-Municipality-Area-Durban-KwaZulu-Natal-South-Africa_fig1_345353312 [consulté le 22/01/2020]



NEW YORK - 8,4M

Cette évaluation du système alimentaire de Durban a été réalisée par l'association Let's Food dans le cadre du projet Let's Food Cities (2017-2021). 14 territoires dans le monde dont 7 en France sont partenaires de ce projet : ils bénéficient aujourd'hui d'une analyse détaillée de l'alimentation sur leur territoire, ils ont coopéré et échangé des bonnes pratiques afin d'accélérer ensemble la transition alimentaire et agro-écologique. L'ensemble des rapports sont disponibles sur le site de l'association :

<http://www.letsfood.fr>

